

M. Cherif Belkacem est écarté du gouvernement algérien

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algerie, 1 BA; Maroc, 1,50 dr.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 60 c. et 100 c.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce, 15 dr.; Inde, 45 rs.; Italie, 250 L.; Liban, 120 p.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 6,00 fl.; Portugal, 11 esc.; République Fédérale, 6,00 M.; S.A.S., 60 cts.; Roumanie, 10 L.
Tarif des abonnements page 18
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.O.F. 4207-21 Paris
Télé Paris n° 65372
Tél. : 770-91-29

Alors qu'il se trouvait à Kampala le général Gowon est renversé par un groupe d'officiers nigériens

mal des voyages

Un coup d'Etat militaire a eu lieu, mardi 29 juillet, au Nigeria. Le chef de l'Etat, le général Gowon, était absent de Lagos. Il dirigeait en effet la conférence de l'Organisation de l'unité africaine qui se tient à Kampala.

mal des voyages

Notre envoyé spécial en Ouganda, J.-C. Pomont, nous téléphone que le général Gowon était au pouvoir depuis 1966. Il a appris la nouvelle avec une certaine philosophie. Il a eu deux rapides entretiens avec le maréchal Idi Amin Dada, président de l'O.U.A. Mais la séance de travail de la conférence a été suspendue dans une certaine confusion. Le coup d'Etat de Lagos ne contribuera pas à alléger l'atmosphère d'une réunion qui se déroule dans des conditions difficiles : plusieurs chefs d'Etat, le boycotteront, contestent la personnalité et la compétence du maréchal Amin Dada, et les ministres des pays africains n'ont pu, lors d'une conférence préliminaire, se mettre d'accord sur une réelle ligne d'action, tant en ce qui concerne le Proche-Orient que l'Angola.

Il fut fondé en octobre 1960 par une fédération qui fut une incroyable diversité de peuples et de cultures. Il fut le plus puissant d'Afrique au moment où il avait su réfléchir à ces maux.

L'annonce de la déposition du général a été faite mardi 29 juillet, à 6 h. 30 (heure locale), à la radio nigérienne, par un officier, le colonel Joseph Garba. Il a déclaré qu'il parlait au nom d'un certain nombre de ses collègues. Le colonel Garba commande la brigade des gardes responsables de la sécurité du chef de l'Etat. C'est un chrétien originaire du Nord, qui jouit d'une grande popularité auprès des soldats. Il a précisé que le général Gowon avait été renversé en raison de ses déclarations erronées dans le pays depuis quelques mois.

La radio a aussi annoncé que toute l'opération s'était déroulée sans effusion de sang. Le général Gowon se trouvait à la tête du Nigeria depuis 1966. Il était venu à bout de la sécession de la province orientale du pays, qui avait pris le nom de République du Biafra. Il s'était appliqué, depuis le rétablissement de la paix civile en 1970, à réorganiser le pays. Il avait fait face, depuis quelques mois, à une agitation sociale persistante et à des grèves d'étudiants et d'ouvriers. Il avait annoncé aussi son intention d'intensifier la lutte contre la corruption.

En 1970, le chef de l'Etat avait affirmé qu'il restituerait le pouvoir aux civils en 1974. Il était revenu sur cette promesse en 1974.

Les premières décisions annoncées sont d'ordre strictement technique — on y relève l'abandon d'un jour férié sous les travailleurs. Elles ont été prises dans l'attente de la démission de Garba, inconnu devenu le détenteur, au moins partiel, du pouvoir. Toutefois, une politique de socialisme dévotement nigérienne des derniers mois. Les liens dans la répartition du revenu affluent chez le huitième détenteur de pétrole du monde avaient permis en — ont attiré un mécontentement dont témoignent la multi- tude récente des manifestations et des conflits.

En 1970, dans l'un des points de son programme, le militaire avait annoncé, sans ambiguïté, « l'élimination de la corruption dans la vie nationale ». Or des cas éclatants, dans l'armée — en dépit d'usages de discrétion que le général Gowon avait promis de dans une récente interview, traitaient la persistance et l'inefficacité de son régime, les cas éditoriaux — qu'un « scoop » avait tenté d'attiser en 67 — demeuraient vives.

annonçant, dans un important discours prononcé le 1^{er} octobre 1974, qu'il ne rendrait pas le pouvoir aux civils, comme prévu en 1974, le général Gowon dénonça la politéchnocratie et les abus sociaux et éditoriaux qui se développaient dans le pays. Ce langage, familier militaire devenu homophobe, n'a pas suffi à arrêter les pervers. Il s'est trouvé alors pour confondre dans une réprobation le gouvernement technocratique multi-milliards général Gowon et la pléiade « civile » accrue par châtiment pétrolier.

Il a fort à parler que les deux maîtres du Nigeria, ameneront les compromissions gémies d'échec, dans le bel élan rigoureux moralisateur qui s'opère et justifie les prises d'arrêt par la force. Toutefois, cette nouvelle « déstabilisation » dans un continent déjà pressé avec la guerre en Angola risque d'avoir de répercussions internationales.

nos informations page 22.)

EN MARGE DE LA CONFÉRENCE PANEUROPEENNE

MM. Ford et Brejnev auront deux entretiens à Helsinki

Précédés, lundi soir, par Mgr Makarios, président de la République de Chypre, les plus hautes autorités politiques de toute l'Europe — sauf l'Albanie — ainsi que des Etats-Unis et du Canada, ont eu des entretiens à Helsinki pour conclure la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) et en signer, vendredi après-midi, l'acte final. La conférence s'est ouverte mercredi par MM. Kollehaan, président de la République finlandaise, et Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

Voyageant par le train, M. Brejnev était attendu mardi après-midi dans la capitale finlandaise. Le président Ford, venant de Varsovie où il a reçu un accueil chaleureux, devait arriver à 17 heures. M. Giscard d'Estaing devait quitter Paris par avion à 13 heures.

Au Portugal, en raison de la crise politique, le général Costa Gomes, président de la République, a reporté son départ à jeudi, jour où il doit prendre la parole devant la C.S.C.E. Il n'est pas certain que M. Melo Antunes, ministre des affaires étrangères du gouvernement démocratique, qui s'occupe des affaires courantes, l'accompagne.

Un conseil d'administration plus qu'un rendez-vous avec l'histoire

Helsinki. — Ni fièvre populiste, ni passion intempérée. Le comité finlandais s'est préparé à l'événement paneuropéen avec une application sérieuse. Sans plus. A Helsinki, les soucis d'indépendance l'emportent encore sur la vague agitation de l'âme qu'on pouvait s'attendre à voir se manifester à l'occasion de la venue de ces « sommes du monde ». Il s'agissait pour les Finlandais de loger, protéger, guider, surveiller et offrir une petite colonie de deux mille visiteurs : huit cents diplomates et membres des délégations et quelque douze cents journalistes étrangers. Ce n'était pas rien. Les détails du rassemblement ont été réglés depuis plusieurs semaines avec une minutie fonctionnelle et une efficacité qui vont jusqu'à l'excès de précision. Tout se jouera sur 600 mètres de l'avenue

De nos envoyés spéciaux. Mannerheim, entre l'hôtel Merski, où s'installent déjà les journalistes, et le palais Finlandais, fin prêt pour la cérémonie des trente-cinq discours. Il n'est pas très courant d'attendre d'une grande conférence internationale qu'il ne s'y passe rien. C'est pourtant le cas cette fois. La « suite » d'Helsinki, chacun le répète ici, sera fonction de ce qu'elle y déroulera pas. Bête noire officielle : la péripétie. Cette officialité annonce déjà une apparence de burlesque diplomatique un peu froide. On attend un conseil d'administration international plus qu'un vrai rendez-vous avec l'histoire. Helsinki s'apprête à recevoir le « businessmen » pressés du club des riches plus que

les envoyés solennels d'un quelconque romantisme internationaliste. Le décor lui-même paraît avoir choisi le mode mineur. Les forces de l'ordre (deux mille policiers et une centaine d'agents de la SUOPO, la D.S.T. finlandaise) restent fort discrètes. Les quelques autocaristes en position près de l'aéroport et les soldats en tenue camouflée qu'on aperçoit entre deux troncs de boulevards, n'évoquent pas un « état de siège ». Le « grillage » spécial — et les trinités d'été qui entourent le palais Finlandais n'invoquent eux-mêmes que modérément à l'émotion journalistique.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD et JEAN SCHWOEBEL (Lire la suite page 2.)

Naviguer entre les Grands

I. — La régionalisation du monde

par ALBIN CHALANDON. Ses divisions, massées aux frontières, sont plus nombreuses qu'il ne le faudrait pour défendre ses marges occidentales contre la tentation d'un « couloir » à l'est, qui appuierait un diplomate à la fois souple et tenace, qui surveillerait et provoquerait nos faiblesses, afin d'en tirer profit.

Face à elle, la puissance des Etats-Unis demeure, même si, psychologiquement, elle paraît s'émousser. En effet, leur reflux du Sud-Est asiatique doit être ramené à ses justes proportions. En y procédant, le gouvernement américain ou fait un constat réaliste de ses méthodes d'intervention passées dans le tiers-monde : fiasco des aventures militaires, soutien de régimes politiques artificiels dans des régions où la mortée du nationalisme ne tolère plus de présences étrangères. Décidé depuis plus de deux ans, l'abandon de l'Inde indochinoise et cambodgienne n'a ni affaibli la puissance militaire des Etats-Unis ni modifié leur attitude à l'égard de l'Europe ; il a seulement démontré que la protection qu'ils accordent est conditionnée par leur propre intérêt, et varie de ce fait en fonction du devenir des situations.

La diplomatie des Etats-Unis est essentiellement dominée par la volonté de gérer en commun avec l'U.R.S.S. une paix mondiale qui repose sur l'équilibre de leurs forces respectives. Tout est subordonné à cet objectif, y compris leur comportement à l'égard de l'Europe de l'Ouest. Celle-ci, à leurs yeux, n'est qu'une région, et n'a pas de ce fait vocation à assumer des responsabilités mondiales. Faisant partie de leur système d'influence, elle doit être protégée, certes, mais dans le cadre de leur stratégie propre. La doctrine Schöningher, qui le dit, signifie que le nucléaire ne s'ouvrira ni automatiquement ni totalement en cas d'agression de l'Europe ; que celle-ci, maître de la riposte graduée, aura le temps d'être détruite avant que les deux Grands n'en viennent à l'affrontement total, ou ne se mettent d'accord à nouveau. Situation peu satisfaisante, sinon dégradante, pour le vieux Europe, indifférent au système américain au point de lui être subordonnée, mais pourtant non progressée comme n'importe lequel des cinquante Etats qui vivent sous la bannière étoilée.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

On connaît la loi de Parkinson selon laquelle tout chef s'accroît automatiquement deux adjoints — l'un pour neutraliser l'autre — ce qui fait du triumvirat l'élément de base de toute relation hiérarchique. Le deuxième stade est celui où chaque adjoint, pour assouvir son autorité, s'adjoint à son tour deux adjoints, qui font du septamvirat la structure favorite des administrations : sept hommes pour un seul emploi.

L'ANTI-PARKINSON

L'exemple du Portugal nous montre que la loi de Parkinson peut fonctionner à l'envers. Le Conseil de notre première République nous rappelle le sens du mouvement. Et l'on songe à ce personnage romain des Aventures d'Assoluto qui dit à son compère : « Pédons un homme virant à deux », tout en songeant dans sa tôle : « Je trouverai toujours un moyen de l'éliminer. » ROBERT ESCARPIT.

JAZZ SUR LA COTE D'AZUR

Nice et les revenants

A Cimiez, le quartier élevé et boisé de Nice, où les nuits sont plus fraîches, le jazz a imploré son camp ou milieu du parc qui circonscrivent les thermes romains, le musée archéologique, l'ancien monastère et l'église des franciscains. Dans ce cadre champêtre, où la ville s'efforce de préserver des lambeaux d'histoire, le jazz, qui n'est pas né d'hier, se penche lui aussi sur son passé. Mais il ne se borne pas à cela. La plupart des hommes qui ont traversé l'Atlantique et qui ont l'occasion de se réunir à Nice dans une situation différente de celle de leurs prédécesseurs — revanches à l'excès tardive et qu'ils n'espèrent pas si belle — sont loin de mimer nostalgiquement d'anciennes rencontres : ils en retrouvent la saveur ; ils la prolongent et la perpétuent pour nous, puisque la musique qu'ils jouent reste la leur, aussi inappropriément installée en eux qu'une langue maternelle. Cette musique n'a pas, cela va de soi, la même verve et le même vigoureux accent chez tous. L'ingé-

Le gouvernement esquisse les grandes lignes du plan de relance

Le conseil des ministres de ce mardi 29 juillet devait être consacré en grande partie à un bilan de la situation économique et à l'adoption des directives générales de préparation du plan de relance, que le gouvernement présentera en septembre, en même temps que le projet de budget pour 1976. Ce plan doit, on le sait (le Monde du 26 juillet), amplifier les investissements publics et stimuler la consommation par la mise en œuvre de dépenses et mesures sélectives. Après le ralentissement brutal de dépenses d'équipement des entreprises, les achats des Français ont en effet commencé à décliner, en particulier dans l'équipement ménager, l'automobile et le textile.

Le conseil interministériel consacré aux structures de l'industrie électro-mécanique française, prévu pour mardi prochain, a été reporté à la semaine prochaine (vraisemblablement le mardi 5 août).

Tout se passe comme si chacun attendait des jours plus sombres et non pas des jours meilleurs et tout permet de penser qu'il en sera ainsi si des dispositions ne sont pas prises rapidement. Un choc psychologique est nécessaire pour montrer que les mois à venir seront différents des mois passés. Le gouvernement doit montrer qu'il est déterminé à intervenir pour que la situation cesse de se détériorer.

Ce propos n'a pas été tenu lundi à M. Fourcade par un syndicaliste de la C.G.T. ou de la C.F.D.T., mais bien par l'un des porte-paroles les plus qualifiés du patronat, M. Léon Feiloulle, président de l'Assemblée permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie. L'industrie gagne, en effet, peu à peu tous les milieux dirigeants de l'économie française en voyant s'enlever les espoirs de reprise technique spontanée, que leur avènement fait miroiter le gouvernement et les statistiques de l'INSEE.

Les derniers chiffres cités par la Banque de France ou les « conjoncturistes » duquel Brantly confirment le recul assez net de la consommation. Alors que celle-ci progressait les années précédentes de 4 à 5 % l'an, elle est actuellement inférieure de 2,5 % (en volume) à celle de l'an dernier, avec des « points » de moins 10 % pour l'ensemble, — 8 % pour l'appareillage ménager et la droguerie, — 6 % pour les postes de radio, ou de la télévision, — 2 % pour le textile (et même — 6 % pour la confection masculine). Du coup, les stocks restent élevés, alors que les carnets de commandes sont peu garnis.

G. M. (Lire la suite page 15.)

JACQUES LACAN LE SEMINAIRE (Ire) Les écrits techniques de Freud

JACQUES LACAN LE SEMINAIRE (Ire) Encore

Jacques Lacan De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité

Jacques Lacan De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité

Jacques Lacan De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité

L'OUVERTURE, A HELSINKI, DE LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ

Incertitudes et limites d'un « sommet »

Aucun des accords contenus dans l'acte final de la conférence d'Helsinki n'a été conclu sans l'assentiment d'un quelconque des membres de la conférence, fut-il aussi petit que Monaco, le Liechtenstein ou la République de San Marin.

La règle du « consensus » a permis au chef du gouvernement de Malte, M. Mintoff, d'imposer aux deux Super-Grands une référence dans l'acte final à la nécessité de réduire les forces armées en Méditerranée. Elle a aussi évité à la C.S.C.E. d'être, comme tant de conférences internationales des dernières années, dominée entièrement par les grandes puissances et leurs alliés. Le groupe des petits pays neutres et non alignés, bénéficiant de complicités dans les deux blocs, a pu s'y affirmer et jouer un rôle utile. C'est à lui qu'on doit dans une large mesure l'adoption de principes et de déclarations condamnant sans rémission ce qu'on a appelé la doctrine Brejnev et qui feraient de toute nouvelle intervention du type de celle des Soviétiques à Prague en 1968 — et aussi des Turcs à Chypre en 1974 — une violation caractéristique de l'acte final.

On comprend que les petits pays se soient efforcés d'obtenir l'institutionnalisation de la conférence par la création d'un comité permanent ou du maintien d'un organe chargé de veiller à l'application de l'acte final et de préparer son extension.

Le succès de M. Brejnev

Cette relative démocratisation des relations intereuropéennes constitue l'un des aspects les plus positifs et les plus novateurs de la C.S.C.E. Mais nombreux sont encore ceux qui n'ont vu dans la conférence qu'une nouvelle étape dans l'évolution des rapports Est-Ouest, et estiment qu'elle n'est pas favorable à leur camp. Aux Etats-Unis, en dépit des efforts du président Ford et de M. Kissinger pour rappeler aux Américains qu'il n'y a pas d'alternative à la détente, le sénateur Jackson et M. George Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O. et champion de l'anticommunisme, doutent de la sincérité des Soviétiques et de l'utilité d'un « sommet » que le *New York Times* qualifie de « carnaval ». Une grande partie de l'opinion publique américaine a été sensible aux avertissements d'Alexandre Soljenitsyne, pour qui la présence du président Ford à Helsinki équivaut à une trahison à l'égard de l'Europe.

Les mêmes doutes et méfiance animent l'opposition chrétienne-démocrate en R.F.A. — qui s'est prononcée contre l'acte final de la C.S.C.E. — et certains cercles influents d'autres pays membres de la Communauté européenne. L'accord entre les Neuf n'en a pas été facilité en dépit de la coopération exemplaire dont ils ont fait preuve tout au long des négociations de la deuxième phase de la C.S.C.E.

L'inverse, les Soviétiques et leurs alliés n'ont pas assez de trompettes pour célébrer le suc-

cess des négociations et l'importante consolidation de la coexistence pacifique qui va en résulter. Sans plus attendre, Moscou pose de nouveaux jalons dans la même direction, pour tenter d'abord de bloquer les négociations de Vienne sur la réduction des forces militaires en Europe centrale (M.B.F.R.) ensuite pour convaincre les pays asiatiques de conclure à leur tour un pacte de sécurité collective.

Le dynamisme de la diplomatie soviétique n'est évidemment pas du goût de tout le monde, et particulièrement des Chinois. Le succès de la C.S.C.E. est d'abord celui de l'U.R.S.S., qui l'a voulu depuis des années, et a su l'obtenir, en dépit de nombreuses résistances et scepticismes ; un succès bien fait pour consolider l'autorité de M. Brejnev, dont la politique favorable à la coopération avec les Etats-Unis et à la détente ne manque pourtant pas, en U.R.S.S., de détracteurs.

Car les dirigeants soviétiques ont dû faire des concessions. Avant même d'ouvrir la procédure multilatérale de négociation, les Occidentaux avaient demandé au Kremlin la conclusion de l'accord à quatre sur Berlin et l'ouverture des conversations M.B.F.R. à Vienne. Tout au long des vingt-deux mois de la seconde phase des travaux, ils ont fait comprendre aux Soviétiques, pressés de faire reconnaître solennellement un *status quo* territorial et politique qui leur est éminemment favorable, qu'un succès exigerait de leur part quelques pas en avant vers cette « libre circulation des hommes et des idées », sans laquelle on ne saurait parler de véritable détente. Et ils n'ont accepté d'ailleurs la date d'un « sommet » que le jour — le 15 juin dernier à Vienne — où M. Gromyko, les dattant, s'est résolu à accepter le projet de compromis global sur les questions de la troisième corbeille qui lui fut présenté par M. Kissinger avec l'accord des Neuf.

Des chevaux de Troie ?

Sans doute ne s'agit-il de la part des Russes que de simples promesses. L'acte final de la C.S.C.E. n'a point, en effet, force légale. M. Ford l'a déclaré lui-même. En revanche, il engage moralement et politiquement les signataires. Le fait que les Soviétiques aient accepté de négocier sur des questions qu'ils refusaient absolument d'aborder jusqu'aux conférences déjà uniprogrammes, en reportant à 1977 la décision éventuelle de convoquer une nouvelle conférence, les Occidentaux ont donc obtenu, au moyen de pression sur l'U.R.S.S., pour l'instant à remplir ses engagements.

Contre ces promesses des Russes en matière de libéralisation des échanges humains et d'information, les Occidentaux n'ont rien cédé aux Soviétiques, ce qui ne démentait déjà l'acte final de la C.S.C.E. ne comporte aucune reconnaissance juridique des frontières en Europe.

mais seulement l'engagement de ne pas chercher à les modifier par la force, et il prévient même la possibilité de les modifier par la négociation.

A supposer enfin que les Soviétiques aient totalement abandonné leurs véritables intentions au cours des dernières années et qu'ils n'aient d'autre but que de se servir de la C.S.C.E. comme d'un cheval de Troie pour dissiper les communités atlantique et européenne, leur échec serait déjà patent. Ils n'ont pu obtenir, en effet, les institutions permanentes qu'ils réclamaient avec une certaine mollesse d'ailleurs à la fin. Dès maintenant l'Ouest profite des chances que lui offre l'ouverture d'Helsinki pour développer ses rapports avec les démocraties populaires. Le spectaculaire resserrement des liens franco-polonais, les visites que le président Ford fait ces jours-ci en Pologne puis en Roumanie, avant de se rendre en Yougoslavie le prouvent.

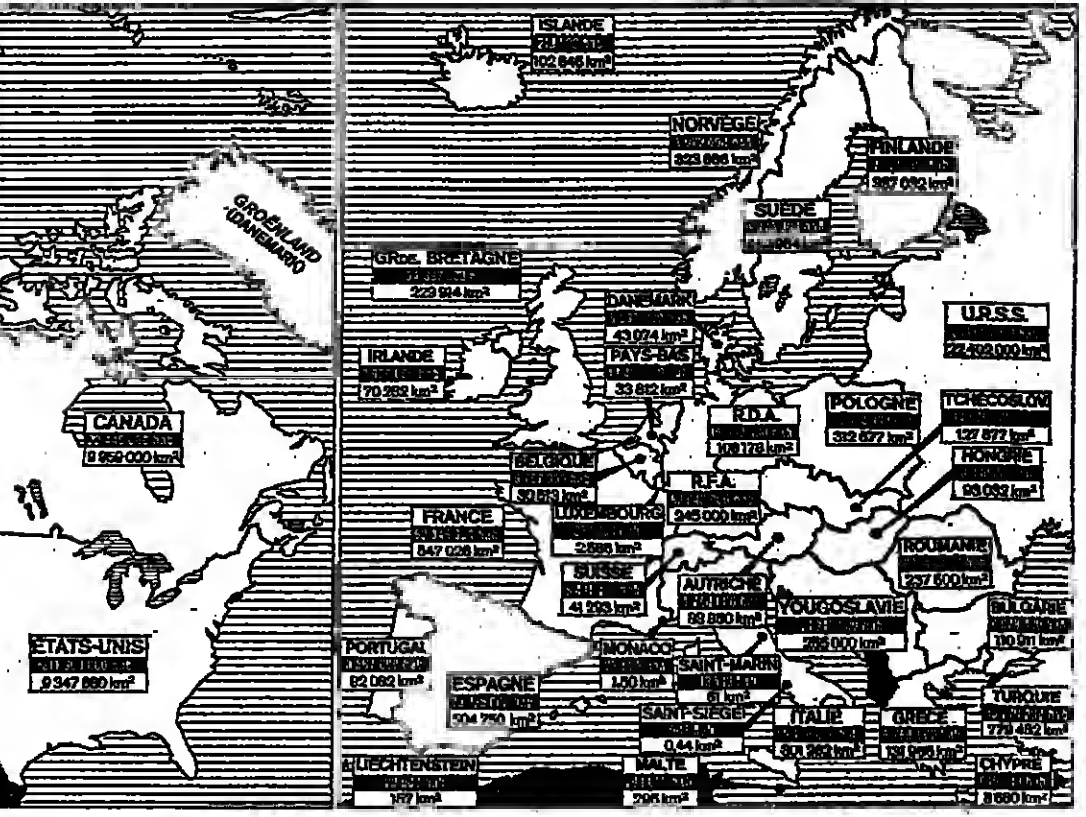
L'avertissement chypriote

Les limites de la conférence d'Helsinki restent donc plutôt la myopie des dirigeants de l'Est et de l'Ouest, surtout préoccupés d'assurer la pérennité des régimes qu'ils contrôlent et, malgré leur désir véritable de conflit mondial, de garantir à chacun mesure les risques, de marquer des points dans la course aux armements. On comprendra peut-être un jour à la Sainte Alliance des monarches du début du dix-neuvième siècle, la solidarité des « établissements » communistes de l'Ouest et libéraux capitalistes de l'Ouest, à commencer à s'affirmer à Helsinki.

Enfin, la paix restera précaire et fragile tant que ne sera pas systématiquement recherchée la solution des véritables problèmes qui se posent au monde et qui n'ont pas été évoqués par la C.S.C.E. — notamment le développement des pays pauvres et la réduction des armements.

Dès maintenant, en Europe même, l'affaire chypriote, qui a assombri les derniers moments de la dernière phase de la C.S.C.E. et qui risque de provoquer à Helsinki un climat de tension, est le premier ministre turc, on de Mgr Makarios, constitue un avertissement. Elle rappelle à chacun combien les grands principes qui sont à l'œuvre dans l'acte final sont facilement bafoués dans la réalité par ceux-là mêmes qui vont s'engager solennellement à les respecter.

Enfin, la raison pour laquelle les résultats de la conférence, si positifs pourtant à certains égards, éveillent si peu d'intérêt et tant de scepticisme dans les opinions ? — J. S.



Les trente-cinq chefs de délégation

- Autriche :** M. Bruno Kreisky, chancelier.
- Belgique :** M. Léo Tindemans, premier ministre.
- Bulgarie :** M. Todor Jivkov, président du Conseil d'Etat.
- Canada :** M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre.
- Chypre :** Mgr Makarios, président de l'Etat.
- Malte :** M. Dom Mintoff, premier ministre (1).
- Monaco :** M. Saint-Meux, ministre d'Etat, président du conseil de gouvernement.
- Norvège :** M. Trygve Bratteli, premier ministre.
- Pays-Bas :** M. Den Uyl, premier ministre.
- Pologne :** M. Edward Gierek, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié.
- Portugal :** M. Da Costa Gomes, président de la République (2).
- République démocratique allemande :** M. Erich Honecker, premier secrétaire du parti socialiste unifié.
- République fédérale d'Allemagne :** M. Helmut Schmidt, chancelier.
- Roumanie :** M. Nicolae Ceausescu, président de la République.
- Saint-Marin :** M. Gian Luigi Berti, ministre des affaires étrangères.
- Saint-Siège :** Mgr Agostino Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques.
- Suède :** M. Olof Palme, premier ministre.
- Suisse :** M. Pierre Graber, président de la Confédération.
- Tchécoslovaquie :** M. Gustav Husak, président de la République et secrétaire général du parti communiste.
- Turquie :** M. Soletman Demirel, premier ministre.
- U.R.S.S. :** M. Leonid Brejnev, secrétaire général du parti communiste.
- Yougoslavie :** maréchal Tito, président de la République.

Un conseil d'administration plus qu'un rendez-vous avec l'histoire

(Suite de la première page.)

C'est finalement l'aéroport qui est, ce mardi, le principal pôle de curiosité. Soigneusement programmées de quart d'heure en quart d'heure, l'arrivée des différentes délégations et la navette des voitures officielles vers le centre ville mobilisent, toute la semaine, l'attention. Mais sur ce point encore, le serabandance risque d'être un facteur de banalisation. L'arrivée d'un chef d'Etat ou de gouvernant dans une capitale peut constituer un événement politique et donner matière à quelques photos. Répétée trente-cinq fois en vingt-quatre heures, elle perd un peu de son intérêt. Mais sur ce point encore, le serabandance risque d'être un facteur de banalisation. L'arrivée d'un chef d'Etat ou de gouvernant dans une capitale peut constituer un événement politique et donner matière à quelques photos.

UN APPEL DE PERSONNALITÉS ÉMIGRÉES D'EUROPE ORIENTALE

MM. Edward Racynski, ancien ambassadeur de Pologne, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Jan Papanek, ancien ambassadeur de la Tchécoslovaquie et délégué aux Nations unies, Auer, ancien ministre de Hongrie, et Nicolas Penasco, ancien ministre de l'intérieur de Roumanie, ont adressé le message suivant aux gouvernements représentés à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

En février 1945, à Yalta, les puissances occidentales victorieuses ont livré nos pays à la merci de la Russie soviétique totalitaire.

De nos jours, la Russie invite les Etats-Unis et tous les gouvernements européens à approuver et à légaliser ses conquêtes.

An nom de l'humanité et de la liberté aujourd'hui inscrites sur les étendards de cinq continents, et au nom de cent millions de frères opprimés dans nos pays, nous mettons en garde les démocrates européens contre une nouvelle capitulation.

Vous ne gagnerez rien en trahissant tous ceux qui, dans les pays assujettis, ont placé leur confiance en vous. Par contre, vous serez exposés à des exigences croissantes de la part des Soviétiques, vous décevrez vos amis et saurez le fondement moral sur lequel vous vous appuyez.

Avant qu'il soit trop tard, nous conjurons les hommes d'Etat occidentaux de ne pas entériner le *status quo* en Europe de l'Est, lors du « sommet » de Helsinki.

CORRESPONDANCE

Encore une voix dans le désert ?

M. Nicolas Penasco, ancien ministre de l'intérieur de Roumanie, nous adresse une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

La conférence pour la sécurité n'est pas destinée à élaborer un traité de paix entre les deux Allemagnes, devenue, Etats allemands, et leurs ennemis communs. Une moitié de l'Allemagne est l'allié des Russes ; l'autre moitié, des Anglo-Franco-Américains. On ne peut pas parler de détente, et on craint la guerre entre les alliés d'aujourd'hui.

L'enjeu est le grand objectif poursuivi par l'U.R.S.S., qui est la commission du monde tout entier, pour les Russes, de commencer par l'Europe occidentale, premier rempart à enlever, qui est aujourd'hui divisée et sans cesse menacée par les armées du parti communiste. Il faut empêcher de devenir une communauté politique et militaire avant le départ des armées américaines, qu'on voit probable dans un proche avenir. A partir des positions qu'ils occupent en Europe centrale, les Soviétiques cherchent à saper les bases des régimes libéraux de l'Occident européen. Les accords qu'ils concluront prochainement à Helsinki formeront le rideau derrière lequel la subversion soviétique fera sans difficulté son travail.

En revanche, les Russes n'admettront jamais que les idées libérales venues de l'Ouest puissent réellement créer des entraves chez eux ou chez leurs satellites. L'Occident le sait bien. J'ai entendu une importante personnalité déclarer, lors d'une réunion qui était l'histoire de demander aux Russes de telles concessions, quand on sait bien qu'ils ne les admettront jamais. Ainsi, ajoutait ce monsieur, il ne faut plus parler de détente mondiale, mais de détente européenne, et l'on veut arriver à un accord avec les Soviétiques et consolider ainsi la détente. On oublie qu'il n'y a pas seulement l'Europe occidentale, mais aussi l'Europe centrale et orientale. L'immense erreur de l'Occident est de considérer l'Europe centrale comme appartenant définitivement à l'espace soviétique. Cette erreur, nous la faisons en Europe, et pendant de nombreux siècles le rempart qui défendait l'Ouest contre les invasions venues de l'Est. Elle assure ensuite l'équilibre de l'Europe

Un Munich de la liberté

M. Denis Buccon, ancien professeur à l'université de Bucarest, nous écrit :

La conférence paneuropéenne qui, semble-t-il, touche à sa fin, est-elle prête à s'enterrer dans le désert ? On a pu se demander, en regardant avec surprise les divers protagonistes.

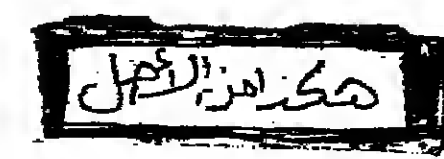
Le seul gagnant possible est l'U.R.S.S., qui joue vis-à-vis de l'Europe occidentale et, surtout, de la France, de la vieille politique du bâton et de la carotte, c'est-à-dire de la menace assortie des avantages commerciaux ou d'une complexité politique sous-jacente.

« La « finlandisation volontaire » qui, pour Raymond Aron, est la doctrine d'une partie de la classe politique au pouvoir en France, n'est que la déclaration faite par le président de la République selon laquelle le problème de la défense européenne « ne peut être résolu que par la coopération des Etats membres de l'Union soviétique ».

« La « finlandisation volontaire » qui, pour Raymond Aron, est la doctrine d'une partie de la classe politique au pouvoir en France, n'est que la déclaration faite par le président de la République selon laquelle le problème de la défense européenne « ne peut être résolu que par la coopération des Etats membres de l'Union soviétique ».

« La « finlandisation volontaire » qui, pour Raymond Aron, est la doctrine d'une partie de la classe politique au pouvoir en France, n'est que la déclaration faite par le président de la République selon laquelle le problème de la défense européenne « ne peut être résolu que par la coopération des Etats membres de l'Union soviétique ».

« La « finlandisation volontaire » qui, pour Raymond Aron, est la doctrine d'une partie de la classe politique au pouvoir en France, n'est que la déclaration faite par le président de la République selon laquelle le problème de la défense européenne « ne peut être résolu que par la coopération des Etats membres de l'Union soviétique ».



CONFERENCE SUR

LA COOPÉRATION EN EUROPE

Un projet vieux de vingt et un ans

FÉVRIER 1954. — A la Conférence de Berlin, M. Molotov propose au nom de l'U.R.S.S. un « traité sur la sécurité collective en Europe » ouvert à tous les pays européens. Les États-Unis et la Chine soutiennent le projet. Le plan prévoit l'organisation de conférences périodiques à mi-chemin sur pied d'organismes régionaux, l'un politique, l'autre militaire.

SEPTEMBRE 1964. — A l'Assemblée des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères français, Jacques Foccart, présente la réunion de conférences européennes sur la sécurité.

7 JUILLET 1966. — Déclaration conjointe, à la suite de la réunion ministérielle consultative des membres du pacte de Varsovie. Celle-ci propose la convocation d'une conférence générale européenne des Nations unies, les problèmes de la sécurité et de la stabilité s'inscrivent dans le cadre d'une coopération européenne.

AVRIL 1967. — Réunion à Vienne des partis communistes de l'Europe. La déclaration finale rappelle les engagements de tous les membres intéressés à établir, comme un accord, les modalités d'une conférence paneuropéenne et de celle du jour.

11 AOÛT 1968. — L'U.R.S.S. et ses alliés envahissent le Tchécoslovaquie.

1 MARS 1969. — Appel de l'Assemblée générale de la Conférence des ministres de la Défense des pays du pacte de Varsovie. Le communiqué souligne une « rencontre représentative de tous les Européens intéressés à établir, comme un accord, les modalités d'une conférence paneuropéenne et de celle du jour ».

AVRIL 1969. — Conseil atlantique de Washington : aucune réponse aux propositions de M. Michel Debré. Le communiqué souligne que les obstacles à la sécurité sont, une conférence européenne et la consolidation des oppositions.

31 OCTOBRE 1969. — Déclaration des ministres des Affaires étrangères des pays du Pacte de Varsovie proposant de tenir une conférence européenne à Helsinki (10^e session) au premier semestre de 1970. Le communiqué souligne : 1) la nécessité d'une conférence européenne et la nécessité de la tenue de la conférence de la sécurité et de la coopération en Europe ; 2) la nécessité de la tenue de la conférence de la sécurité et de la coopération en Europe ; 3) la nécessité de la tenue de la conférence de la sécurité et de la coopération en Europe.

DÉCEMBRE 1969. — Déclaration de l'Assemblée générale de l'U.R.S.S. et de ses alliés. Le communiqué souligne que les obstacles à la sécurité sont, une conférence européenne et la consolidation des oppositions.

27 MAI 1970. — Conseil atlantique de Paris. Le communiqué souligne que les obstacles à la sécurité sont, une conférence européenne et la consolidation des oppositions.

Le pays de l'OTAN préparant sur les réactions de forces en Europe) et notamment en ce qui concerne l'Allemagne et Berlin, les gouvernements alliés se déclarent prêts à établir des contacts multilatéraux avec tous les gouvernements intéressés.

21-22 JUIN 1970. — A Budapest, les ministres des Affaires étrangères du pacte de Varsovie acceptent la participation des États-Unis et du Canada. L'ordre du jour est élargi aux relations culturelles et aux problèmes de l'environnement. Une réduction des forces armées étrangères stationnées sur le territoire des États européens pourra être évoquée au sein d'un organisme créé par la conférence.

12 AOÛT 1970. — Conclusion du traité de Moscou entre la R.F.A. et l'U.R.S.S.

4 DÉCEMBRE 1970. — Conseil atlantique de Bruxelles. Dès l'instant où les pourparlers sur Berlin auront abouti et pour autant que les autres négociations soient en cours, il est recommandé d'établir des contacts multilatéraux à tout moment et de convoquer une conférence européenne.

10 DÉCEMBRE 1970. — A Bruxelles, le conseil atlantique se déclare prêt à engager des conversations multilatérales et à plus tôt possible. Il constate toutefois que Moscou n'a toujours pas répondu à son invitation à participer à la réduction mutuelle et équilibrée de forces en Europe (M.E.F.E.).

18 SEPTEMBRE 1971. — Visite de M. Kissinger à Moscou. M. Kissinger propose de commencer les conversations exploratoires sur les M.E.F.E. fin janvier 1972.

23 OCTOBRE 1971. — Les messages de l'Assemblée générale de l'OTAN acceptent de tenir des conversations multilatérales sur la C.S.C.E. qui s'ouvrent le 22 novembre à Helsinki.

10 OCTOBRE 1971. — Clôture des consultations multilatérales. Au cours de quatre sessions de travail, les trente-cinq participants expriment leur accord collectif sur sept recommandations aux ministres des Affaires étrangères concernant l'organisation, l'ordre du jour, la date, etc., de cette conférence.

3-7 JUILLET 1972. — Première phase de la C.S.C.E. à Helsinki, au niveau des ministres des Affaires étrangères. Ceux-ci déclarent que, pour sa deuxième phase, la conférence se réunira à Genève le 18 septembre 1972 (au niveau des experts), afin de préparer des projets de déclaration, de recommandations, de résolutions, ou d'autres documents finaux.

29 AOÛT 1972. — Un comité de experts des États participants, au sein duquel se réunissent pour la première fois à Genève, afin de préparer l'organisation de la deuxième phase.

18 SEPTEMBRE 1972. — Ouverture à Genève de la deuxième phase de la C.S.C.E.

24 NOVEMBRE 1974. — A Vladivostok, M. Ford et Brejnev s'abstiennent à la conclusion qu'il existe « une possibilité de terminer la C.S.C.E. avec succès et dans le délai le plus prochain ».

7 DÉCEMBRE 1974. — A Hambourg, M. Brejnev et Kissinger déclarent que les prémisses pour la conclusion d'un bref délai de la conférence... ou niveau le plus élevé.

21 JUILLET 1975. — Communiqué final de la deuxième phase de la C.S.C.E. : le « sommet » est convoqué à Helsinki le 30 juillet.

reuve ou une série de conférences sur la sécurité et la coopération européennes.

7 DÉCEMBRE 1970. — Signature à Varsovie du traité germano-polonais.

3 SEPTEMBRE 1971. — Conclusion de l'accord quadripartite sur Berlin. M. Maurice Schumann, ministre français des Affaires étrangères, se prononce pour une négociation bilatérale multiple à la C.S.C.E. et pour un étouffement de celle-ci en trois étapes.

31 OCTOBRE 1971. — Réunis à Paris, MM. Brejnev et Pompidou expriment l'espoir que la conférence pourra se réunir en 1972.

10 DÉCEMBRE 1971. — A Bruxelles, le conseil atlantique se déclare prêt à engager des conversations multilatérales et à plus tôt possible. Il constate toutefois que Moscou n'a toujours pas répondu à son invitation à participer à la réduction mutuelle et équilibrée de forces en Europe (M.E.F.E.).

18 SEPTEMBRE 1971. — Visite de M. Kissinger à Moscou. M. Kissinger propose de commencer les conversations exploratoires sur les M.E.F.E. fin janvier 1972.

23 OCTOBRE 1971. — Les messages de l'Assemblée générale de l'OTAN acceptent de tenir des conversations multilatérales sur la C.S.C.E. qui s'ouvrent le 22 novembre à Helsinki.

10 OCTOBRE 1971. — Clôture des consultations multilatérales. Au cours de quatre sessions de travail, les trente-cinq participants expriment leur accord collectif sur sept recommandations aux ministres des Affaires étrangères concernant l'organisation, l'ordre du jour, la date, etc., de cette conférence.

3-7 JUILLET 1972. — Première phase de la C.S.C.E. à Helsinki, au niveau des ministres des Affaires étrangères. Ceux-ci déclarent que, pour sa deuxième phase, la conférence se réunira à Genève le 18 septembre 1972 (au niveau des experts), afin de préparer des projets de déclaration, de recommandations, de résolutions, ou d'autres documents finaux.

29 AOÛT 1972. — Un comité de experts des États participants, au sein duquel se réunissent pour la première fois à Genève, afin de préparer l'organisation de la deuxième phase.

18 SEPTEMBRE 1972. — Ouverture à Genève de la deuxième phase de la C.S.C.E.

24 NOVEMBRE 1974. — A Vladivostok, M. Ford et Brejnev s'abstiennent à la conclusion qu'il existe « une possibilité de terminer la C.S.C.E. avec succès et dans le délai le plus prochain ».

7 DÉCEMBRE 1974. — A Hambourg, M. Brejnev et Kissinger déclarent que les prémisses pour la conclusion d'un bref délai de la conférence... ou niveau le plus élevé.

21 JUILLET 1975. — Communiqué final de la deuxième phase de la C.S.C.E. : le « sommet » est convoqué à Helsinki le 30 juillet.

Il y a cent soixante ans le Congrès de Vienne...

Il y a cent soixante ans, un autre « super-sommet » européen avait déjà rassemblé les têtes couronnées du vieux continent — les chefs d'État de l'époque. Il s'agissait déjà alors de tirer les conclusions de longues années de guerres et de bouleversements politiques. — provoqués cette fois par la Révolution française et les campagnes napoléoniennes. — mais les vainqueurs de 1815 réussissant ce que ne purent faire ceux de 1648 : l'acte final du Congrès de Vienne fut un peu le « traité de paix » que les États membres de la coalition anti-napoléonienne tentèrent vainement d'établir et que ne prétend nullement être la déclaration d'intentions d'Helsinki.

Ouvert en 1814, le Congrès de Vienne se termina en juin 1815. L'empereur d'Autriche, le tsar de Russie, le roi de Prusse, le roi de Danemark, les rois de Wurtemberg et de Bavière, un grand nombre de princes allemands — tels que les grands-ducs de Bade et de Saxe-Weimar, — le jeune Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, futur roi des Belges sous le nom de Léopold I^{er}, le Grand-duc de Toscane, etc., firent de nombreuses apparitions dans les capitales des Habsbourg. Ils y participèrent surtout, il est vrai, à une activité mondaine particulièrement intense, à telle enseigne que le Congrès de Vienne eut surtout laissé aux contemporains le souvenir de ses fêtes et de ses valses ! Le 6 novembre 1814, Talleyrand écrivait à Louis XVIII : « L'empereur de Russie aime, le roi de Danemark aime, le roi de Wurtemberg aime, le roi de Prusse aime, le roi de Bavière aime et l'empereur d'Autriche aime ».

L'acte final du Congrès, qui porte la date du 9 juin 1815, est composé de vingt et un articles, n° 10 dit le traité signé par les souverains européens. Il est l'œuvre de leurs plénipotentiaires, et particulièrement de ceux des grandes puissances européennes qui doivent à ce Congrès leur célébrité : Metternich, chancelier d'Autriche, qui joua le rôle de maître de maison, lord Castlereagh et le duc de Wellington, représentant l'Angleterre, Hardenberg et Humboldt pour la Prusse, Nesselrode pour la Russie, Talleyrand enfin, qui sur habilement joua des divergences entre ses interlocuteurs pour éduquer le sort de la France vaincue. Huit pays seulement signèrent le document final de Vienne : les cinq grandes puissances citées, les royaumes d'Espagne et de Sardaigne et les États pontificaux.

L'acte du Congrès de Vienne régla à l'époque, la distribution des territoires et des souverainetés dans les pays suivants : Russie et Pologne, Pays-Bas (et Belgique), Suisse (confédération et cantons), Italie (et ses diverses principautés). Il manifesta d'autre part et surtout la volonté des puissances de garder ensemble un contact permanent pour veiller à la stabilité de l'ordre européen et international « sur la base des principes de la légitimité monarchique et de la tradition ». Ce qui devait amener quelques mois plus tard, après les Cent jours et Waterloo, les quatre signataires du traité de Chaumont (1^{er} mars 1814), l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, qui dominèrent le Congrès de Vienne, à constituer un « directoire européen » que l'histoire a retenu sous le nom de « Sainte-Alliance ».

conflit avec Israël a été le catalyseur. Et, depuis peu, le menace d'intervention américaine en est une autre ; elle pousse les pays arabes à éteindre leurs feux, de discordes internes et à ne pas se laisser entraîner dans des conflits, prétextés à l'intervention des Grands.

L'Irak et l'Iran, régimes opposés, ennemis héréditaires, résolvent leurs problèmes frontaliers et renoncent à utiliser les minorités kurdes comme instrument de menace. Ils prennent conscience de leurs intérêts communs en matière pétrolière, car ils ont besoin de maintenir des prix élevés, et en politique, car ils sont l'un et l'autre l'objet des sollicitudes pesantes des Grands. L'Arabie Saoudite et l'Iran ont déjà assuré une zone d'influence commune dans le golfe. L'Irak, qui se rapproche aussi du Vieux ennemi soviétique, sera le troisième garant du statu quo des émirats du golfe. L'Égypte prend du champ par rapport au trop puissant ami américain. Elle refuse d'être isolée de la communauté arabe au bénéfice d'une alliance peu profitable qui ne résout pas la crise économique ni n'obtient la restitution des territoires occupés.

Certes, les rivalités subsistent. La Syrie se sent délaissée et y trouve un prétexte à rester proche de l'U.R.S.S. La Libye, coupée de l'Égypte, mène une politique dure. Le brûlot israélien, la création d'un État palestinien, dynamique, auréolé de son martyre, risquent de remettre en cause — de manière permanente — cette stabilité de façade. Mais la volonté est là. La Proche-Orient veut devenir une région forte en évitant de donner prise aux « protecteurs » dangereux, en renforçant son unité. Elle tente, en appelant de ses vœux une coopération avec l'Europe, de donner plus de crédibilité à cette stabilisation régionale.

ALBIN CHALANDON.

Prochain article : UNE BOUSSOLE POUR L'EUROPE

Naviguer entre les Grands

ite de la première page.)

la situation apparaît d'autant plus anachronique dans le plus nouveau qui nait. Au fur et mesure qu'apparaissent de nouvelles puissances, le temps s'éloigne. Un des empires européens laisse cours à un Vainqueur mondial, nouvelle alno-esthétique d'une rivalité économique opposant les-Grands à l'Europe et au Japon y part, ont brisé, au cours de dernières années, la solidarité des blocs : dans le même temps, la stance pacifique et le détente les Grands ont mis fin au a de Sainte-Alliance relevant sion méridienne dégagée. A ajouta autour d'elle la montée arique et politique du tiers- qui, doutant sa volonté d'in- rance de celle du dévelop- nt, prend conscience de sa , apprend à utiliser ses armes s'organiser pour acquérir son omie. La crise de 1974 a agi e un révélateur. Les nations s du tiers-monde, passant de sensive à l'offensive, ont sube- la volonté de puissance à la décolonisation. La guerre du ur a servi de prétexte à l'uti- on de nouvelles armes politiques arge) ou économiques (hausse prix du pétrole et des matières ères) par les pays du tiers- . La modernisation de l'écono- misme à la disposition du tier- e toutes les capacités de l'Occi- techniques, industrielles, riales financières, sans s ces de la formation des nes, est en train de modifier ment et profondément le rition du travail dans le monde.

Repli sur soi

La conséquence de cette ntion politique ou économique ? onstaté, en tout cas, une ten- s très forte à la régionalisation monde, c'est-à-dire au repli our des pays à l'intérieur de ces zones et à la volonté du régi- s soi les difficultés les opposent o eux.

Ainsi, un nouveau type d'équilibre international se dessine, reposant sur une organisation à trois niveaux :

— Au sommet, l'équilibre des forces entre les Super-Grands, sans lequel l'avantage acquis par l'un d'eux lui permettrait d'imposer sa loi à tous sans résistance ;

— A la base, l'équilibre de la nation qui, par sa cohésion, est capable de résister à la pénétration étrangère, qu'elle revête la forme de l'agression ou de la subversion politique.

— Au milieu, l'apparition de régions mondiales, facteur d'équilibre et de paix. Tandis que la discussion des Deux Grands ne passe plus par une présence locale et universelle de leurs forces, l'évolution écono- mique conduit à l'apparition de niveaux de décision où l'on peut à la fois réaliser des succès et faire face à la mondialisation des problèmes. La sagesse politique, de son côté, démontre qu'il faut mieux renoncer à des ambitions nationales à l'égard des voisins que de vouloir les satisfaire en faisant appel à la protection des Grands.

Ainsi, voit-on plusieurs régions du monde se dessiner et tenter d'organiser leur coexistence. L'Asie retourne à l'Asie après l'intermède occidental de la colonisation et de la crise américaine. La Chine n'inquiète pas. On l'imagine suffisamment préoccupée par ses frontières avec l'U.R.S.S. pour éviter de grands affrontements en Asie, suffisamment incertaine de sa cohésion nationale pour laisser s'épanouir vers le Sud des subversions qui risqueraient de n'être que la prélude à des réves de sécessions frontaliers ; suffisamment concernée par son développement pour ne pas en distraire les énergies.

Succesivement, tous les dirigeants d'Asie du Sud-Est sont allés faire le pèlerinage de Pékin. Ils en ramènent une reconnaissance du statu quo, une déclaration de non-ingérence dans leurs affaires intérieures, la promesse de cesser tout soutien aux mouvements de subversion intérieure, la possibilité de renouer avec la

Chine des liens commerciaux se substituant à la dépendance américaine (pétrole, matières premières, ouvertures de marchés). En échange, ils proposent de ne plus introduire de puissances étrangères dans les pays. Les États-Unis ne restent provinciaux que dans le but d'éviter un vide politique où l'U.R.S.S. aurait la tentation de s'enfoncer.

Vers l'autonomie

Dans le même temps, avec une précipitation inattendue, les nations asiatiques marquent leur méfiance vis-à-vis des bases américaines qui offrent plus un prétexte à l'intervention étrangère qu'à réaction nationale qu'une véritable protection. La réaction de la Thaïlande, après l'affondrement indochinois, est significative. Au lieu de réclamer — en domino menacé — le renforcement de la protection américaine, elle se laisse aller aux délices de la démocratie nationale et neutralisante ; tout plutôt que l'engagement d'un régime militaire défensif protégeant, autant qu'il les assurent sa protection, les bases américaines. Aux Philippines, on n'est pas loin de tenir le même raisonnement. Le Japon lui-même est sensible aux charmes du neutralisme, mais la complexité de ses problèmes l'en détourne encore. Pris dans l'affrontement implacable de ses deux voisins — Chinois et Soviétiques — qui peuvent chacun lui demander de choisir son camp, doté d'une économie qui le lie à l'Occident, il reste encore dans l'ombre américaine. Pourtant, ses responsables, politiques et économiques, se pressent déjà à Pékin.

Dans les pays arabes, les éléments d'une autonomie régionale sont réunis. Le pétrole renforce la stabilité nationale. Une solidarité s'établit progressivement entre les plus pauvres et les plus riches, dont le

été seuil

Philosophie et Sciences humaines

Jean Toussaint Desanti
La philosophie silencieuse
ou critique des philosophies de la science

JEAN-T. DESANTI
LA PHILOSOPHIE SILENCIEUSE
Une critique des philosophies de la science.
Collection "Œuvre philosophique dirigée par P. Ricoeur et F. Watzlawick". 288 pages 42 F.

Paul Ricœur
La métaphore vive

PAUL RICŒUR
LA MÉTAPHORE VIVE
Du mot à la phrase puis au discours : de la forme au sens et à la référence.
Coll. "Œuvre philosophique dirigée par P. Ricoeur et F. Watzlawick". 416 pages 55 F.

PAUL RICŒUR
Sens et existence
Hommages collectifs à P. Ricoeur sous la direction de G. Madec.

R. WATZLAWICK / J. WEAKLAND / R. FISCH
CHANGEMENTS paradoxes et psychothérapie



R. WATZLAWICK / J. WEAKLAND / R. FISCH
CHANGEMENTS PARADOXES ET PSYCHOTHÉRAPIE

Comment, dans les relations humaines, les impasses apparaissent-elles ? Et quel rôle le changement peut-il jouer dans la psychothérapie ?
192 pages 27 F.

D.P. SCHREBER
MÉMOIRES D'UN NEVROPATHE
Le classique de la paranoïa depuis l'étude qu'en ont faite Freud et Lacan.
Coll. "Le Champ freudien dirigé par J. Lacan". 392 pages 45 F.



Gérard Miller
Les pousse-au-jour du maréchal Pétain
préface de Roland Barthes

GÉRARD MILLER
LES POUSSE-AU-JOUR DU MARECHAL PETAIN
"L'analyse d'un mode de discours peut être brillante. Cet incendie procède, dans le cas de Miller, d'une méthode et d'un art".
ROLAND BARTHES
Collection "Connexions du Champ freudien". 240 pages 27 F.

Abonnement gratuit au bulletin d'informations des Editions du Seuil

NOM _____
ADRESSE _____
DEPART. CODE POSTAL _____
PROFESSION _____

Bon à découper et à retourner aux Editions du Seuil, 27, rue Jacob, 75261 Paris Cedex 06

DEMAIN : Histoire - Enquêtes - Sciences

SEUIL 27, RUE JACOB PARIS 6^e / CATALOGUE SUR DEMANDE

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN EN POLOGNE

MM. Ford et Gierek veulent compléter la détente en Europe par une «détente militaire»

Le président Ford termine, ce mardi 29 juillet, son séjour en Pologne par un rapide pèlerinage — quinze minutes à peine — à l'ancien camp de concentration d'Auschwitz et par une visite de Cracovie. Après un déjeuner offert par les dirigeants polonais au château royal de Wawel, M. Ford et sa suite devaient prendre

Varsovie. — L'accueil que la capitale a réservé, lundi, au président Gerald Ford a confirmé, si besoin était, la fascination qu'exercent les États-Unis sur un pays avide de modernisme et dont beaucoup de ressortissants ont vécu au pays de l'Oncle Sam ou y ont encore des parents. Les foules qui se sont déplacées pour voir le président américain — cent cinquante mille personnes selon un officiel polonais — ont pas manifesté l'enthousiasme qui avait entouré Richard Nixon en 1959, alors qu'il était vice-président. Mais rien n'avait été fait par les autorités pour limiter l'accession populaire au contraire. Et il était bien difficile pour les journalistes de faire la part, dans les rangs

l'envoyé pour gagner directement Helsinki. La journée du lundi avait été consacrée tant à la visite de la capitale polonaise qu'aux entretiens avec M. Gierek. Les interlocuteurs ont estimé que la détente politique en Europe devra être consolidée par un processus identique dans le domaine militaire.

« Pour que la détente politique en Europe soit complétée par un processus de détente militaire », a cet effet, ils soulignent l'importance qu'ils attachent aux conversations de Vienne sur la réduction mutuelle des forces armées et des armements en Europe centrale, et les mesures qui y sont associées, et expriment leur volonté d'accomplir des progrès dans ces conversations. Lundi, après un déjeuner officiel au palais Radziwill, le président Ford a pris un bain de foule dans le Starz Miesko, la vieille ville de Varsovie, entièrement reconstruite dans le style renaissance qu'elle avait avant la guerre. Des milliers de personnes s'étaient déplacées pour applaudir le président. — (Spécial A.F.P.)

La fin du voyage de M. Chirac à Bucarest

L'U.D.R. et le P.C. roumain échangent et acceptent des invitations

M. Chirac, rentré lundi 28 juillet à Paris, est revenu de Bucarest porteur d'une invitation renouvelée adressée par M. Ceausescu, chef de l'Etat roumain, à M. Giscard d'Estaing. Le premier ministre a invité son homologue roumain, M. Manescu, à venir à Paris.

Bucarest. — C'est dans une ambiance euphorique que s'était déroulée lundi à Bucarest la dernière journée du voyage de M. Chirac en Roumanie. Les accolades, les embrassades, les effusions diverses, ont été multipliées et affichées par les deux chefs de gouvernement. Un ultime déjeuner « intime » a même fourni l'occasion à M. Manescu de faire goûter à son hôte un échantillon de pas moins de quatorze plats roumains et de quelques liqueurs et alcools nationaux. Pour prouver son estime, le chef du gouvernement de Bucarest a fait remarquer à M. Chirac que la presse roumaine lui avait consacré une place supérieure aux 30 % de la norme prévue pour les visites de premier ministre et inférieur de 5 % seulement à celle accordée d'habitude aux chefs d'Etat. M. Chirac, entre la poire et le fromage, a obtenu un accord pour exporter en Roumanie les peaux

taumées à Bort-les-Orgues (Corrèze) et a promis en échange de régler au mieux et rapidement le contentieux de l'église roumaine de Paris. Un projet de lycée français à Bucarest sera aussi mis à l'étude. Enfin, à la demande de M. Manescu, M. Chirac a transmis à M. Bord, secrétaire général de l'U.D.R., qui a accepté aussitôt, une invitation du P.C. roumain. Une délégation du mouvement gaulliste se rendra donc en septembre, sous la conduite de M. de Lipkowski, à Bucarest, et dans les mois suivants les communistes roumains seront à Paris les hôtes de l'U.D.R.

Cette fraternité démonstrative et insolite ne devrait toutefois pas faire oublier que les Roumains avaient été pendant quatre jours des négociateurs particulièrement apaisés et retors. Même dans son allocution finale, lundi matin, M. Manescu avait rappelé une revendication qui avait été pourtant écartée par les Français, en disant : « Nous espérons que seront prochainement traités les différends de la nation la plus favorisée ne saurait s'appliquer, en vertu des règlements communautaires, aux accords commerciaux ni aux questions financières

économiques. M. Manescu a affirmé : « Très prochainement nous aboutirons à l'équilibre entre nos deux pays comme l'ont dit le général de Gaulle en 1963 et M. Pompidou en 1970 ». M. Chirac a répondu qu'il acceptait plutôt de l'équilibre des conceptions politiques. Si les Roumains, en définitive, ont fait quelques « gestes » en rapprochant de celle de la France leur attitude sur la conférence d'Helsinki et en acceptant un assez large accord culturel, ils ont, en revanche, obtenu une concession à propos de la clause de la nation la plus favorisée. Cette disposition, qui attribue à son bénéficiaire les conditions les plus avantageuses des accords conclus avec d'autres Etats — n'est pas explicitement mentionnée. Mais une lettre confidentielle émise entre Ségal et son homologue, M. Patin, précise que les facilités accordées ne devront pas contrevenir aux procédures propres à chaque pays. C'est dire que la France, dans la clause de la nation la plus favorisée ne saurait s'appliquer, en vertu des règlements communautaires, aux accords commerciaux ni aux questions financières

telles que les prêts et les crédits. Les Roumains obtiennent toutefois, sur le plan du prestige et de la fierté nationale, une satisfaction qui leur tenait à cœur. La publication du communiqué final a été précédée du paragraphe par des industriels français et par les responsables roumains de neuf protocoles « être réalisés de coopération », qui sont des engagements d'intention en vue de la conclusion de contrats effectifs. Ces protocoles concernent les activités et les entreprises françaises suivantes : production d'échanges d'ions (Rhône and Haas France), informatique (G.I.L.), équipements énergétiques nucléaires (Asthom, A.C.B.), machines-outils lourdes (Renault-Somma, Liné), équipements sidérurgiques (Ateliers et Chantiers de Bretagne), produits métallurgiques (Vallourec), équipements téléphoniques (C.I.T.-Alcatel), équipements hydrauliques (S.A.M.M.), presses lourdes et hydrauliques (A.C.B.). Au total, selon MM. Chirac et Ségal, 7 milliards de francs de marchés devraient être réalisés avant la fin de l'année et 6 à 7 milliards avant 1980.

ANDRÉ PASSERON.

Le christianisme : une partie intégrante de l'héritage national

par ANDRÉ DUMAS

En Roumanie, j'ai surtout vu l'Eglise orthodoxe, puisque le Roumain est le second pays orthodoxe du monde, ainsi que l'Eglise réformée de tradition calviniste. Cette Eglise nous rappelle qu'au-delà des Habsbourg et avant les Turcs, il y eut une réforme puissamment implantée et que nous sommes trop mal parce que, pour mille raisons successives, l'Europe d'est toujours toujours coupée en deux. Constitution paradoxale, c'est en Roumanie et non en France que l'on peut, me semble-t-il, constater encore la présence de la chrétienté. Il faudrait donc inverser le schéma occidental, dans les démocraties espagnoles et ibériques de l'Ouest, le christianisme a pignon sur rue, tandis que dans les démocraties socialistes et totalitaires de l'Est il serait plutôt voué à la persécution programmée. Volontiers, je soutiendrais l'hypothèse inverse, que l'Ouest est de plus en plus en répugnance et en absence de chrétienté tandis que l'Est, non seulement le passé religieux dure sous ses formes confessionnelles, mais encore offre un équilibre spirituel et national avec lequel certains socialistes font à nouveau ce ménage approuvé que l'on a justement appelé la chrétienté.

Appelés chrétienté une emprise du christianisme sur le via collective telle que la première identification que l'on donne de soi n'est ni la nationalité, ni la classe sociale, ni le choix politique et idéologique, mais l'appartenance religieuse et souvent confessionnelle. En chrétienté, le groupement prédominant n'est pas l'Eglise. On peut dire tout aussi bien les Eglises, puisque l'histoire a fragmenté le christianisme en une série de chrétientés qui ont chacune leur aire géographique assez dense et circonscrite, leurs traditions assez unanimes et populaires. Pour beaucoup, le christianisme serait une tradition de leur pouvoir. C'est le thème autocratique le plus répandu, qui a en sa faveur la compréhension du christianisme comme ferment d'opposition à la société établie, avec ses hypocrisies et ses injustices. Mais on peut assurément soutenir aussi une autre thèse, ou le christianisme fournit une identité en situation menacée, soit par une autre identité religieuse externe, soit encore

par l'absence de facteur d'intégration interne plus convaincant que lui. La chrétienté n'est pas alors une contrainte inflexible, mais une adhésion délicate et perpétuelle.

Chez nous, peut-être les pouvoirs souhaiteraient-ils encore ombrager les bons rapports officiels avec les confessionnelles. Les traditionalistes tiennent à conserver l'héritage des valeurs chrétiennes, et les mouvements d'opposition, en mal d'électeur mais aussi d'élite, font volontiers appel à la vertu protestataire du prophète chrétien. Coup de malchance pour les uns comme pour les autres, les Eglises ne veulent plus jouer à la chrétienté. Constantin ne trône plus sur les autels. C'est seulement sur les tympans des églises romanes qu'il apparaît encore avec l'impératrice Hélène à la suite des apôtres.

Les Eglises voudraient-elles idéologiquement jouer leur rôle d'agent de la chrétienté que matériellement elles ne le pourraient pas. Les chrétiens sont désinclinés entre de multiples courants idéologiques qui prédominent sur leurs appartenances confessionnelles et, parfois même diluent leur identité religieuse. Les clergés voient chuter leur recrutement. Les Eglises sont contestées de l'intérieur. La foi d'investit dans des circuits restreints ou se métamorphose en des religions nouvelles qui accordent malgré importance aux grands dogmes traditionnels. Imposable valablement de reconstituer une chrétienté avec ce « christianisme étié », selon l'expression frappante de Michel de Certeau et de Jean-Marie Domenach (1), quand bien même les pouvoirs profanes des sociétés occidentales souhaiteraient en favoriser les diverses cotations. Chacun recherche plutôt ce qui devient — la foi toute nue — en situation de post-chrétienté.

En Roumanie, la situation n'est apparue inverse. Certes le pouvoir a pu être animé par une idéologie athée, qui officiellement attend à la disparition de la religion et qui, jusqu'en 1964, a recherché son justifie. Mais les vents ont changé. On a reconnu que la religion faisait partie intégrante de l'héritage national et que tout gouvernement dévalant d'une large adhésion populaire devait noter avec elle des liens

positifs, surtout si ce gouvernement pensait une politique extérieure indépendante que l'exposait à des passages délicats.

A en juger par la longueur et la multiplicité des prières à l'usage du pouvoir et de ses détenteurs, comme d'ailleurs à constater les sollicitations faites aux Eglises d'envoyer leurs représentants au front uni socialistes, on voit bien que certains socialistes de l'Est fréquentent à nouveau les chemins ambigus de la chrétienté. Mais le plus impressionnant n'est pas encore dans ces accommodements tactiques. Il est dans la faculté qu'ont les diverses confessionnelles d'y répondre.

Voici quelques faits qui frappent le visiteur occidental. Pour une place disponible dans un séminaire de théologie, il y a actuellement une bonne dizaine de candidats soumis à la sélection sévère d'un nombreux clergé qui veut éviter le chômage par surabondance du personnel ecclésiastique. L'Etat prend en charge la moitié des traitements. Il contribue largement à la restauration des monastères, où les guides ne sont pas des employés du commissariat ou du tourisme, mais des moines et des nonnes payés par le gouvernement de la République socialiste populaire roumaine. Ce sont eux qui, à l'occasion des visites de enfants des écoles publiques, poursuivent une sorte de catéchisme collectif qui use de l'historique nationale, de la culture et du folklore pour actualiser l'histoire biblique, et représenter les grands dogmes conciliaires.

A quelques kilomètres de la frontière soviétique, l'un de ces moines, en poste de guide depuis seize ans, m'expliquait que d'année en année il voyait davantage d'enfants et de professeurs acheter les cierges qui forment un busson de ténues aux pieds des icônes. Un prêtre de grande ville m'assurait que de la pratique diminue dans les campagnes, elle augmente deo les ensembles urbains.

La contestation publique apparaît aussi absente de l'Eglise que de l'Etat. On fait corps avec la hiérarchie. Les vêtements liturgiques sont plus somptueux et plus brodés que jamais. L'obéissance apparaît libre. Ce penser de cette réurgence de la chrétienté à l'Est, qui est peut-être ce qui la distingue le plus

du christianisme, dépeuplé ou agoinant (selon les appréciations), de l'Ouest ? Trois explications sont possibles pour réduire le phénomène. On dirait d'abord que l'histoire de l'Ouest a depuis longtemps remplacé les confessions par les nationalités, alors qu'à l'Est elles sont confondues les uns avec les autres, et bien que le Roumain est avant tout orthodoxe ou calviniste, mais n'est assurément pas Turc.

On dira aussi que l'Occident est une suite de ruptures (la Réforme et le Renouveau, le dix-huitième siècle et la révolution, l'industrialisation et la sécularisation), tandis qu'en Orient l'âme des peuples s'est toujours exprimée par les mêmes représentations, les mêmes chants et les mêmes rituels. On dira enfin que l'Est et la société de production industrielle, suivie par la société de consommation, produira à bas coût les mêmes effets d'usage sur les héritages ancestraux. Il faudrait donc attendre encore un demi-siècle pour que s'écrive une chrétienté, moins mise à mal par un socialisme autoritaire et lui aussi hiérarchique que par une profanation, égalitaire et fonctionnelle.

Il se peut, j'almaire cependant avancer une autre hypothèse. A l'Ouest, le christianisme est libre, atomisé et à la limite insignifiant. A l'Est, il est tantôt étiqué, tantôt compromis, mais jamais étié, ni marginal. La chrétienté a rarement été ailleurs que dans nos imaginations rétrospectives un triomphalisme évident. Elle ou bien plus souvent représenté un mauvais ménage, plein de broderies, de confessions et de fatiétés. C'est pourquoi l'Ouest n'apparaît plus un christianisme de divorce alors que l'Est est un chrétien de concubinage.

Quant à la foi elle-même, elle ne choie pas sa situation, elle n'est pas forcément plus forte en situation de chrétienté, ni plus vraie en situation de non-chrétienté. Il faut constater les différences si profondes entre le christianisme de l'Ouest et la chrétienté de l'Est. Nous pourrions apprendre les uns des autres à la condition de renoncer à nos prétentions supérieures et de découvrir ailleurs les richesses qui nous attendent.

(1) Michel de Certeau et Jean-Marie Domenach. Le Christianisme étié. Editions du Seuil, 1974.

EUROPE

APRÈS LA CONSTITUTION

La formation d'un triumvirat n'est pas en accord avec le pacte conclu entre le M.F.A. et les partis

déclare Emerico Guerreiro secrétaire général du P.P.D.

M. Emerico Guerreiro, secrétaire général du parti populaire démocratique portugais (P.P.D.), a rencontré, le lundi 28 juillet à Paris, pendant une heure, le secrétaire général de l'U.D.R., M. André Bord. « C'est une visite de courtoisie et d'amitié que j'ai rendue au secrétaire général de l'U.D.R. », a déclaré M. Guerreiro, qui a ajouté : « J'ai combattu avec le général de Gaulle pour la libération de la France. Cette visite était le moment des choses. » Le secrétaire général du P.P.D. devait rencontrer mardi M. Maurice Couve de Murville et, mercredi, M. Michel Delebarre. Il a également l'intention de voir les représentants du Mouvement réformateur, et espère avoir un entretien avec M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste français. « Je pense, a dit à ce sujet M. Guerreiro, que François Mitterrand et moi-même avons intérêt à nous voir. »

M. Guerreiro a indiqué qu'il se trouvait déjà en France lorsque le M.F.A. avait décidé la formation d'un triumvirat à Lisbonne. « C'est une décision, a-t-il dit, qui n'est pas en accord avec le pacte passé avec les militaires et les partis politiques : notre position sur ce point est proche de celle des socialistes portugais. Nous espérons que la transformation de la société portugaise se fasse par la voie de la démocratie. » Le secrétaire général du P.P.D. a exprimé sa confiance que ce point de vue prévaudrait et parce que, a-t-il dit, la grande majorité du pays est d'accord avec le P.S. et avec nous. M. Guerreiro a réaffirmé les conditions que le P.P.D., comme les socialistes, pose pour faire par-

tie d'un gouvernement : le respect de la loi sur la presse d'abord ; « Si j'ose, a-t-il dit, que la presse nationale soit à la disposition de tous les partis. Dans une démocratie, les moyens d'expression sont une chose essentielle. Nous devons espérer que tous les partis soient admis à la télévision et à la radio. Il nous faut aussi obtenir l'organisation d'élections municipales et locales. » M. André Bord a rappelé que M. Guerreiro avait combattu dans les maquis F.F.S. du Tarbes-Garonne, qu'il avait participé à la libération de Montauban et combattu en Espagne avec André Malraux contre les troupes nationalistes. M. Guerreiro est titulaire de la carte du combattant français.

La C.F.D.T. élève, dans un communiqué, « la plus vive protestation », après les sommets de Franco, contre les propositions tenues par les ministres des affaires étrangères opposant « à toute aide économique de la C.E.E. au Portugal dans la situation politique actuelle de ce pays ». Pour la C.F.D.T., l'attitude du gouvernement français constitue « une ingérence dans la vie politique portugaise et une grave erreur politique ». Après avoir rappelé qu'elle a été surprise par l'annonce de son appel à l'unité nationale, elle a déclaré qu'elle ne peut accepter que la C.F.D.T. conclut : « Personne ne peut prétendre aujourd'hui que l'Union du Portugal à l'indépendance serait un service à la cause de la démocratie. Le Portugal connaît une situation économique difficile, il doit pouvoir compter sur l'aide des pays d'Europe et sur la C.E.E. elle-même. »

Espagne

Les Cortès ne seront pas renouvelées avant mars 1976

Le général Franco, accompagné de sa femme et de plusieurs membres de sa famille, est arrivé le lundi 28 juillet dans la soirée à La Corogne. Il doit passer comme chaque année plusieurs semaines de vacances dans sa propriété de Pazo de Meiras.

A Madrid, le conseil national du Mouvement s'est réuni lundi en séance plénière. Les modalités de la participation des candidats des associations politiques ont été définies. Au cours de cette réunion, le conseil a approuvé la reconnaissance définitive de l'Union du peuple espagnol, association politique dont l'un des promoteurs était l'actuel ministre du Mouvement, M. José Solís. Parmi les dernières à entrer en lice, elle est la première autorisée à fonctionner plus ou moins ouvertement et à prendre déjà figure de formation officielle du régime.

Par ailleurs, le conseil a rejeté définitivement la présentation d'un groupe de parlementaires de l'association Phalange espagnole des juntes offensives nationales syndicalistes. La décision prise à l'unanimité ne condamne pas en principe le contenu politique de l'association mais son souhait d'utiliser une « appellation », bien commun du peuple espagnol.

Avant cette séance de travail, le ministre du Mouvement, M. Solís, avait défendu le statut des associations, dans sa stricte interprétation actuelle, affirmant toutefois que le gouvernement pourrait montrer quelque souplesse, dans la mesure où son application, « Le pas que nous venons de franchir n'est important, a-t-il dit, et l'Espagne et l'usage ont couronné les associations, affirmant que « le chemin de la participation se ferait en marchant ».

M. Solís a conclu en soulignant que tous les candidats pourraient participer et que toutes les associations seraient logées à la même enseigne. Il a aussi lancé un appel à la collaboration des candidats nationaux, maîtres en définitive du jeu des associations, parce que tous sont motivés par le même sentiment, « la loyauté et la reconnaissance à l'égard du chef de l'Etat, chef national du Mouvement ».

Lundi également, le Conseil du royaume a approuvé une motion de la commission des Cortès suggérant au général Franco que la législation des Cortès soit prolongée de quatre mois, du 18 novembre prochain au 18 mars 1976. Cette initiative aurait surpris certains dirigeants, par exemple le chef du gouvernement, M. Arias Navarro, qui ne considérait pas cette prolongation nécessaire. Les députés des Cortès, ainsi que les membres du conseil national, resteront donc en place

jusqu'au printemps prochain. Il semble que cette solution satisfasse le général Franco, qui n'aurait pas une très grande confiance dans le processus engagé avec les associations politiques. Le général Franco préfère sans doute que ce soit l'actuel Conseil du royaume, dont la loyauté est à toute épreuve, qui propose la personnalité appelée à succéder à M. Rodriguez Valcarlos comme président des Cortès pour les six prochaines années. Le président des Cortès, qui est automatiquement président du Conseil du royaume, aura un rôle très important à jouer le jour où le prince Juan Carlos succèdera au général Franco.

Grèce

Au procès des responsables du coup d'Etat d'avril 1967

LES AVOCATS DE DIX-SEPT ACCUSÉS RÉCUSENT LA COMPÉTENCE DU TRIBUNAL

Athènes (A.F.P.). — Les avocats de dix-sept des vingt accusés au procès des responsables du coup d'Etat du 21 avril 1967 ont, le lundi 28 juillet, la salle d'audience de la cour criminelle d'Athènes après avoir récuse la compétence du tribunal. Les avocats ont soutenu que la cour criminelle était liée par un acte législatif rétroactif qualifiant d'avance les événements d'avril 1967 de « coup d'Etat » et non de « rébellion ayant été au propre légitime ». « Cette cour n'a donc qu'à prononcer des peines, car d'avance la qualification de crime lui a été dictée », a déclaré le doyen des avocats de la défense, lequn, ramassant la salle d'audience laissant seulement trois accusés nantis de défensesurs. Un de ces derniers a été condamné d'office pour les dix-sept accusés dépourvus d'avocats.

Amperarant, M. Georges Papadopoulos avait écrit qu'il refusait toute défense (nos dernières éditions du 29 juillet), « Je ne participerai pas à la procédure criminelle », a-t-il dit. « Je le ferai pour la première et la dernière fois devant la cour. Chef responsable de la révolution du 21 avril, j'entends en assurer seul la responsabilité pleine et entière depuis les premières crises. » L'ancien général Stylianos Pattakos a été alors dressé pour déclarer qu'il entendait partager la responsabilité d'un mouvement « qui correspondait profondément aux aspirations du peuple et des forces armées grecques ». La cour a ajourné les débats à mercredi.

Le genre d'être

le leader

le ministre par

SOLE SA COLLECT GRANDES

50

UN TRIUMVIRAT MILITAIRE AU PORTUGAL

Le général de Carvalho accuse M. Mario Soares d'être l'un des principaux espoirs de la droite

Le général Costa Gomes, chef de l'Etat portugais, a répondu son départ à Helsinki à jeudi, en un des moments les plus difficiles rencontrés pour former un gouvernement.

A La Havane, le général de Carvalho, commandant du Copcon, et membre du triumvirat militaire, a déclaré que M. Mario Soares représentait l'un des « principaux espoirs de la droite au Portugal ».

leader du P.S.P. : le chaos économique ne peut servir que la contre-révolution

bonne (A.F.P.). — Au cours d'une conférence de presse, lundi matin, à Lisbonne, M. Mario Soares a annoncé que le parti socialiste portugais avait préparé un plan économique et social en vue de la constitution d'une plateforme de gouvernement susceptible de rétablir l'unité nationale.

Interrogé à propos d'un communiqué dans lequel le parti socialiste déclarait qu'il avait l'appui d'une majorité de Portugais disposés à descendre dans la rue pour défendre leurs convictions, M. Mario Soares a souligné que son parti avait un projet de mobilisation des masses, mais il a indiqué également que s'il n'y avait pas eu d'incidents graves jusqu'à présent, c'était grâce à la discipline imposée par le parti.

ENTRE TAGE ET DOURO

Le mécontentement latent de la population favorise l'exploitation de l'anticommunisme

Ansiao. — Les paysans assis dans la salle tiède du café se taisent et jettent un regard méfiant vers l'étranger qui surprend.

De notre envoyé spécial

de lait se vendait entre 800 et 900 escudos ; à la dernière foire aux bestiaux, le mois passé, on n'en tirait pas plus de 300 escudos.

La « Voix de l'Allemagne »

A 15 heures, chaque jour, au café et dans bien des maisons, on écoute la « Voix de l'Allemagne ».

Les communistes portugais ont raison d'être mécontents. Mais ils se trompent en refusant d'admettre que la droite aux agues profite de leur mécontentement.

En feignant d'ignorer le trouble, la révolte ou l'impatience que provoquent les hésitations de la révolution, les communistes sont incapables d'expliquer et d'endiguer la vague d'hostilité qui sévit contre eux.

Des habitudes boussoulées

Les communistes ? Ils sont tout au plus une quinzaine à Ansiao et travaillent presque tous à la « fabrique ». Au-delà des dernières maisons, la CUP, le plus gros empire industriel du Portugal, a fondé de vastes usines.

Cela pourrait être une caricature simpliste. Ce n'est en réalité que l'effet naturel, fatal, des choses.

Le patron du café dirige la section socialiste. Accroché au mur de la petite pièce qui sert de local au parti, un gravure fait sourire les militants de passage.

« Ici, l'anticommunisme respire le même air que le socialisme. On n'a jamais pu séparer les deux. Alors, quand on ou qu'ils étaient minoritaires mais qu'ils voulaient tout commander, la colère était. Les centristes du P.P.D. ont largement gagné les élections dans la circonscription : plus de cinq mille voix contre mille huit cents au P.S. Le P.C. n'en a recueilli que deux cents ».

On rencontre les centristes au bas-quintalier du village ; une dame du P.P.D. qui préfère parler dans l'arrière-boutique, par peur des représailles après les incidents de la nuit ; « Tout va mal, les gens en ont assez. Il faut vite que ça change à Lisbonne. »

Le lendemain, nouvelle assemblée. Les députés — en français parlant — sont les unités de base de l'administration locale. Elles reconstruisent les anciennes unités socialistes.

blée des députés de chaque canton à la mairie. On forme une administration provisoire. On propose au vote une motion claire et nette : « Les événements ont pour unique raison le mécontentement du peuple d'Alcobaca (et d'abord de ceux qui travaillent de l'aurore au crépuscule), qui voit le coût de la vie augmenter de jour en jour quand les prix des produits de leur labeur ne cessent de décroître. »

C'est sans conteste la première fois qu'une manifestation ouvertement dirigée contre le P.C. prend de telles dimensions. On est loin du commando-clair d'Ansiao. Alcobaca a un véritable « soviet de droite ».

Aujourd'hui, à la mairie la situation n'a pas changé. Le secrétaire général expédie les affaires courantes. La police ne sait plus trop à qui elle doit obéir.

Le peuple ? L'éleveur de Benedita ignore au départ faire certains « détails » troublants. Cinq personnes ont déjà été arrêtées : un marchand de bestiaux, deux sympathisants du P.P.D., le président de la mairie sous l'ancien régime et le secrétaire de la section locale du parti socialiste.

Les socialistes ont en tout, cas cette fois condamné le siège de la mairie et la mise à sac du local du P.C. Four eux, l'opération a été orchestrée. Leur représentant à la commission administrative a même été invité à assister à quelques « manifestations ».

Manipulation ? Provocation ? Tout semble l'indiquer. Cela pourtant ne peut faire oublier que des milliers de gens ont suivi, trouvant là un exutoire à leur mécontentement. On ne peut trahir de réactionnaire une population entière, concitoyen O Journal, connu pour son appui à l'alle plus progressiste du P.P.A. La fièvre d'Alcobaca aura permis d'apprendre plus encore : des militaires se sont retirés devant une manifestation anticommuniste. L'assemblée générale du M.F.A. vendredi, le colonel Charalá, commandant la région du Sud, a expliqué qu'en trois communistes et une seule hostile, les soldats ne savent plus très bien où est le peuple.

« Chez nous, affirmait à Ansiao la militante du P.P.D. les soldats sont des jeunes sortis de leurs villages qui respectent les idées de la famille. » Cela la rassurait. Aujourd'hui, d'autres s'en inquiètent.

DOMINIQUE POUCHIN.

Grande-Bretagne ministre du développement outre-mer est désavoué par les travaillistes de sa circonscription

dres. — Le compte rendu officiel des débats parlementaires vient de révéler que le mardi dernier, trois députés travaillistes ont voté en faveur d'une motion de désaveu.

Le gouvernement était sûr de l'emporter. Encore faut-il préciser, à deux heures du matin, le quorum de quarante votants. C'est alors que le « chief whip » travailliste, chargé de la discipline du parti, a demandé à trois députés de voter deux fois.

Une telle évolution ne mettrait pas seulement en péril l'unité du Labour, elle fournirait aussi aux conservateurs un argument très efficace. Les tories pourraient soutenir que le Labour ne reflète pas les aspirations populaires mais qu'il est tombé entre les mains d'extrémistes.

Le risque est donc de voir « la guerre civile » de Newham se répandre à travers les autres circonscriptions travaillistes, exposant ainsi tous les parlementaires modérés à des pressions croissantes de la part des militants gauchistes.

la Pompadour SOLDE A COLLECTION ÉTÉ robes, ensembles, manteaux, robes longues, blouses, blazers, imperos etc RANDES TAILLES de 42 fort au 50 2 bis, Bd HAUSSMANN

TIME ALL-STAR SHOW IN HELSINKI (European Security Treaty) EASTERN EUROPE'S ECONOMIC TROUBLE HAROLD WILSON INTERVIEW ON SALE NOW

TRECA EPÉDA SIMMONS Les 3 grands noms de la literie présentent leur gamme complète chez : CAPELOU DISTRIBUTEUR EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, av. de la République PARIS XI - Tél. 357.46.35 + Métro PARENTIER

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Fusion de deux formations hostiles à l'apartheid

Une nouvelle formation politique vient de voir le jour en Afrique du Sud. Elle est née vendredi 28 juillet de la fusion de deux partis parmi les plus actifs, le Progressive Party (P.P.) qui disposait de sept des cent soixante et onze sièges au Parlement de Pretoria, et le Reform Party (R.P.) qui comptait quatre députés. La nouvelle formation a pris le nom de Progressive-Reform Party (P.R.P.). La fusion qui était attendue depuis le mois de mai dernier (« Le Monde » du 21 mai) a été votée simultanément par les congrès des deux partis réunis en même temps à Johannesburg. M. Colin Eglin, qui dirigeait avec Mme Helen Suzman le Progressive Party, a été désigné comme « leader » de la nouvelle formation. M. Harry Schwarz, principal responsable de l'ancien Reform Party, a été nommé « chairman » (président) du nouveau comité exécutif national.

Le P.R.P. place en tête de son programme le partage du pouvoir entre les Blancs et les Noirs en Afrique du Sud et l'abolition de toutes les lois organisant la discrimination raciale.

Ce regroupement de deux formations « blanches », dont l'existence est sans commune mesure avec leur représentation parlementaire, risque de gêner un peu plus l'union que subit depuis plusieurs années l'United Party de Sir De Villiers Graaf. Le parti, principale formation d'opposition au National Party de M. Vorster détiend encore trente-sept sièges au Parlement. Le Progressive Party en 1959, comme le Reform Party en février dernier, étaient nés de scissions au sein de cette formation dont l'opposition à l'apartheid ne va pas jusqu'à remettre en cause la suprématie politique des Blancs. L'influence des adversaires radicaux de la discrimination raciale grandit dans les milieux urbains et chez les Sud-Africains d'origine britannique où ils recrutent l'essentiel de leurs partisans. Aux dernières élections, en 1974, le Progressive Party, qui ne détenait alors qu'un siège, en avait remporté six autres. La nouvelle formation espère bien dépasser largement l'United Party lors des prochaines élections partielles qui pourraient intervenir à l'occasion des élections générales de 1978.

Selon le Times de Londres, la naissance de la nouvelle organisation a suscité des commentaires divers dans les milieux politiques

A travers le monde

Colombie

● ONZE PERSONNES, appartenant à une commission d'enquête, ont été assassinées, le lundi 28 juillet, dans l'Etat de Boyaca, au nord de Bogota. Les auteurs de cette tuerie seraient des guérilleros de l'Armée révolutionnaire de Colombie. — (A.F.P.)

Tchad

● LE GÉNÉRAL MICHEL DUVAL, conseiller au ministère français de la coopération, est rentré à Paris samedi 26 juillet, après avoir été reçu à N'jamena, la veille, par le général Félix Malloum, chef de l'Etat. Le général Duval était chargé d'une mission d'explication auprès des autorités tchadiennes concernant les négociations actuellement menées pour obtenir la libération de Mme Claude.

avec le Club de Val-d'Isère

IMAGES ET CONNAISSANCE de la MONTAGNE

AUX SAFARIS PHOTO DE LA VANOISE

Quelques titres du programme quotidien :

Initiation montagne - Affût marmottes - Vagabondage photographique dans les hameaux - Circuit botanique - Une journée sur l'Alpage avec un berger - Leçon de macro-photo - Observation avec jumelles et effort photographique des animaux du Parc. Un sentier balcon - Randonnée à travers les Parcs avec nuitée en refuge, etc.

Sept années d'expérience - Des guides : montagnards, naturalistes, monteurs photo - Service d'hébergement hôtelier adapté - Quatre refuges privés - Laboratoire noir et blanc - Tarif gratuit de matériel de photo et d'optique

STAGES de 6 et 13 jours

PLACES DISPONIBLES du 24 août au 13 septembre

6 jours tout compris : de 660 F à 820 F

13 jours tout compris : de 1.200 F à 1.460 F

Renseignements et inscriptions :

CLUB IMAGES ET CONNAISSANCE de la MONTAGNE

B.P. 47 - 73150 VAL-D'ISÈRE - Tél. 06-00-03 (15-79)

A Kampala

Six chefs d'Etat arabes participent à la conférence de l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

La deuxième conférence annuelle de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) s'est ouverte lundi 28 juillet à Kampala en Ouganda, en présence de dix-neuf chefs d'Etat. Le maréchal Idi Amin Dada a été porté à la présidence de l'Organisation. Dans son discours, le dirigeant ougandais a demandé l'expulsion d'Israël des Nations unies et la libération totale du Sinaï et de la Palestine.

Kampala. — Son excellence le Maréchal Al-Hajji Idi Amin Dada, président de la deuxième Assemblée de l'Ouganda, V.C., D.S.O., M.C., a été élu lundi soir, 28 juillet, par acclamation et pour un an, président de l'Organisation de l'Unité africaine. « Je serai très loyal, très franc, et je ne vous embournerai jamais », a-t-il aussitôt déclaré à un parterre de chefs d'Etat africains, qui avaient manifesté de leur intérêt de prendre la parole du bon côté. En raison de son franchise, les grands moyens d'information impérialistes n'accusent. Mais, que voulez-vous, tous ventent savoir que est le maréchal Idi Amin Dada, a-t-il ajouté, sous les applaudissements fournis d'une salle apparemment conquise.

L'élection du nouveau président de l'Afrique n'a pas constitué une surprise. Le comte Amin n'est pas moins devenu l'Etat hôte du sommet, soit porté à la tête de l'Organisation pan-africaine jusqu'à la conférence suivante. Le privilège de proposer l'élection au maréchal Amin par les Etats arabes a été confié au président ougandais, qui en a même profité pour adresser un jolii compliment au chef de l'Etat ougandais.

Le maréchal Amin a joué le jeu. Il avait habillé son discours d'un uniforme de parade pour un costume sombre orné d'un simple foulard. Après avoir pris possession de son fauteuil présidentiel et contempné curieusement le petit maréchal qui venait de lui succéder, le président ougandais, M. Syad Barré (Somalie), il a lancé un appel à la réconciliation

des deux Corées et un autre à l'« unité » entre l'Union soviétique et la Chine populaire. « Je n'aime ni l'une ni l'autre », a-t-il dit des deux grandes puissances socialistes, parce que, quand l'un ou l'autre nous accorde une aide, l'autre pense que nous ne l'aimez pas. »

Le président égyptien n'a pas été le seul représentant du monde arabe à être de cette fête. Six autres chefs d'Etat arabes, qui comptent l'Organisation d'Unité africaine parmi leurs amis, ont été présents ainsi que M. Yasser Arafat, très applaudi. M. Boumediène avait passé la nuit précédente à l'hôtel (Libya) au sud de la capitale de l'Ouganda en compagnie du colonel Kadhaafi. Il a même fallu que ce dernier fasse le voyage de Kampala pour retrouver le Secrétaire pour la première fois depuis l'accord de Marsa-Matruh passé fin 1974. Du coup, même la présence de M. Mobutu, président du Zaïre, et de l'intervention d'un général et d'un ministre du Zaïre, M. Gwoma, qui était alors encore président du Nigeria, ont été relégués un peu dans l'ombre.

Sans doute pour qu'on prenne un sérieux sa promesse de l'embarasser personne, le maréchal Idi Amin Dada a tenu à faire un premier geste de bonne volonté en direction du président tanzanien, M. Julius Nyerere, qui a refusé avec éclat d'assister au deuxième « sommet » de l'O.U.A. et traité le maréchal de « fasciste noir ». « Son Excellence le président Nyerere et le peuple tanzanien sont mes frères et mes sœurs, je les aime », a déclaré le nouveau président de l'O.U.A.

La caution ainsi portée au maréchal Amin par les Etats arabes de l'Organisation a relégué au second plan l'appel pourtant d'une haute tenue à la solidarité arabe prononcé par le président Boumediène. L'intervention de M. Walid Ed-Din, secrétaire général de l'ONU n'a pas davantage été perçue. C'est tout juste si l'on a retenu la violente attaque lancée par le général Syad Barré contre la France, qu'il a qualifiée de « puissance coloniale la plus entêtée en Afrique ».

JEAN-CLAUDE POMONTI

Angola

Le M.P.L.A. demande au Portugal de retirer ses troupes

De notre correspondant

La journée du lundi 28 juillet n'a été marquée par aucun incident sérieux à Luanda, toujours contrôlée par les forces du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.), organisation qui se réclame du socialisme. Le leader du M.P.L.A., M. Agostinho Neto, a fait une déclaration pour demander aux militaires portugais de quitter le pays immédiatement, à la suite de l'accrochage qui s'était déroulé dimanche devant le siège du mouvement entre soldats portugais et militants angolais. Les combats ont cours depuis une vingtaine de ces derniers avaient trouvé la mort.

Selon M. Neto, le M.P.L.A. aurait perdu cette occasion quelques-uns de ses meilleurs cadres politiques. Les victimes ont été enterrées lundi, en présence de quelque cinq mille personnes. En vertu des accords d'Alvor, le Portugal a le droit de faire stationner 24 000 hommes en Angola jusqu'au 11 novembre.

Si un calme précaire règne dans la capitale, les affrontements se font par contre, rage à Malanje, localité située à 350 kilomètres de l'est de la capitale. Après une trêve obtenue à la demande des autorités portugaises pour évacuer la ville et évacuer des blessés, les affrontements ont repris entre le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), soutenu par le Zaïre et le M.P.L.A. Deux avions portugais ont été pris sous les trois croisés des deux organisations. Les autorités ont décidé de suspendre tous les vols vers Malanje.

La situation est grave également dans le district d'Uige, au nord du pays, dans la région contrôlée par les forces du F.N.L.A. Quelque trois cent mille Angolais, qui étaient réfugiés au Zaïre pendant la guerre de libération, sont venus s'y installer.

Leur ravitaillement pose des problèmes insolubles. Les routes d'accès vers la capitale et le sud du pays étant coupées par des barrières des mouvements de libération rivaux. Après avoir tenté à deux reprises de faire passer des convois de ravitaillement, les Portugais eux-mêmes ont dû y renoncer. Selon certains témoignages, quarante personnes périssent chaque jour de malnutrition dans ce district.

Il semble que la colonne du F.N.L.A. envoyée pour reprendre le contrôle de la capitale marque un temps d'arrêt après avoir pris la ville de Caçulo, à une soixantaine de kilomètres au nord de Luanda. Elle attendrait du carburant pour reprendre son avance.

Les Européens continuent à évacuer la capitale angolaise. Les ressortissants français, belges, italiens, allemands, suisses et autrichiens doivent quitter la ville ce mardi à bord d'un avion spécial de compagnie U.T.A. Cette décision a été prise au cours d'une réunion conjointe des conseils généraux de ces différents Etats, en raison de l'aggravation de la tension dans le pays.

À LISBONNE, les services d'information et de propagande de l'armée portugaise ont annoncé ce mardi que toutes les informations ayant trait à la situation politique en Angola étaient désormais soumises à la censure préalable. C'est la première fois depuis la chute de l'ancien régime qu'un contrôle a priori des nouvelles est instauré au Portugal. Les autorités justifient cette mesure par l'irresponsabilité avec laquelle la presse a rendu compte de l'accrochage qui s'est déroulé dimanche devant le siège du M.P.L.A. à Luanda, et qui a coûté la vie à une vingtaine de militants nationalistes. — (A.F.P., Reuter.)

ANALYSANT LA CRISE

Pékin critique indirectement les dirigeants de Lisbonne

De notre correspondant

Pékin. — « Pour parvenir à contrôler l'Angola, les sociaux-impérialistes portugais ont recouru au seul procédé qui consiste à semer la discorde entre les mouvements de libération. Ils ont expédié de grandes quantités d'armes pour susciter la guerre civile et empêcher l'unité du peuple angolais. Ce sont les sociaux-impérialistes eux-mêmes qui ont allumé les flammes de la guerre en Angola. » Tels sont les thèmes principaux de l'article publié par le journal rouge, samedi 26 juillet, et qui constitue le premier commentaire de Pékin sur le déroulement des hostilités dans l'ancienne colonie portugaise.

La position chinoise telle que l'expose l'article est assez claire. Les trois mouvements ont mené pendant des années la lutte armée, et ils méritent tous les trois le soutien que leur apporte l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.). Il n'existe entre eux aucun conflit d'intérêt fondamental. Au contraire, assure le journal rouge, l'unité s'accroît entre les organisations. Il n'y a aucune raison de se battre. Ces raisons s'appliquent à l'ensemble du tiers-monde et forment le contenu de conseils que les dirigeants chinois distribuent à certains des passages de combats de Pékin. Le même thème se retrouve dans le message adressé samedi par M. Chou En-lai à la conférence de l'O.U.A.

Une délégation du Front national est venue ce mois-ci en Chine peu après la délégation de l'Unité. Il est peu probable que cette visite ait directement provoqué l'article de samedi. Il n'en reste pas moins que le message indirect de Pékin, qui manifeste sa compréhension des positions du Front et désavoue à mi-voix la politique du M.P.L.A., qui cherche des appuis du côté soviétique. Aucun mouvement n'est approuvé ni condamné. L'article est dirigé contre l'O.U.A., qui, avec d'autres pays d'Europe orientale, a joué à fond la carte du Mouvement contre le Front. L'organisation de M. Neto jouirait maintenant d'une supériorité sensible en armement.

L'action du P.C.P.

L'article renferme une insinuation peu aimable à l'égard de Lisbonne. Elle mérite d'être notée, comme tenu de la réserve, voire du quasi-murmuire dont font preuve les dirigeants chinois lorsqu'il s'agit d'apprécier la situation au Portugal. Chine nouvelle n'a pas exprimé, ainsi l'opinion publique angolaise : « Il est certain que le peuple angolais échappe à la guerre civile grâce à la main ferme de l'O.U.A. que par une seconde occupation coloniale du Portugal ou de l'une des super-puissances. » Lisbonne est ainsi indirectement accusé de n'avoir pas abandonné toute ambition colonialiste sur le territoire. Bien que jusqu'à présent elle se

soit abstenue de toute déclaration officielle, la Chine reste manifestement très méfiante envers le nouveau régime portugais. Le parti communiste lui semble un très habile manipulateur des militaires. Au surplus, ce n'est pas à ses yeux un parti vraiment communiste, mais un parti bourgeois qui utilise le prestige du communisme et les techniques de la dictature à ses fins propres, au profit de l'U.L.S.S. La Chine affiche un même mépris pour la direction de ces partis révisionnistes européens, qu'ils soient portugais, italiens ou français, qui ayant perdu, selon elle, tout sentiment patriotique, font avec joie le jeu de Moscou.

ALAIN BOUC.

ASIE

Malaisie

En donnant sa démission LE CHEF DE L'ÉTAT DU SABAH VEUT PRÉVENIR LES MENÉES SÉPARATISTES DE SON PREMIER MINISTRE

Kota-Kinabalu (Reuter). — M. Mohamed Fuad, chef de l'Etat de Sabah, territoire situé au nord de Bornéo, a donné sa démission lundi 28 juillet. Il veut ainsi marquer son désaccord avec le premier ministre local, M. Mustapha, qui cherche, estime-t-il, à proclamer l'indépendance de l'Etat de Sabah. Il a déclaré qu'il était prêt à donner sa démission, mais qu'il ne voulait pas prendre la tête d'un nouveau mouvement, le Berjaya (Victoire), créé au début de juillet pour éliminer M. Mustapha de la scène politique.

La démission de M. Fuad constitue un nouvel épisode de la crise qui a éclaté récemment au sein de la Fédération de Malaisie entre le pouvoir central et M. Lunathaba (le Monde du 18 juillet). Kuala-Lumpur veut voir le pouvoir central pur vouloir évincer au pouvoir musulman intolérant et corrompu qui règne depuis huit ans sur Sabah. Ses menées séparatistes sont d'autant plus dangereuses pour Kuala-Lumpur, qu'elles aggravent la tension entre le pouvoir central et l'Etat de Sarawak, où se manifestent depuis quelque temps un fort mouvement autonomiste. C'est que le soutien total de la capitale fédérale que s'engage l'opposition à M. Lunathaba, comme le prouve la visite effectuée la semaine dernière par M. Fuad à Kuala-Lumpur. Selon le « Far Eastern Economic Review » de Hongkong, étant des sources proches de l'opposition de Berjaya, M. Lunathaba est une campagne intensive sera organisée contre M. Mustapha en cours de prochaines semaines avec l'appui de la coalition au pouvoir à Kuala-Lumpur.

سكوان الوطن



Park critique des
des dirigeants de

PROTÉGÉS COMME DES CHEFS D'ETAT EN FRANCE OU A L'ETRANGER

Que vous partiez pour la Côte d'Azur ou la Costa Brava, la Savoie ou la Turquie, vos vacances sont à la merci d'un accident, d'une panne, d'une maladie ou de bien d'autres ennemis. Protégez vos vacances. Abonnez-vous

à Europ Assistance. Bien sûr, Europ Assistance ne vous suivra pas sur la plage. Seulement, s'il vous arrive quoi que ce soit, en France ou à l'étranger, elle est prête à intervenir 24 h sur 24. Avec la compétence et les moyens qui

ont déjà permis de secourir plus de 100.000 Français et de sauver plusieurs centaines de vies. Avant de partir, abonnez-vous dans les Banques, les Agences de Voyages, les Caisses d'Epargne Ecuireuil ou chez votre Assureur.

EUROP ASSISTANCE
la 1^{re} organisation d'assistance voyage en France comme à l'étranger.
285.85.85 - 75441 PARIS CEDEX 09

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

La concentration de la construction navale

Les petits chantiers comme les grands

Le gouvernement a décidé d'étendre aux petits chantiers navals français la politique de « restructuration » déjà préconisée pour les grands chantiers et annoncée mercredi 23 juillet à l'issue du conseil des ministres.

Cette politique, associée de nouvelles modalités d'aides financières, a pour objectif, selon le secrétaire d'État aux transports, M. Marcel Cavallé, de donner aux petits chantiers les moyens d'affronter la concurrence internationale et la crise économique.

Il est demandé aux chantiers intéressés de s'engager à planifier les effectifs, limiter le volume de la production aidée par l'Etat, améliorer les structures de la profession et renforcer la coopération entre eux sur les plans commercial, technique et industriel.

En contrepartie, l'Etat fera bénéficier les chantiers adhérents à ce « contrat » d'un régime financier comparable à celui des grands établissements.

Les responsables de la dizaine de petites et moyennes entreprises — installées entre Dunkerque et Arcachon — ne manquent pas une occasion, au effet, de rappeler que les subventions de l'Etat sont affectées pour plus de 90 % aux « géants » qui construisent les grands navires. Pourtant les petits chantiers traversent des difficultés au moins aussi sérieuses. D'autre part, par le nombre de salariés qu'ils emploient, parfois dans des régions insuffisamment industrialisées comme le Bretagne ou le Normandie, ils constituent des centres d'activité qu'il serait inconcevable de laisser déserter.

A Cherbourg les constructions mécaniques de Normandie procurent mille trois cents emplois; à Lorient, la Perrière en offre trois cent cinquante.

Ces petites entreprises se sont en outre taillé une solide réputation dans la fourniture de navires de guerre dans le monde entier. De 1970 à 1973, le chiffre d'affaires correspondant a atteint 470 millions de francs contre 280 seulement pour les bateaux de pêche. L'Etat ne peut donc rester insensible à l'évolution de ce secteur.

Trop dispersés, hétérogènes, victimes parfois de gestions déficientes — comme on le voit actuellement à l'établissement de la SICNA à Saint-Malo, — menacés pour la fourniture des chantiers par la concurrence toujours plus vive de la Pologne, de la Grèce, de l'Espagne, du Brésil et du Pérou, les petits chantiers ont déjà essayé de regrouper leurs moyens. Un GIE (groupe d'intérêt économique) a été formé en 1973 par les établissements de Dunkerque, de Lorient, de Villeveuve-la-Garenne et de Dieppe, mais qui excluait les navires de guerre et de plaisance.

Un second rapprochement a été annoncé en 1974 entre les chantiers de Saint-Malo et de Cherbourg comportant notamment des accords de cotation de certains matériels.

Il est nécessaire aujourd'hui de franchir un nouveau pas pour éviter la gaspillage et des rivalités coûteuses. En même temps les entreprises seront invitées à proposer davantage de « séries de plusieurs navires identiques ».

Or on a calculé que les séries permettaient de gagner sur le temps d'exécution 13 % entre le premier et le quatrième bateau. De même, des rebuts de 6 % à 10 % peuvent être obtenus pour les commandes groupées.

L'heure est à la chasse au gaspillage. Regrouper les entreprises de construction navale va dans ce sens. Mais ne faudrait-il pas être logique jusqu'au bout et regrouper aussi les armateurs, c'est-à-dire ceux qui passent les commandes ?

FRANÇOIS GROSRIEUX.

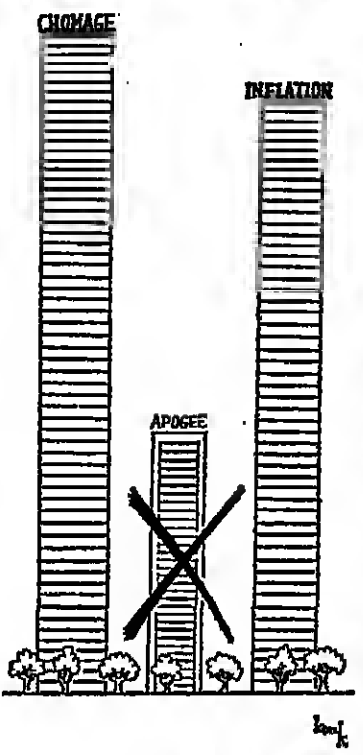
URBANISME

La tour Apogée moins haute

L'intervention du chef de l'Etat confirme la remise en cause de l'opération Italie

Comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions de lundi, le président de la République a demandé que l'on refuse le permis de construire à la tour Apogée, qui devait être édifiée près de la place d'Italie dans le 13^e arrondissement de Paris. Cette tour devait mesurer 178 mètres de haut et abriter environ 90 000 m² de bureaux.

M. Giscard d'Estaing, qui, à plusieurs reprises, depuis son accession à la présidence, est intervenu directement dans les affaires de la capitale, confirme ainsi son hostilité à l'urbanisme vertical et au gigantisme.



(Dessin de Konk.)

Sa dernière décision dans ce sens a visé les « immeubles miroirs » qui devaient être construits à l'extrémité de la Défense et dont il a demandé que l'on réduise la hauteur. La contestation de la tour Apogée est toutefois beaucoup moins surprenante puisque cet immeuble de grande hauteur faisait partie d'une vaste opération de rénovation dite du secteur Italie (87 hectares) confiés au secteur privé, cinquante tours prévues, treize-trois construites ou en cours de construction qui a été critiquée de longue date et, à la fin de l'année dernière, est tombée en cause dans son ensemble par le ministre de l'équipement.

Le préfet de Paris avait indiqué, au cours de la dernière session d'état de Conseil de Paris l'avant-projet de ce plan d'occupation des sols. Les hauteurs maximales des constructions nouvelles seront plafonnées à pour maximiser la gradation entre le nord et le sud du secteur, où les bâtiments réalisés culminent à environ 100 mètres, et la partie centrale. Dans cette zone, les hauteurs des immeubles devront être adaptées aux quartiers voisins. Cette gradation comprendrait trois plafonds : 18 mètres, 31 mètres et 63 mètres.

Depuis 1966, date à laquelle le Conseil de Paris a décidé l'opération, plusieurs éléments sont intervenus qui ont modifié les conditions de réalisation ; retard dans la réalisation des équipements publics, notamment des associations de défense du secteur, accroissement des valeurs foncières, mesures d'encadrement du crédit.

Nouvelles discussions

Que va-t-il se passer maintenant ? Le promoteur de l'Idot (il s'agit de la Société de gestion d'investissement immobiliers), où il avait été nommé directeur, a été nommé directeur de la tour Apogée, conformément à l'accord préalable donné par l'administration parisienne en 1969, devra entreprendre de nouvelles discussions avec cette dernière pour

édifier un nouvel immeuble dont la hauteur, conformément au projet présenté par le préfet, ne devrait pas dépasser 105 mètres. Mais il est évident que ces négociations seront difficiles et que le promoteur ne manquera pas de demander à la Ville des dérogations ou du moins une révision complète des conditions financières de l'opération, dont les conditions de rentabilité sont restées en cause par la définition d'un nouveau P.O.S.

JEAN PERRIN.



CIRCULATION

QUAND DES CONTRAVENTIONS DISPARAISSENT

Le prix des amendes pour stationnement illicite vient d'augmenter, pourtant, comme nous le signalons dans nos colonnes, une partie des contrevenants semblent disparaître sans laisser de trace dans la comptabilité policière. Sur les 412 000 infractions constatées en juin 1974, 25 000 auraient fait l'objet d'un paiement par timbre — mensuel, 250 000 par amendes 200 et 21 000 autres. Les amendes, sur un total de 440 000 soit 613 000, sont alors devenues les 173 000 autres amendes ?

En principe, lorsqu'une amende n'est pas payée par le système du timbre, c'est au ministère des Finances qu'il appartient de procéder au recouvrement de cette amende, et celui-ci prend connaissance de l'ensemble des amendes non payées par une bande magnétique que les services de la préfecture de police préparent pour la mise sur ordinateur par la rue de Rivoli.

Si donc 173 000 contrevenants ne sont pas réprimés, c'est qu'ils ont disparaité ou à la mise sur bande magnétique, c'est-à-dire, assure notre lecteur, sous la responsabilité de la préfecture de police et de l'administrateur de l'Intérieur. Faut-il pour les finances — près de 60 millions de francs. La multiplication des stationnements illicites, gênants pour les piétons, ne dément-elle pas une et l'information qui ne connaît pas le piston ? demandons notre correspondant.

Faits et projets

LE HAVRE : MARIN-CHÊVREUIL EN VOIE DE GUERISON. — M. Christian Harel, le marin-pêcheur havrais hospitalisé la semaine dernière pour une affection dermatologique que ses collègues attribuent à la pollution, a regagné son domicile. Selon le dermatologue de l'hôpital du Havre, M. Harel souffre d'un « eczéma de contact ».

LES DÉPARTS EN VACANCES. — Du jeudi 31 juillet au samedi 2 août, la S.N.C.F. indique qu'elle mettra en circulation au départ des gares parisiennes 1 154 trains, rapides ou express, et 20 suppléments. En 1974, du jeudi 1^{er} au samedi 3 août 650 000 voyageurs avaient quitté la capitale par le chemin de fer.

FEUILLETON

le beau Solignac

NUMERO 28

DE JULES CLARETTE
de l'Académie française



Paris, été 1895. — Abattu d'une balle qui reste logée près de son cœur, le beau et fringant colonel de hussards Henri de Solignac est contraint de garder le lit chez son amie, la comtesse Louise de Farges.

LE BLESSÉ DE CES DAMES

L'ÉTAT du beau colonel s'était, disait-on, aggravé. La comtesse Louise avait pour le blessé des attentions de mère. On eût dit que Solignac, alors même qu'il avait les pieds baissés, la devinait lorsqu'elle se glissait ainsi vers lui. Quelquefois le souffle même de la comtesse s'élevait sur ses tempes baissées, et s'abandonnait à cette caresse comme on se livre à la brise qui souffle, rafraîchissante, par les jours d'été.

Une autre femme venait aussi s'asseoir, anxieuse, attentive, au chevet de Solignac. C'était Mlle de La Rigaudie. Elle avait appris, comme tout le monde, l'attentat dont le colonel venait d'être la victime, et lorsque Fournier, assés affaibli, s'était présenté devant elle pour lui annoncer la triste nouvelle, la vieille fille, repoussant brusquement le petit Jack qui croquait quelque gimbette sur ses jupes, s'était mise à arpenter l'appartement et à hausser les épaules en maugréant contre les jeunes fous qui risquent leur vie dans des aventures romanesques.

— Ah ! quelle sottise que l'amour !... Et vous dites que la blessure est grave, Fournier ?

— Asses grave ! Asses grave ! Vous pouvez bien me dire très grave. La vérité ne me fait pas peur.

Elle essaya rapidement les deux larmes qui se moulaient au coin de ses yeux et qui n'étaient pas choses fréquentes chez la vieille fille ; puis elle dit à Fournier d'un ton bref :

— Faites atelier !

— Vous allez à l'hôtel de Farges ?

— Eh ! où voulez-vous que j'aille, Fournier ? Ah ! verticel ! je crois bien, sur ma foi, que j'y vais, et en hâte !

Mlle de La Rigaudie allait sortir lorsque Thérèse, assez inquiète, se fit annoncer chez elle. La jeune femme venait d'ap-

prendre à son tour la catastrophe. Elle n'avait vu qu'une seule fois le beau Solignac, mais il avait produit sur elle cette attraction irrésistible que donne à ce gal soldat le charme vaillant d'une nature chevaleresque. Thérèse avait d'ailleurs plus d'une fois entendu parler du colonel par Claude Charrier, et elle savait quelle âme d'élite c'était là.

— Est-il en grand danger ? demanda Thérèse.

— Eh ! je n'en sais pas plus que vous là-dessus ; mais pour la forme de se jeter dans un fiacre et de se faire transporter chez lui, il faut qu'il ait été atteint, durement !

— Et brûle le pavé, marouffe ! dit-elle au cocher d'un ton bref. Le cocher répondit par un sourire étiré.

— Et brûle le pavé, marouffe ! dit-elle au cocher d'un ton bref. Le cocher répondit par un sourire étiré.

Un moment la comtesse de Farges avait essayé de disputer à Mlle de La Rigaudie l'entrée de la chambre du blessé. Mais la volonté de la vieille fille était de celles qui ne connaissent guère d'obstacles. Mlle de La Rigaudie insista, tempête, emporta la place comme d'assaut, et tout en maugréant :

— Voilà bien des façons chez une petite comtesse qui se pavane en cette cour inventée d'hier !

Louise de Farges n'avait d'ailleurs cédé qu'un désir exprimé par Solignac lui-même. Le blessé voulait voir Mlle de La Rigaudie. Il aimait de toutes les forces de son âme cette protectrice fidèle qui, grande aux jours de soleil, accourait en hâte, et prête à se dévouer, aux jours d'orage. L'entrevue fut courte, mais touchante. Solignac, condamné à l'immobilité absolue et étendu raide dans son lit cuirassé, en quelque sorte, de linges, d'applications réfrigérantes, le visage d'une lividité inquiétante, salua simplement Mlle de La Rigaudie d'un mouvement de paupières, d'un coup d'œil et d'un sourire.

Quelle que fût sa virilité, d'âme, Mlle de La Rigaudie fut

d'ailleurs profondément frappée de l'altération des traits du blessé. Si peu de jours avaient suffi pour faire du beau Solignac un malade brisé et sans force !

Chaque jour, Mlle de La Rigaudie venait, dès lors, à l'hôtel de Farges, s'asseyant au chevet de Solignac et ne repartant qu'après avoir aidé, soit à quelque pansement, soit à quelque confection de charpie, et après s'être convaincue que le blessé ne courait point de danger immédiat.

La maladie grave, cette péri-cardite dont le Solignac était atteint, suivait d'ailleurs son cours avec une régularité qui rassura le docteur Dupuytren. Aucun accident n'était venu perturber les soins du chirurgien. Tout le portait à croire qu'un kyste se formait autour de la balle et que le blessé pourrait revenir à la santé et en gardant ce péril mortel suspendu sur lui ! le jour où le kyste était déchiré, la balle atteindrait le cœur, le colonel serait foudroyé.

— L'important est de le remettre sur pieds, disait Dupuytren. Nous verrons ensuite à lui indiquer le moyen d'éviter le mort !

Un long mois s'écoula, mois d'angoisse pour tous ceux qui s'intéressaient au colonel : pour Mlle de La Rigaudie, qui redoutait une terminaison fatale ; pour Castoret, l'esprit toujours frappé par les tarots, malgré ses espoirs furtifs ; pour Louise de Farges, qui se sentait étrangement attirée vers ce moment ; à qui, peut-être, elle devait la vie et que le hasard avait conduit chez elle pour qu'elle pût acquiescer à la dette contractée. Mois d'angoisses surtout pour Andrée, séparée de celui qu'elle aimait, contrainte d'épier sur le visage de ceux qui sortaient de l'hôtel de Farges le secret de l'état du blessé, torturée à l'idée que la comtesse était perchée à son chevet, qu'elle pouvait lui parler, le consoler, le sauver !

Mois d'étrange apaisement, de volupté secrète, de longues et nouvelles songeries pour Solignac, chez qui, le corps étant cloué sur un matelas, l'esprit vaguait libre et les ailes toutes grandes, vers les sphères du rêve, du roman, des espérances intimes.

Il semblait, en effet, à ce moment de lassitude et d'aventures, à ce dompteur d'hommes et à ce preneur de villes, qu'il avait jus-

qu'à usé son existence en vaines actions, en tapageuses et inutiles folles. Pour quelques heures de volupté, pour quelques trépassés de l'insouciance, pour quelques rayonnements de vanité satisfait, quel véritable, profond et pénétrant bonheur avait-il rencontré ? Quelle part avait-il faite au repos, à la joie intime, aux haltes salutaires et réconfortantes ?

Avait-il, éternel cavalier emporté par l'ouragan, comme un personnage de balade fantastique, suivi d'ailleurs son cours avec une régularité qui rassura le docteur Dupuytren. Aucun accident n'était venu perturber les soins du chirurgien. Tout le portait à croire qu'un kyste se formait autour de la balle et que le blessé pourrait revenir à la santé et en gardant ce péril mortel suspendu sur lui ! le jour où le kyste était déchiré, la balle atteindrait le cœur, le colonel serait foudroyé.

— L'important est de le remettre sur pieds, disait Dupuytren. Nous verrons ensuite à lui indiquer le moyen d'éviter le mort !

Un long mois s'écoula, mois d'angoisse pour tous ceux qui s'intéressaient au colonel : pour Mlle de La Rigaudie, qui redoutait une terminaison fatale ; pour Castoret, l'esprit toujours frappé par les tarots, malgré ses espoirs furtifs ; pour Louise de Farges, qui se sentait étrangement attirée vers ce moment ; à qui, peut-être, elle devait la vie et que le hasard avait conduit chez elle pour qu'elle pût acquiescer à la dette contractée. Mois d'angoisses surtout pour Andrée, séparée de celui qu'elle aimait, contrainte d'épier sur le visage de ceux qui sortaient de l'hôtel de Farges le secret de l'état du blessé, torturée à l'idée que la comtesse était perchée à son chevet, qu'elle pouvait lui parler, le consoler, le sauver !

Mois d'étrange apaisement, de volupté secrète, de longues et nouvelles songeries pour Solignac, chez qui, le corps étant cloué sur un matelas, l'esprit vaguait libre et les ailes toutes grandes, vers les sphères du rêve, du roman, des espérances intimes.

Il semblait, en effet, à ce moment de lassitude et d'aventures, à ce dompteur d'hommes et à ce preneur de villes, qu'il avait jus-

qu'à usé son existence en vaines actions, en tapageuses et inutiles folles. Pour quelques heures de volupté, pour quelques trépassés de l'insouciance, pour quelques rayonnements de vanité satisfait, quel véritable, profond et pénétrant bonheur avait-il rencontré ? Quelle part avait-il faite au repos, à la joie intime, aux haltes salutaires et réconfortantes ?

Avait-il, éternel cavalier emporté par l'ouragan, comme un personnage de balade fantastique, suivi d'ailleurs son cours avec une régularité qui rassura le docteur Dupuytren. Aucun accident n'était venu perturber les soins du chirurgien. Tout le portait à croire qu'un kyste se formait autour de la balle et que le blessé pourrait revenir à la santé et en gardant ce péril mortel suspendu sur lui ! le jour où le kyste était déchiré, la balle atteindrait le cœur, le colonel serait foudroyé.

— L'important est de le remettre sur pieds, disait Dupuytren. Nous verrons ensuite à lui indiquer le moyen d'éviter le mort !

Un long mois s'écoula, mois d'angoisse pour tous ceux qui s'intéressaient au colonel : pour Mlle de La Rigaudie, qui redoutait une terminaison fatale ; pour Castoret, l'esprit toujours frappé par les tarots, malgré ses espoirs furtifs ; pour Louise de Farges, qui se sentait étrangement attirée vers ce moment ; à qui, peut-être, elle devait la vie et que le hasard avait conduit chez elle pour qu'elle pût acquiescer à la dette contractée. Mois d'angoisses surtout pour Andrée, séparée de celui qu'elle aimait, contrainte d'épier sur le visage de ceux qui sortaient de l'hôtel de Farges le secret de l'état du blessé, torturée à l'idée que la comtesse était perchée à son chevet, qu'elle pouvait lui parler, le consoler, le sauver !

Mois d'étrange apaisement, de volupté secrète, de longues et nouvelles songeries pour Solignac, chez qui, le corps étant cloué sur un matelas, l'esprit vaguait libre et les ailes toutes grandes, vers les sphères du rêve, du roman, des espérances intimes.

Il semblait, en effet, à ce moment de lassitude et d'aventures, à ce dompteur d'hommes et à ce preneur de villes, qu'il avait jus-

qu'à usé son existence en vaines actions, en tapageuses et inutiles folles. Pour quelques heures de volupté, pour quelques trépassés de l'insouciance, pour quelques rayonnements de vanité satisfait, quel véritable, profond et pénétrant bonheur avait-il rencontré ? Quelle part avait-il faite au repos, à la joie intime, aux haltes salutaires et réconfortantes ?

Avait-il, éternel cavalier emporté par l'ouragan, comme un personnage de balade fantastique, suivi d'ailleurs son cours avec une régularité qui rassura le docteur Dupuytren. Aucun accident n'était venu perturber les soins du chirurgien. Tout le portait à croire qu'un kyste se formait autour de la balle et que le blessé pourrait revenir à la santé et en gardant ce péril mortel suspendu sur lui ! le jour où le kyste était déchiré, la balle atteindrait le cœur, le colonel serait foudroyé.

— L'important est de le remettre sur pieds, disait Dupuytren. Nous verrons ensuite à lui indiquer le moyen d'éviter le mort !

Un long mois s'écoula, mois d'angoisse pour tous ceux qui s'intéressaient au colonel : pour Mlle de La Rigaudie, qui redoutait une terminaison fatale ; pour Castoret, l'esprit toujours frappé par les tarots, malgré ses espoirs furtifs ; pour Louise de Farges, qui se sentait étrangement attirée vers ce moment ; à qui, peut-être, elle devait la vie et que le hasard avait conduit chez elle pour qu'elle pût acquiescer à la dette contractée. Mois d'angoisses surtout pour Andrée, séparée de celui qu'elle aimait, contrainte d'épier sur le visage de ceux qui sortaient de l'hôtel de Farges le secret de l'état du blessé, torturée à l'idée que la comtesse était perchée à son chevet, qu'elle pouvait lui parler, le consoler, le sauver !

Mois d'étrange apaisement, de volupté secrète, de longues et nouvelles songeries pour Solignac, chez qui, le corps étant cloué sur un matelas, l'esprit vaguait libre et les ailes toutes grandes, vers les sphères du rêve, du roman, des espérances intimes.

Il semblait, en effet, à ce moment de lassitude et d'aventures, à ce dompteur d'hommes et à ce preneur de villes, qu'il avait jus-

Les régions

BUS DE PLAISIR

LES Parisiens se plaignent, à juste titre, de manquer d'espaces verts. Hormis le bois de Boulogne et la forêt de Vincennes, ceux qui répugnent à entreprendre des voyages en automobile au long cours ne savent où aller, le samedi et le dimanche, avec leurs enfants.

Or, dans un rayon de moins de 15 kilomètres du parvis de Notre-Dame, existent une douzaine de forêts et de parcs qui forment une couronne verte autour de l'agglomération parisienne.

La forêt de Saint-Germain, la Bois-Notre-Dame sont aux deux extrémités du R.E.R. Par la ligne de Sceaux on accède aux parterres un peu guindés du parc de Sceaux.

Mais quel est le Parisien sans voiture qui a jamais été tenté d'explorer les charmes des bois de Verrières, du parc de La Courneuve ou du nouveau parc de la forêt de Bondy ? L'ent-à été qu'il se serait vite découragé devant la difficulté d'y parvenir. Il lui faut prendre le métro, puis aux portes de la ville emprunter des lignes d'autobus démarrant tous les quarts d'heure ou toutes les demi-heures.

Une expédition qui commence dans le centre de Paris et s'achève à travers des banlieues attristantes au rythme syncope des lignes régulières de la R.A.T.P. Et encore n'y a-t-il là que moindres mal. Près de la moitié des espaces verts périphériques sont carrément inaccessibles à ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas prendre le volant. Pour se rendre en forêt de Montmorency ou aux étangs de Verrières — base de loisirs et de plein air remarqu-

blement aménagée — pas le moindre transport en commun.

Aurait-on voulu condamner les Parisiens à la voiture individuelle qu'on n'aurait pas mieux fait. Cette situation n'encourage pas les personnes âgées, les groupes de jeunes, les retraités à l'automobile à profiter d'un équipement collectif — les forêts péri-urbaines en sont un — dont l'aménagement et l'entretien coûtent pourtant fort cher. Avant de créer de nouveaux espaces verts, ne pourrait-on d'abord mieux aménager ceux qui existent et surtout les mettre à la portée de tous ?

La R.A.T.P. e organisé un remarquable bureau des excursions de week-end, qui propose aux amateurs de voyages en groupe, sobriété des services, tarifs fort loin de la capitale. Ses vieux autobus à plate-forme représentent même du service une fois par mois pour un séduisant programme intitulé « Du Lutèce gallo-romain au Paris d'aujourd'hui ». Pourquoi, les jours de congé, n'élargirait-elle pas des lignes régulières desservant les douze forêts, parcs et bases de loisirs situées à une demi-heure du centre ?

Ces « bus de plaisir » — qui pourraient être les nouveaux véhicules à plate-forme que la Régie est en train d'expérimenter — partiraient d'une gare centrale (pourquoi pas les Tuilleries) et ramasseraient les amateurs de plein air sur leur itinéraire. Les « lignes vertes », qui séduiraient sans doute nombre de touristes, seraient probablement rentables. Et même si elles ne l'étaient pas, elles assureraient un authentique service public. Celui qui consiste aujourd'hui à offrir la nature à tous les citadins.

MARC AMBROISE-RENDU.

BREST :

une ligne baptisée Iroise

LES Brestois utilisent de plus en plus les transports en commun. Les chiffres que vient de communiquer M. Georges Lombard, président de la communauté urbaine, sont éloquentes à ce sujet. Il a notamment indiqué qu'en juin 1975 les transports urbains avaient véhiculé plus d'un million de passagers ou lieu de 790 000 en juin 1974. Cette progression spectaculaire est due à la politique en faveur des transports collectifs appliquée depuis le début de l'année par la communauté.

Une ligne baptisée Iroise a été mise en service, permettant entre autres aux usagers de traverser toute la ville pour 1 franc seulement. Les autobus qui la desservent se suivent à une fréquence très rapide.

Devant le succès de cette liaison, une seconde ligne, appelée Océane, sera ouverte à la rentrée prochaine, sur un autre axe de la ville. D'autre part, les tarifs des abonnements ouvriers seront nettement abaissés.

Le conseil de la communauté a décidé, d'autre part, d'augmenter encore ses efforts pour développer les transports collectifs. Il a placé la compagnie des transports de Brest en « régie intéressée », formule qui a pour effet de rendre la communauté propriétaire de toutes les installations du matériel et du mobilier de la société chargée de l'exploitation.

Comme le contrat le précise, la communauté urbaine de Brest aura ainsi « toute liberté d'appliquer, comme elle l'entendra, au mieux des intérêts de la population, la politique qu'elle aura choisie ».

JEAN DE ROSIÈRE.

LILLE :

automatisme, méfiance

DANS le domaine des transports urbains, on pouvait se croire prêt à mettre en chantier des projets futuristes. On s'est aperçu à temps qu'il ne suffisait pas d'imaginer un véhicule sur coussin d'air, ou sur flux magnétique, ou quelque autre gadget de technologie avancée, mais qu'il fallait aussi créer un réseau, prévoir des correspondances... et surtout, répondre aux besoins d'une population.

De ce point de vue, les moyens de transport classiques, en particulier sur rail, ont montré leur supériorité. Sauf à Lille, qui est justement une des trois villes de France à garder un tramway. Mais voilà : Lyon et Marseille auront un métro (construit suivant des techniques éprouvées) ; dès lors la vanité s'en mêle, il faut que Lille en ait un. Comme un métro lourd ne se justifie pas, on a imaginé un métro léger automatique, dont l'exploitation devrait coûter moins cher. On a donc réinventé une espèce de tramway, le Val ; avec deux différences toutefois : il est monté sur pneus, et, surtout, il doit fonctionner automatiquement, sans conducteur à bord. C'est là la grande nouveauté.

L'automatisme est un progrès, c'est certain, mais l'automatisme intégral est-il réellement possible ? Le Bart, le métro de San-Francisco, fonctionne bien en automatique, mais avec un agent à bord. Et, plus près de nous, les rames du métro parisien, sur les lignes aménagées, sont également commandées par un ordinateur, mais, là aussi, avec un agent à bord, prêt à reprendre la commande manuelle en cas de besoin.

Car il serait insensé de sacrifier l'atout maître des transports en commun, qui est la sécurité : les transports en commun croient en respectant des normes de sécurité rigoureuses, et c'est pourquoi on monte sans crainte dans un train, un tram ou un bus.

Du point de vue technique, la sécurité exige un matériel parfaitement fiable : ce matériel existe-t-il ?

À Lille, Matra affirme que le Val marchera : comment se garantir contre le risque que constitue un réseau fondé sur des études théoriques et sur un seul prototype ? En obligeant cette firme à exploiter elle-même le métro Illinois. Le contrat serait en discussion.

Confier un réseau de transport non à des transporteurs dont c'est le métier, mais à des techniciens ? On peut être réservé. D'autant plus que la firme Matra ne cache pas sa satisfaction d'avoir trouvé à Lille un banc d'essai, et l'espérance de nouveaux et fructueux contrats, si ça marche.

GEORGES LAPERRÈRE, Député régional du Syndicat national des usagers du transport (SNUJ).

Les usagers présentent leurs doléances

Le comité des usagers, créé à la fin de l'année dernière auprès du secrétariat d'Etat aux transports et présidé par Mlle Anne-Marie Fritsch, députée (réformateur) de la Moselle, vient de faire la bilan de six mois d'activité.

Les trois représentants des usagers de la province et les trois représentants des usagers de la région parisienne, qui se sont réunis régulièrement avenue Kennedy au siège du secrétariat, ont d'abord recensé une foule de difficultés quotidiennes.

Le comité s'est ainsi intéressé aux machines automatiques du R.E.R., d'une utilisation si difficile pour le voyageur occasionnel, aux échangeurs de monnaie qui ne peuvent pas accepter les nouveaux billets de 10 francs. Ils ont noté que les passagers des autobus étaient souvent dans l'impossibilité d'entendre l'annonce de l'arrêt par les conducteurs à cause du bruit du véhicule... ils ont remarqué l'obscureté de certains formulaires de la S.N.C.F. ou leur anachronisme lorsqu'ils parlent encore de « colonies françaises » ou de « pays de protectorat ».

Leur propositions sont nombreuses. Le comité a suggéré la

Le procès de l'automobile

par MICHEL FÈVE (*)

On songe guère à mettre en doute les vertus de l'automobile. Mais la cité, de plus en plus soustraite de la qualité de son environnement, s'inquiète des nuisances engendrées par la prolifération des voitures au cœur des villes.

Voilà donc ouvert le procès de l'automobile dans la cité.

Autant y a-t-il de voitures dans la ville, autant y a-t-il de nuisances. C'est au nom de l'environnement que leur développement doit être recommandé et non en celui de l'économie.

Dans les villes moyennes et à la périphérie des grandes villes, des transports collectifs attractifs seraient d'un coût insupportable pour la collectivité et l'usage de la voiture s'impose économiquement.

Ainsi les transports collectifs et le voiture particulière apparaissent-ils comme complémentaires et la politique des transports urbains doit-elle être conçue globalement et définir un équilibre qui donne à chacun sa place légitime, fonction de la taille des villes.

Pour les agglomérations de quelque importance, les principes de cette politique seront les suivants :
● Priorité aux transports en commun pour la desserte des zones denses et pour les liaisons entre centres, cette priorité se traduira par la création de lignes radiales de transport en site propre, ou l'aménagement de couloirs pour autobus sur les voies routières d'accès au centre.

● Réalisations routières pour les liaisons de banlieue à banlieue, notamment de rocades, pour détourner le trafic du centre ;

● Mises au place de parking d'échange avec les transports collectifs dans les grandes agglomérations, ou de dessertes directes du centre dans les petites.

L'application de ces principes sera efficace si, simultanément, sont mises en place :

— Une réglementation stricte de l'usage de la voiture particulière et une tarification sévère du stationnement. A cet égard, le gouvernement vient de fixer les amendes pour stationnement interdit à un taux qui devrait être dissuasif ;

— La création de zones piétonnes permises par la reflux de la voiture.

Ces principes d'organisation doivent s'appliquer lorsqu'on veut améliorer le fonctionnement de la ville existante. Il s'agit alors de définir ce

qu'on appelle le « plan de circulation » d'une ville. De tels plans, qui doivent grande en compte bien entendu l'amélioration des transports collectifs, sont à l'étude ou en cours de réalisation dans plus de deux cents villes françaises.

La pression de l'urbanisation et de la circulation ne se ralentira guère, et le souci de l'agrandir de nos villes imposera une réglementation rigoureuse de l'usage de la voiture particulière dans les centres et une politique hardie d'investissement à la fois pour les transports en commun et le voiture.

Le coût des infrastructures de transport peut paraître élevé en valeur absolue et faire hésiter les responsables. Rapporté au déplacement unitaire, il est pourtant modique. Par exemple, les infrastructures routières à prévoir dans une ville de trois cent cinquante mille habitants, appelées à doubler en trente ans, peuvent être évaluées à 3 milliards de francs ; cette somme représente 57 centimes par déplacement et par personne-kilomètre, soit le tiers du coût direct du déplacement.

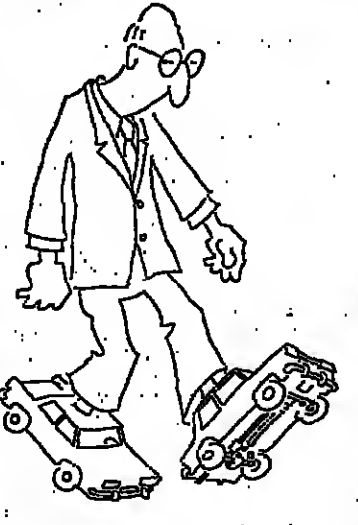
Mais ce sont plus encore les obstacles levés au nom de l'environnement qui pourraient aujourd'hui amener des maires à abandonner certains projets : il est des projets qui peuvent, il est vrai, être affectés des plans de développement au nom du réalisme. Mais il en est d'autres dont l'opposition serait la négation même de l'urbanisme et les responsables locaux qui y renonceraient prendraient une lourde responsabilité vis-à-vis des générations futures. L'urbanisme, qui trace les exigences de l'avenir, impose des contraintes et des décisions parfois courageuses dans le temps présent.

Pour éviter des remises en cause dramatiques et ostaculaires aux exigences de l'avenir, il faut aujourd'hui concilier environnement et investissement. Il est bien connu que le conflit actuel résulte souvent d'un manque d'information de la part des maîtres d'ouvrage, aussi la discussion doit-elle s'instaurer à dossier ouvert. Mais l'ingénieur doit aussi aujourd'hui introduire la dimension de l'environnement dans la conception de ses projets et attirer une grande attention à une insertion qui préserve autant que possible la qualité de la vie urbaine.

De ce point de vue, si de nombreuses mises en service actuelles, correspondant à des études anciennes, ne peuvent que faire l'objet de mesures de rattrapage (murs anti-bruit et couverture de l'autoroute du Sud) dans de nombreux projets aujourd'hui d'une tout autre veine, et le surcoût introduit au nom de l'environnement est parfois à la limite au-delà de laquelle leur réalisation serait compromise (boulevard périphérique dans le bois de Boulogne et autoroute A4 à Champigny dans la banlieue est).

Les transports urbains, et la voiture en particulier, sont fréquemment aujourd'hui la cible des citadins. Les maux dont ils sont accusés ne résultent pourtant, le plus souvent, que des déficiences de l'organisation urbaine qu'ils sont chargés de servir.

(*) Directeur des routes et de la circulation routière.



ouger
ans la ville

en échapper...

Faits et VUE

En quelques décennies, l'automobile a introduit une manière de révolution sociale, tant la diffusion massive de la voiture individuelle dans toutes les couches de la société alet dominer à un débat qui prit bientôt un tour passionnel.

Et, à la campagne, où elle a permis profondément les conditions de vie et permis le maintien ou le développement d'activités, on ne

Le pour et le contre.

Le dossier de l'accusation paraît. L'automobile serait dans nos villes l'un des agents les plus nocifs de la dégradation de l'environnement ; sa simple présence est volontairement ou involontairement cause de bruit et de pollution.

La pollution de l'atmosphère, tant la voiture n'est pas seule cause, et le chauffage comme autre jouent un rôle important. revanche, l'invasion sonore et celle de la ville par le voiture ont beaucoup plus sérieusement l'environnement et impose que solutions techniques ou réglementaires soient fermement mises au jour. En particulier, il faut mesurer dans l'usage de la voiture centre-ville, et sortir de l'exécès de la voiture pour retrouver l'équilibre des villes historiques ou commerçantes. Mais, si nous devons prendre plus en compte la conscience des citadins

Des solutions miracles ?

Les transports collectifs, s'ils ont aussi des problèmes d'intégration et de nuisances, ménagent généralement mieux l'environnement que l'automobile. Cependant, même s'ils ont aujourd'hui regagné du terrain, ils ne sauraient seuls permettre rétablir le situation et la priorité doit être donnée à la voiture.

Il faut certes développer les transports collectifs, mais faut-il pour autant abandonner la construction de nouvelles infrastructures routières ? Certaines pensent que ce serait un puissant facteur de limitation de la voiture particulière. Les choses ne sont pas si simples.

Certes, on peut renoncer au centre-ville, mais on ne diminuera guère l'engorgement : ce résultat ne sera atteint que par l'application de mesures réglementaires et par une tarification sévère du stationnement. Par contre, une voie routière puissante, qui, au demeurant, est susceptible de supporter des lignes de transport collectif, même si elle apporte quelques nuisances dans son voisinage immédiat, peut améliorer globalement l'environnement. C'est en particulier le cas des rocades qui visent à détourner du centre le trafic qui n'a rien à y faire et qui représente souvent 50 % du trafic existant.

Les réflexions qui précèdent nous permettent d'entrevoir la solution au problème des transports urbains.

La promotion des transports collectifs est nécessaire dans le centre des grandes agglomérations pour y sauvegarder l'environnement, mais en général ils se révèlent coûteux, et il

offert par les transports, en commun ; ils se sont généralement traduits par une fréquentation accrue ; ils répondent donc à une demande potentielle, ce qui prouve leur utilité ; pourtant, ce qui prouve leur utilité ; pourtant, il ne semble pas qu'ils soient réussis à dissuader beaucoup d'automobilistes d'utiliser leur véhicule.

Il faut certes développer les transports collectifs, mais faut-il pour autant abandonner la construction de nouvelles infrastructures routières ? Certaines pensent que ce serait un puissant facteur de limitation de la voiture particulière. Les choses ne sont pas si simples.

Certes, on peut renoncer au centre-ville, mais on ne diminuera guère l'engorgement : ce résultat ne sera atteint que par l'application de mesures réglementaires et par une tarification sévère du stationnement. Par contre, une voie routière puissante, qui, au demeurant, est susceptible de supporter des lignes de transport collectif, même si elle apporte quelques nuisances dans son voisinage immédiat, peut améliorer globalement l'environnement. C'est en particulier le cas des rocades qui visent à détourner du centre le trafic qui n'a rien à y faire et qui représente souvent 50 % du trafic existant.

Les réflexions qui précèdent nous permettent d'entrevoir la solution au problème des transports urbains.

La promotion des transports collectifs est nécessaire dans le centre des grandes agglomérations pour y sauvegarder l'environnement, mais en général ils se révèlent coûteux, et il

SPORTS

CARNET

TENNIS LA FRANCE BATTUE (2-3) PAR LA TCHÉCOSLOVAQUIE EN COUPE DAVIS

Kodès, en trois sets

Prague. — Pour ceux qui veulent garder la tête froide et surtout que le sport peut dépasser les passions...

De notre envoyé spécial. — à Bucarest les Roumains, dans la fameuse finale 1972 gagnée par les États-Unis...

réplique. Le premier est est gagné sans discussions par Kodès 6-1, et les esprits paraissent calmés.

Pour une fois Juffret manifeste ostensiblement son énervement et prend l'initiative des remises de balles...

LE POINT A PRAGUE

L'importance des déplacements publicitaires achetés à l'agne par l'hébergement a le dit pour la finale européenne...

Égalité

Le stade de Prague était plein jusqu'au toit, sous un ciel sans nuage, lorsque à 13 h 30 Patrick Dominguez et Jiri Hrebec pénétrèrent sur le court...

LA RENCONTRE SUÈDE-CHILI MENACÉE

Le Comité suédois en faveur du Chili a lancé un appel aux syndicats et aux partis politiques pour qu'ils empêchent l'organisation de la demi-finale interzones de Coupe Davis entre la Suède et le Chili...

OLIVIER MERLIN

— Lyon. M. Etienne Blanc, M. et Mme Pierre Blanc et leurs enfants...

FAITS DIVERS

Vives réactions après les attentats contre l'Amicale des Algériens en Europe

Après les trois attentats à l'égard commis simultanément à Paris, à Lyon et à Roubaix, dans la nuit de samedi à dimanche (le 29 juillet) contre des locaux de l'Amicale des Algériens en Europe...

LA F.N.U.J.A. RÉAFFIRME SON OPPOSITION AU SYSTÈME DU JUGE UNIQUE

Dans un communiqué publié lundi 28 juillet, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats déclare son opposition au système du juge unique en matière correctionnelle.

A Charleville-Mézières PEINES D'EMPRISONNEMENT FERME POUR QUATRE « CASSEURS » DE BARS

Charleville-Mézières. — Quatre personnes qui avaient provoqué des bagarres dans deux bars de Charleville-Mézières ont été condamnées, samedi 26 juillet, selon la procédure de flagrant délit, par le tribunal correctionnel de la ville à de lourdes peines.

Naissances

— Pierre Lacombe et Marie-Lise, née Ferronard, ont le joie d'annoncer la naissance de Séverine. Paris, le 24 juillet.

Mariages

— M. et Mme Raymond Berthoin, M. et Mme Yvon Nazier, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants...

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de Pierre GRÉNESSE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1940-1945, chevalier de l'Ordre du Mérite.

Naissances

— Mme Jean-Jacques Kahn, née Françoise Meyer, Lauréat et Agnès Kahn, ses enfants.

Mariages

— M. et Mme Raymond Berthoin, M. et Mme Yvon Nazier, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants...

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de Pierre GRÉNESSE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1940-1945, chevalier de l'Ordre du Mérite.

Anniversaires

— En ce premier anniversaire du décès de M. André LEVY-DESPAS, une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Remerciements

— Mont-de-Marsan. André Nolani remercie de fond du cœur toutes les personnes qui se sont associées à sa peine lors du décès de son père et de sa mère.

Visites et conférences

MERCREDI 30 JUILLET. VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calme nationale des monuments historiques - 15 h.

JUSTICE

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

MARDI 29 JUILLET

CHAINE I : TF 1
20 h. 30, Les animaux du monde : 21 h. Jeu : Le blanc et la nœlle : 22 h. Vocations : La dame réal. S. Vanier ; 23 h. 45, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2
20 h. 35, Les décrets de l'écran, d'A. Jamont. Film : La Bataille des Thermopyles de R. Natis (1962), avec R. Egan, Sir R. Richardson, D. Baker, D. Farrar...
22 h. 5, FR 3 actualités.

CHAINE III (couleur) : FR 3
20 h. 25, Westerns, films policiers, aventure comédienne.

LE MONDE publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

(R) : « La Belle et le Cavalier », de F. Rossi (1966), avec S. Loren et O. Sharif.

FRANCE-CULTURE
20 h. (R.L.), Dialogues : « Ce que nous pouvons apprendre du monde occidental », avec J. Barrot et G. Balmezier ; 21 h. 30, Concert à l'académie de musique de Budapest (Krenek, Bartok, Szoly, Schostakowitch, Koenig, Elstner) ; 22 h. 5, FR 3 actualités.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. (S.L.), En musique avec O. Lemery ; 21 h. 30, Concert à l'académie de musique de Budapest (Krenek, Bartok, Szoly, Schostakowitch, Koenig, Elstner) ; 22 h. 5, FR 3 actualités.

MERCREDI 30 JUILLET

CHAINE I : TF 1
20 h. 30, dramatique : « Judo l'obscur » (troisième et dernière partie), d'après Thomas Hardy. Jude est un conscrit, tous deux divorcés, vivent séparément avec leurs trois enfants, réfugiés de ville dans une société matérialiste. Puis surgit le drame...

CHAINE II (couleur) : A 2
20 h. 35, Série : Le justicier, « Erreur sur la personne » ; 21 h. 25, documentaire : Histoire vécue de J.-E. Jeannesson ; 23 h. 45, FR 3 actualités.

CHAINE III (couleur) : FR 3
20 h. 25, Les grands osons de l'histoire du cinéma :

« Le Procès Paradisi », d'A. Hitchcock (1947), avec G. Peck, A. Valli, Ch. Laughlin, A. Todd (N.).

FRANCE-CULTURE
20 h. (S.L.), Autoportrait : Roger Garaudy ; 21 h. 30, Musique de chambre J.-Ch. Bach, C. Delvincourt, H. Souquet ; 22 h. 5, FR 3 actualités.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. (S.L.), En musique avec Denny Lemery ; 21 h. 30, Musiques de chambre de J.-Ch. Bach, C. Delvincourt, H. Souquet ; 22 h. 5, FR 3 actualités.

SPECTACLES

Théâtres

Les salles subventionnées
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Bourgeois gentilhomme.

Les salles municipales
Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles
Théâtre de la Ville, 20 h. : Les Femmes d'Alger.

Four tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

Mardi 29 juillet

La danse
Jardin des Tuilleries, 21 h. 30 : Atelier chorégraphique Serge Koulen.

Festival estival
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Scénarium européen de musique classique de Brugges.

Animation
Espace de la Offense, de 11 h. à 19 h. : Pilsaco, vous connaissez ?

Le music-hall
Elysee-Montmartre, 20 h. 45 : Héroïne d'acier.

Les exclusivités
AGUIRRE LA COLÈRE DE OIRO (All. v.o.) ; Mux, 18° (238-99-23).

LA CINEMATHEQUE
Chaillot, 15 h. : Casablanca, de M. Curtiz ; 18 h. 30 : Les Enfants du Paradis.

Les films nouveaux

PARACHUTISTE MALGRE LUI, film américain de Norman Krasna, avec Dean Jagger et J. Lewis (réédition). (V.O.)

LES REEDITIONS
SFARTACUS (A. v.o.) ; Matisson, 9° (358-22-62) ; Salut-Germinal-Rodolphe, 18° (358-22-62).

Henry Balzac
L'analyse, cette spécialité bien française, l'analyse grammaticale, l'analyse logique, l'analyse des œuvres et des caractères, on vous y oblige, on vous y rampe, dès les bancs de l'école.

Lettres
A propos du livre québécois
La société « Livres du Canada » nous écrit, à propos de l'article de Jacques Cellard, « Le livre québécois en vente » (le Monde du 25 juillet).

voilà votre anniversaire de mariage ? MP vous propose 6 mois de crédit gratuit à partir d'un achat de 1500 F.

LA COUR DES MIRACLES 22 h ELLE, ELLE ET ELLE Rêchâche dimanche et lundi

CALENDRIER DES CONCERTS DERNIER CONCERT SAISON KUENTZ ORCHESTRE VIVALDI, TELEMANN, etc.

Au Sommet de l'angoisse et de l'épouvante... Venez TREMBLER de Peur!

activités étrange gueuloir

ARTS ET SPECTACLES

estivals



trange ueuloir

Encore une fois, le Théâtre... Gueuloir, dans la... de Cordeliers, est un... étrange. Tous les après-... à 17 h 30, viennent les... d'un non-spectacle...

Il est étrange de constater... force de la curiosité. Habitué... les directeurs, etc. se... ignorent beaucoup de la... du public — ce message... précis, — de sa confiance... et qu'il ne connaît pas... raison. Mais l'expérience... Gueuloir prouve qu'ils ont... ment tort. Peut-être faut-il... cher la manière de ten... cette curiosité latente. Un... nombre de méthodes sont... employées, mais dans... semaine, comme dans le... même « artistique », les... besoins évoluent. Strange encore de voir que... public ne réclame pas for... le chef-d'œuvre absolu, et... les maladroites du « Ban... d'une frustration » ne le rebu... pas, qu'il est tout à fait... d'apprécier les qualités... cette confiance houleuse, am... douleur. La pièce... un trajet au delà de... à travers la psychologie... est dommage que personne... prenne en charge le travail... faire sur ce texte. Car il faut avouer que les... stions en scène, directeurs, et... ceux que l'on imagine à... ffit de manuscrits, ne sont... nombreux au Gueuloir, si... fine et viennent. Leur... n'est pas le fait le... plus étrange, alors qu'à... pendant le Festival, la... unité au même card des gens... théâtre est la plus forte... monde. Là où l'étrange devient obscur... ystère, c'est qu'Eves Navarro, l... enne romancière à succès, et... Colette Honix, professeur dans... C.E.S., se trouvent dans la... même situation, celle d'auteurs... e à travers le producteur. Si... Colette Honix ignore les règles... jeu, Eves Navarro les connaît... parfaitement et les applique... avec talent. « La... de des piscines » jette une... ombre méchamment brillante... le voyantisme et l'exhibi... tisme quotidiens, sur les... reportages artificiels condi... tions par les lois de la publi... par le mythe de la... sociale liée à la... « La Guerre des... » est l'histoire de deux... dernières une victoire, celle... d'un bonheur suspendu... la pour faire vendre... « Vient d'aujourd'hui, fau... ment déstabilisé. Une pièce à... personnages, avec un seul... dans une remarquable... le nombre à cinq parties, réclame... les directeurs de théâtre... sives, qui, jusqu'à présent, ont... laissé le manuscrit... Eves Navarro dans leurs... bras. Le monde du théâtre est... de la Fondation amé... de belles lettres.

COLETTE GODARD.

EN AVIGNON

« L'Ombre » au Cloître des Carmes

La ville a de beaux habitants : l'Opéra travaille au Crédit municipal, la Belle au bois dormant achète son savon aux amandes chez le pharmacien. Ils sont plus crédibles, à tout prendre, que le ministre des finances, vieux per... roquet brésilien, ou que le jeune... savant que son ombre a quitté et... qui s'en va très vite alors que, jus... qu'ici, il s'en moquait bien de son... ombre, n'avait jamais pour elle un mot gentil.

Eugène Schwartz, dramaturge soviétique qui aimait surtout tra... vailer pour et avec des enfants, a écrit « L'Ombre » en 1940. Schwartz... avait trop d'expérience pour criti... quer le monde réel par l'entremise... d'être fictifs. Sa pièce veut être... autre chose qu'en 1975, à Avignon, nous ne voyons pas bien quel y a... en toujours, en Russie, une ten... dence à la féerie que nous salu... ssons avec un malin plaisir que cette... féerie n'a pas de donner à l'adulte... pas rêver. Et dans la Russie sovié... tique il s'y ajoutent le besoin... que il s'y ajoutent le besoin... d'invention pure, un monde de... construction pure qui fait pour... Simiavski à bien montré ce besoin

« NETTOYAGE » PLACE DE L'HORLOGE

Lundi 28 juillet, vers 23 heures, la... place de l'Horloge, comme tous les... soirs pleine de touristes at... tés, de danseurs de grotesques de... guilare, de routards, trop écroulés... par la chaleur lourde pour amor... cer la moindre bagarre, a été... envahie par des C.R.S. qui ont... procédé sans douceur à des vér... fications d'identité systématiques, chargeant à plusieurs reprises pour... hâter la procédure.

A AIX-EN-PROVENCE

Les souffrances de Berlioz

Berlioz souffrait d'une centaine... cinquante ans, il n'a écrit à plu... sieurs reprises. Cette condition lui... semblait suffisante pour permettre... de faire respecter sa musique ; il... s'est lourdement trompé : l'ex... ecution de sa Symphonie dramati... que à la cathédrale Saint-Sauveur... sous la direction d'Henri Lombar... d, qui devait être l'un des grands... moments du Festival 1975, l'a prouvé... de façon péremptoire. Les deux... pages de préface placées au début... de la partition, qui indiquent avec une... étonnante précision ce qu'il faut... faire pour parvenir au ré... sultat souhaité, ont certainement... semblé superflues au chef qui n'a... pas jugé bon d'en tenir compte. Tout... ce que voulait être Berlioz, c'est... bien entendu produit et il serait... trop facile de montrer, une fois... de plus, qu'on ne peut rien faire... le meilleur moment du concert. Admirablement servie par une... diction claire et sobre de Roger... Soyer, cette œuvre, pour donner... un point d'appui à quelle sentait... Meyerbeer — mais ce dernier... avait-il pu seulement imaginer... les modulations hautes de l'air... du Père Laurent ? — a donné... dimensions qui lui conviennent ;... celles d'une péroration boulever... sante de grandeur, tout à fait... digne du reste de l'œuvre.

Cinéma

« Échec à l'organisation »

Un petit gangster, Earl Macdon,... attaque, avec son frère, une banque... contrôlée par une mystérieuse orga... nisation (« The Outfit »), dont Robert... Ryan est le patron : il se voit sus... cité, respecté à l'ordre par cette... dernière ; son frère est tué. Le petit... gangster décide alors de s'accrocher, de... remonter à la tête, au carreau : il... edge une rançon de 250 000 dollars, em... bauche un ancien ami, Cody, et, accom... pagné par sa petite amie, il frappe... dur et fort. Borné une première... fois, il échappe à un attentat, retourne... chez le patron, le descend froidement, fait... tout exploser et quitte la maison en... flammes au volant d'une embulance dans... laquelle il transporte son ami Cody blessé... « The good guys always win » (Les... bons gagnent toujours), conclut-il... plume-à-rose.

La police est ici inexistante, absente, incapable ; les règlements... de comptes s'effectuent de bande à... bande, dans un décor cellulaire en... chantant : Earl Macdon ne peut... perdre : il est la seule conclusion que... l'histoire du film c'est qu'à son... tour il deviendra patron et risquera... parallèlement la dégringolade. John... Flynn, scénariste et metteur en... scène de The Outfit d'après un... roman de Ray Stark n'a pas cherché à... nuancer le tableau de mensu... à chacun son racket et fondis social

A NICE-CIMIEZ

Les revenants du jazz

(Suite de la première page.) Certains découvrent même en lui un talent de souffleur formi... dable et, contrairement à l'habitude... réputation qui lui avait été faite... dans les années 50, à l'époque du... « cool style », lui reconnaissent... enfin la pugnacité, la force comba... tive qui fut toujours l'une de ses... premières qualités. Accusé de mal... lence par ceux qui ne le connaissent... pas ou qui ne voulaient pas l'en... tendre, Zoot Sims avait fini par... pâtir des rumeurs qui donnaient... de lui une image inversée. Ce sont... de tels exemples qui conduisent... Salazar à supposer que l'écrite est... le fondement même du caractère... de la provocation.

Dans un climat social et un... contexte culturel autres que ceux... des années 20, sur un pré où l'on... mange le sandwich, réapparaît une... musique partiellement déconstruite... de ses mythes. Aux visites de... curieux et de nouveaux qu'effec... tuent les millardaires dans les... établissements chics où l'on exhibe... les orchestres noirs, se sont... substituées les promenades au parc... de Cimiez, qui ont pour origine la... sympathie de tout le monde.

Les « nègres extraordinaires » des années 20

Il faut imaginer, dit-il, l'air... allumé, que Nice a été un lieu... d'activité jazzique privilégié dans... les Gay Twenties et, moindrement, mais... notablement par la suite, jusqu'à... la seconde guerre mondiale. De 1918... à 1929, durant les « années folles », le jazz a vécu dans... les boîtes envahies par les pianistes, les... rastes, les nobles. Le Jéroquet, à... Nice, ouvre le 8 décembre 1923. Ca... n'est qu'un début. Vont naître le... Pelican, le Savoy. Un certain... Comité Raynal présente en 1927... une Revue noire à l'hôtel Ruhl et... compose l'année d'après « The... »

« Théâtre ouvert » devient permanent

« Théâtre ouvert » annonce, sur... une note distribuée aux specta... teurs, que ses activités deviennent... permanentes à Paris et en... province. Pendant toute l'année, mais d'une manière... ponctuelle, des spectacles légers... s'inscrivent dans des villes... pendant une semaine ou deux. Une... proposition préalable permettra... d'organiser un « quatuor » avec... des auteurs de la région. Parallèlement, deux ou trois... séances de création seront offertes... à Paris à des metteurs en scène. Lucien Anton ne cherche pas à... créer une nouvelle salle de ce... qui se passe aujourd'hui à Avignon, dit-il, est le résultat d'un... travail continu de deux ou trois... ans avec des auteurs et des met... teurs en scène. Il est nécessaire... de développer la formule puis... qu'il est devenu indispensable... d'investir sur l'avenir.

Twist », qui précède « The Moochie », la danse que Swooze Hayman lance à l'hôtel Negresco. Le Ruhl, encore, prête gracieusement Gregor et ses Grégoriens à l'Eldo, organise avec Little, Jacky et ses Boys la fête de la Gourde de lait, fait entendre, comme l'écrivait un journal local pour le gala des Marguerites, Sam Wooding, ce Nègre extraordinaire, qui met un fol entrain dans l'assistance.

Les Nègres extraordinaires, à Nice, ont perdu leur étrangeté et le jazz son caractère de produit de luxe. Le festival avait dressé pour ces soirées compagariées, trois podiums, un grand nid, d'où pendait des fils fleuris de laupettes. On circulait entre quelques roulettes et quelques kiosques abrités sous leur dais de toile. On pouvait acheter andouillettes, chipolatos, pains entiers, pêches et saucisses, tranches de pastiches, crêpes à 3 francs. Les prospectus ne chaient pas l'intention de « célébrer le jazz traditionnel et classique ».

On aurait tort d'en faire grief à la ville dès l'instant où il existe des manifestations concurrentes qui ont plus d'éclatisme et dans la mesure aussi où la musique afro-américaine est assez riche d'expériences multiples pour qu'on en retienne, comme il est courant en d'autres domaines, un secteur privilégié. Sans nul doute, deux périodes contrastées multiplieraient l'intérêt du rendez-vous. George Wein pourrait y faire succéder le jazz d'outre-océan et le « soul music » et le « soul music », qu'il a pris l'habitude de mêler en ses week-ends américains. Wain, que nous avons rencontré à Venise, où il habitait durant le Festival, ou Boou des Nuits — cela ne s'invente pas mais, hélas, cela veut seulement dire la montagne des pénitents, — pourrait conduire en Europe, comme il l'a fait cette année aux États-Unis, des troupes différenciées.

« Il faudrait encore plus d'auditeurs, dit-il, mais je crains, en exprimant ce souhait, de laisser entendre, comme certaines disques d'agence l'ont insinué à l'occasion de Newport, que le jazz tel qu'on le présente à Antibes ou à Nice cette année ne peut pas se débrouiller seul. Il faut comprendre ce que reconnaît un organisateur et non pas seulement sa pensée. Par exemple à Nice, j'ai commis une erreur : en repoussant l'ouverture quotidienne à 19 heures, j'ai aboli les pique-niques de l'après-midi où venaient les enfants et de ce fait même, leurs parents ou leurs gardiens. A New-York, au début de juillet, quand une salle était quasiment pleine, avec Gillespie, avec Getz, avec Barbieri, avec Brubeck, pendant la grève des éboueurs, ce ne fut pas aussi parfait que les responsables auraient pu l'espérer mais c'était très bien quand même. Et il y eut beaucoup de concerts au Carnegie Hall et à l'Avery Fischer Hall, qui se déroulaient à bureaux fermés : ceux de Miles Davis, de Sarah Vaughan, de Monk et Jarrett, de Buddy Rich, de Bennie Carter, de Kenton et Herman, de Roland Kirk et Mac Coy Tyner et je m'étonne que l'on n'ait rien dit de l'affluence énorme, le 5 juillet, au Nassau Coliseum, six fois plus grand que le Carnegie Hall, où nous avons refusé du monde. Il reste que les week-ends du Black Art, hors de New-York, ont rassemblé des foules beaucoup plus grandes encore en juin : trente-trois mille personnes à Hampton, quatre mille à Oakland, soixante mille à Kansas City, soixante-quinze mille à Atlanta, en juillet, quatre-vingt-dix mille à Houston. Ne dites pas que je suis triste, je suis ou contraire très content.

Lucien Malson.

MODE

LES NOUVELLES COLLECTIONS

Un fiercé dans l'ordre : casaque, poncho, fichu

Trois sortes de vêtements ressortent pour l'hiver chez les couturiers, dont nous verrons assez vite les prolongements dans le via de tous les jours. Le casaque est partout, plus ou moins longue, à emmanchures souvent épauleuses et manches calan, ceinturée quand elle est droite ou vague, taillée en biais et décolletée pour le soir. Le poncho, la cape du huppelande, courent tous les modèles possibles, le plus écroulé sur des jupes-portefeuilles, le fichu, le châle ou la grande écharpe française s'enroulent pour sécher, réchauffer ou donner un mouvement précieux à des silhouettes souples.

Pour le jour, devient jupe-culotte pour la ville ou, parfois même, pyjama pour le soir. Ses robes à la cheville sobres ou riches, sont plus ou moins décolletées en casaque, en coulé ou en chemise. Quelques très beaux fourreaux lamés ou aux dessins d'arabesques brillants s'accompagnent de petites vestes bordées de plumes d'autruche reprenant les tons de l'imprimé. Du velours noir gansé d'or en petits tailleurs de soir, des robes « vamp » serrées à parfois brodées pour filles du port-de-plaisance.

PIERRE CARDIN reste fidèle à ses styles droits ou amples qu'il anime par des effets de manches, dignes d'un présidialisme, des manchettes, des ceintures ou non, paraissent vouloir s'envelopper par des effets d'alignement ou d'entourlois, en moiré, leu ou en tricot. Ses robes sont ornées de découpes cheuve-souris jusque sous la taille. C'est surtout joli dans les modèles habillés.

Avec les robes-chemises, tombent droit sans la moindre fente, les mannequins oscillent sur des talons hauts de 12 centimètres qui font se cambler le dos et esuchent une démarche très différente de la nonchalance actuelle.

JEAN-LOUIS SCHERRER elle le drapé au construit en couvrant presque tous ses modèles de plaids à franges. Et l'effet est curieux pour les ensembles à pantalons longs (ou sous le genou, pour le chassé) et sur les gros manteaux. Il apporte un côté douillet très féminin aux ensembles de ville et aux robes du soir, sans engorger pour autant le silhouette. Bien qu'en minorité, les robes noires ressortent, sobres et fluides, qu'elles soient en cachemire ou en mousseline de soie. SCHERRER les fait alterner avec des « robes-bijoux » noires ou blanches, brillantes, brodées ou pailletées en

contraste, à longues franges perlées. Ses coloris sont des beiges, des verts, du bourgogne ou encore le bleu violacé cher au peintre Yves Klein. Marc Bohan, chez CHRISTIAN DIOR, prévoit un hiver rigoureux avec d'énormes houppelandes à capuche taillées au carré et des parkas bordées de fourrure, de jour et de soir. Les coupes restent ultra-souples, avec beaucoup de vestes écroulées sur des jupes-portefeuilles plissées, qu'on retrouve aussi pour toutes sortes de robes. Car, sous ses manteaux et ses pelisses plus ou moins volumineux, les robes et les deux-pièces donnent une impression de légèreté tant par le choix des tissus que celui des couleurs. Comme plusieurs de ses confrères, Bohan s'essaye à nouveau au pantalon ; il est resserré dans une botte



(Groupe de MARCQ.) SCHERRER : Ensemble de jupe et de plaid... DIOR : Poncho à capuche en cachemire... CARDIN : Robe de soir en faille...

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70	IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,70
Offres d'emploi "Placarde encadrée" minimum 16 lignes de hauteur	38,00	44,37		EXCLUSIVITES	30,00
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03	L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	25,00	29,85
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89			

ANNONCES CLASSEES

emplois régionaux

directeurs d'agence
ROUEN RENNES
80 000 F +

Banque Privée de Dépôts
Notre banque, qui est la filiale d'un groupe financier très important, poursuit son expansion régionale et crée de nouvelles agences.
Vous venez au contact de nos clients, vous serez chargé de leur accueil et de leur conseil, vous serez responsable de leur fidélité et de leur satisfaction. Vous serez également chargé de leur conseil et de leur accompagnement dans les opérations de crédit et de placement.
Nous avons besoin de véritables professionnels à fort potentiel personnel qui pourront trouver dans notre groupe de réelles perspectives d'avenir.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 2109/14 (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75006 Paris (nombre de l'ANCIENNE)

Organisme Régional
recrute pr diriger son service réalisations et systèmes
INGENIEUR INFORMATICIEN
Profil demandé :
- 5 ans de pratique de l'analyse fonctionnelle, organique et programmation. Expérience d'une méthode d'analyse.
- Connaissances et pratique d'un système d'exploitation type UNIX 2.3.
- Expérience d'encadrement d'analyses et de programmeurs.
Candidature manuscrite, C.V. et présentons à M. le Directeur du C.E.R.T.L. 8, bd Clemenceau, 21033 Dijon Cedex.

emplois internationaux

Schlumberger
offre des situations vivantes bien rémunérées et comportant de nombreux avantages à des **INGENIEURS** débutants (ou presque), électriciens, électroniques ou mécaniciens, ils participeront à l'expansion des activités de recherche pétrolière en Europe, Afrique, Moyen et Extrême Orient. Une formation rémunérée, préparatoire à l'activité proposée, est assurée sur les lieux mêmes d'exploitation et, selon cas, le salaire débute entre 4.600 et 7.650 francs par mois. Outre un diplôme d'ingénieur, il est demandé aux candidats de posséder de bonnes notions d'Anglais. Envoyer C.V. + photo à S.T. Schlumberger, Personnel Dept., 42 rue Saint Dominique, 75007 Paris.

SOCIETE FRANCAISE recherche
INGENIEUR
savoir expérience traitement déchets solides, incinération, compostage, broyage, Bilingue français - anglais.
MISSIONS : 1) prendre en charge la réalisation d'un contrat au MOYEN-ORIENT ; 2) créer une équipe qui constituera l'ossature d'un département traitement de déchets solides ; 3) assurer la direction de ce nouveau département dont le C.A. annuel sera d'environ 20 millions de F. Le candidat adressera C.V. et photo à M. J. L. M., Concession Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra avec informations précises sur les affaires réalisées en France et à l'étranger sous sa responsabilité.
Importante Filature moderne coton et synthétique en Afrique du Nord proche grand centre touristique

JEUNE INGENIEUR DE FABRICATION
ENSAIT - ESFTE - ESITM - ITR
Une expérience de 3 à 5 ans en matière cotonnière et synthétique est indispensable.
Poste stable, bien rémunéré, indemnité de logement.
Adressez C.V. détaillé à **SELETEC**
Conseil en Recrutement
6709 Strasbourg Cedex, 3/réf. 612

SOCIETE en expansion, spécialisée dans la CONSTRUCTION MECANIQUE LOURDE région BOURGOGNE recherche
INGENIEURS DEBUTANTS
ou 2 à 3 ans d'expérience.
A.M. ou équivalent, ESSA appréciée, anglais souhaités.
Pour ses Départements :
- ETUDES (Référence RE) plans de fabrication de cuves et matériels connexes.
- GESTION (Référence RG 1) mise en place et suivi d'un système informatique d'ordonnancement.
- METHODES (Référence RM) suivi des investissements, création et amélioration d'outillages.
Adressez C.V. détaillé, photo et présentons en respectant la référence du poste à No 17267 CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION PERMANENTE (150 km de Paris)
demande, pour entrée en fonction prochaine **ANIMATEUR DE FORMATION**
- Spécialisé en gestion d'entreprise
- Expérience pédagogique de deux ans
- Formation niv. sup. et poss. technique
- Expérience en entreprises de deux ans
Envoyer C.V., photo, présentons au n° 7055, «Le Monde» Publicité, 5, rue des Italiens, 75127 Paris-9^e, q. 1^{er}.

SOCIETE ELF - ERAP
7, rue Nélaton - 75015 Paris
recherche pour son CENTRE DE RECHERCHES (REGION TOULOUSAINE)
UN INGENIEUR PHYSICIEN
GRANDE ECOLE (X - Mines - Centrale - Arts et Métiers...) ou DOCTEUR ES-SCIENCES.
Spécialité : Mécanique des fluides.
Sera chargé d'études et de recherches concernant des problèmes d'écoulement en milieu poreux liés à l'exploitation des gisements.
Bonne connaissance de l'anglais.
Aptitude à l'expatriation.
Ecrire sous référence No 16134 avec C.V. et photo, ELF-RE Département Développement Formation 75739 PARIS CEDEX 15.

Une société (CA 260 mill.) en pleine expansion, souhaite confier la direction de son service comptable qui comprend 12 pers. à un CHIEF comptable âgé de moins de 30 ans, possédant une formation du type DECS et ayant dirigé un service de comptabilité générale. Il sera spécialement chargé du bon fonctionnement de la comptabilité gér. Le poste est à pourvoir dans la région Nord.
Adr. C.V. et prêt. au n° 7042, «Le Monde» Publicité, 5, rue des Italiens, 75127 PARIS-9^e, qui tr.

CONDUCTEUR DE TRAVAIL
Expér., très sérieuse et références recherchées par ENTREPRISE BATIMENT et T.P. ayant son siège à TOULOUSE et ses activités dans le sud de la France.
Ecr. 3/réf. 232 à P. LICHOU SA 20, allée Jean-Jaures, 31000 TOULOUSE, qui transmettra.

JEUNE TECHNICIEN COMPTABLE
Niveau BTS, DUT ou similaire, 2 à 5 ans d'expérience.
Mission : tenue de la comptabilité générale (comptabilité clients, fournisseurs, paye, centralisation).
Il participera à la mise au point et au suivi du contrôle budgétaire et assurera la liaison avec le service IMA qui effectue le travail matériel de comptabilisation.
Poste d'avenir stable. Ordonnée garantie.
Adr. C.V. 106 à SELETEC, Conseil en Recrutement, 67009 STRASBOURG CEDEX, sous référence 587.

SOCIETE IMMOBILIERE recherche pour ROUEN
INGENIEUR
expérimenté pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.R.D. Diplôme exigé. Pratique longue anglaise.
Ad. candidat, avec C.V. manuscrit, à M. J. L. M., Concession Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

TOTAL
Dans le cadre de nos activités d'exploration et de production off-shore ou on-shore, nous proposons à des ingénieurs confirmés, les fonctions suivantes :

INGENIEUR CHEF du SERVICE MATERIEL (réf. No 75006)
Sa formation (Ecole d'ingénieur), ses compétences confirmées en particulier en électromécanique, son expérience professionnelle (5 ans au moins) en usine ou mieux sur chantier, lui permettront de prendre rapidement la responsabilité du suivi, du contrôle et de la gestion des matériels utilisés par le Groupe et ses filiales.

INGENIEUR CORROSION (réf. No 75007)
Sa formation (Ecole d'ingénieur), ses premiers travaux et si possible son expérience des chantiers, lui permettront de participer activement aux études, projets et réalisations du Groupe, en particulier dans l'exploration et la production off-shore, où il devra traiter les problèmes de corrosion et fatigue des structures métalliques.

LOGISTIC ENGINEER (réf. No 75008)
Issu d'une Grande Ecole, ayant déjà acquis une solide expérience industrielle (6 ans au moins) en particulier dans l'organisation et le soutien logistique, il devra animer l'équipe chargée de coordonner l'ensemble des moyens de transport (Terra - Mer - Air) nécessaires aux divers chantiers du Groupe.
Toutes ces fonctions nécessitent une pratique courante (écrite et parlée) de la langue anglaise.
Le lieu de travail est Paris, mais des missions à l'étranger sont à envisager.
Si ces perspectives vous intéressent, écrivez-nous rapidement à Département Gestion du Personnel - R-M 5, rue Michel Ange 75731 PARIS CEDEX 16.

Compagnie Française des Pétroles
Importante Société d'Electronique implantée mondialement recherche pour sa Filiale Française **UNE COLLABORATRICE**
DE PREMIER ORDRE
POUR SON DIRECTEUR GENERAL
La candidate devra :
- avoir au moins 30 ans
- être libre de toutes charges familiales
- avoir une connaissance parfaite de l'Anglais
- être une excellente sténo dans les 2 langues
- avoir le sens des responsabilités et de l'autorité
- posséder son permis de conduire
Larges possibilités d'évolution.
Position Cadre
Salaire en fonction.
Adressez C.V. détaillé avec photo et prêt. sous pli confidentiel à Mme COETMEUR PLESSEY FRANCE 16, 20 rue Pétrarque, 75016 Paris.
(Les candidatures retenues seront convoquées pour un premier entretien à partir du 1^{er} Septembre. C.V. non retenus, retournés.)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MATÉRIEL DE TRANSPORT
recherche **UN CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF - cadre**
Formation administrative supérieure : Ecole de Commerce. Bonne connaissance de l'exportation et des transports. Expérience réelle en gestion des commandes, établissement de devis, offre, suivi et contrôle après-vente...
Anglais courant exigé. Autres langues appréciées. Poste sédentaire à 90 %. Lieu de travail Sud région parisienne.
Rémunération en fonction de l'expérience.
Envoyer curriculum vitae détaillé et présentons ainsi que date possible de convocation, n° 17267, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL
Lieu de travail Paris Centre
recherche **analyste programmeur**
ayant bonne connaissance Assembleur DOS 360 et langage Cobol
programmeur débutant
connaissance Assembleur DOS 360 (I.U.T. ou école de programmation)
Ils participeront à l'implantation et au développement d'un système de catalogue dans le cadre de l'Automatisation d'une Bibliothèque de lecture publique d'une petite équipe d'informaticiens ayant un centre de calcul provisoirement extérieur.
Envoyer lettre de candidature, CV et photo à J.N. TRINH 14, rue de Longchamp 92200 NEUILLY sur SEINE

AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE IART
offrent à **JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** (libérés des obligations militaires) **ESC, Sciences Eco., licenciés en droit, Sciences Po.**
des postes de **inspecteurs du cadre**
INCENDIE, ACCIDENTS, RISQUES DIVERS (non rémunérés à la commission)
Ces postes requièrent :
- dynamisme et technique,
- goût pour les contacts et la vie active,
- aptitude à la négociation.
Les candidats sont recrutés avec le statut de **CADRES** et recevront une **FORMATION** rémunérée à Paris.
Adressez CV détaillé manuscrit avec prêt. et photo au Département Recrutement de l'Emploi, ASSURANCES GENERALES DE FRANCE, 33, rue Lafayette, 75009 Paris.

SPÉCIALISTE FINANCEMENT GRANDE EXPORTATION
PARIS 55.000 F +/an
Une importante Banque privée, dont les opérations à l'étranger progressent rapidement, crée un nouveau poste dans son Service des Engagements. La structure est légère, l'équipe est jeune et dynamique. Le spécialiste recruté aura une large autonomie pour réaliser des montages de crédits complexes avec les responsables commerciaux qu'il accompagnera dans leurs démarches.
Pour être candidat à ces fonctions de jeune Cadre, il faut être un bon technicien des crédits : solides et des crédits acheteurs, avoir 3 ou 4 ans d'expérience dans ces spécialités et le niveau B.P.E. Notions d'anglais souhaitées. L'expérience prévue offre des perspectives d'avenir.
céle CEGOS examinera rapidement avec la Banque les dossiers de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé) à adresser à :
M. ROUSSEAU, SILE-CRÉOS, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes, sous référence 6.018.

MANUFACTURIERS MANOVIER BANQUE NORDME
recherche **CHARGÉ D'ÉTUDES**
pour le service Crédits de sa Division Internationale.
Le candidat retenu, diplômé Sciences Eco. ou équivalent aura de préférence une expérience bancaire d'un an ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais.
Adressez C.V. détaillé à J. CHANARD Direction du Personnel 20, rue de la Ville l'Évêque, 75008 PARIS

مركز العمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE RELANCE

Libres opinions

UNE LEÇON DE MODESTIE

par PIERRE CHENUT (*)

JEAN-PIERRE FOURCADE peut être content. Il est maintenant un vrai ministre des finances, car lui aussi perd - tous ses paris - la meute est déchaînée qui crie haro au ministre : elle comprend, pélo-méla, l'opposition politique et syndicale, le G.N.P.F., l'éternel Gérard Nicoud et naturellement journalistes et « experts ».

On reprend les déclarations de M. Fourcade en juin 1974 et on les compare aux résultats. Et comme cela ne coïncide pas, on dénonce les « erreurs » du ministre.

Certes, on ne peut faire strictement que lui attribuer un bon point pour les résultats du commerce extérieur, tout en soulignant que le rétablissement reste bien fragile. Mais pour le reste, c'est naturellement le volé de bois vert : les résultats en matière de prix sont très insuffisants mais surtout l'activité économique est beaucoup moins forte que prévu.

Tout ceci, globalement, est vrai. Mais si l'optimisme officiel est très certainement excessif (peut-il en être autrement quand de tout côté on annonce des catastrophes pour affoler l'opinion publique), il n'en reste pas moins que des résultats non négligeables ont été obtenus.

Le rétablissement du commerce extérieur et la hausse du franc (+ 15 % en un an) sont des phénomènes indiscutables. Il y a en un, surtout, le plupart des experts considéraient ces objectifs comme non réalisables et déraisonnables. Quant à la hausse des prix, elle est naturellement trop forte mais il serait méhonnête de nier qu'elle est sensiblement ralentie. Bien sûr, M. Fourcade espérait un taux mensuel de l'ordre de 0,5 ou 0,8 %. Nous sommes à 0,7 %. Ce n'est pas le John de l'objectif et, surtout, c'est deux fois moins rapide que l'an dernier à pareille époque.

Il reste bien sûr l'essentiel : la production et l'emploi. Oui, c'est vrai, le reprise tant attendue n'est pas au rendez-vous du printemps. Un peu des 4 % d'expansion prévus, nous aurons beaucoup de mal à attendre, pour l'ensemble de l'année, un taux positif. C'est un résultat décevant et douloureusement ressenti par tous ceux qui ont perdu leur emploi ou qui en recherchent un. Et le fait que nos partenaires étrangers n'aient pas fait mieux est une triste consolation. C'est cependant une première explication. Il n'est pas douteux que le plan Fourcade tablait sur une reprise économique, au printemps, aux États-Unis et en Allemagne. Or celle-ci n'a pas eu lieu. On note simplement maintenant quelques signes d'amélioration aux États-Unis, mais pratiquement rien en Allemagne.

Ainsi, le ministre s'est trompé. Mais qui ne s'est pas trompé ? Et peut-on réellement lui en vouloir pour une « erreur » qui, très rassemblement, n'aure été que de quelques mois.

En fait, les événements de cette année devraient surtout être une leçon de modestie pour tout le monde et l'occasion de remettre en question quelques idées un peu déraisonnables.

La vérité est que nous maîtrisons beaucoup moins que nous le croyons les mécanismes économiques.

Ainsi, on écrit toujours « rétrograder », une économie, casser le surcroît, mais on écrit moins bien ensuite la relance et surtout on ne rend compte qu'une dépression n'a pas, sur les prix, les effets inévitablement accompagnés. C'est surtout ce dernier point qui est important, car c'est souvent à cause d'une persistance excessive de la hausse des prix que les gouvernements hésitent à prendre assez vite les mesures de relance nécessaires. On estime en effet, dans le schéma classique, qu'un climat de marasme devrait automatiquement venir sur les prix. Moindre demande, baisse des matières premières, ventes déclinées en sordide auraient dû se conjuguer pour assécher l'inflation. Les exemples en Angleterre et en Italie montrent tout le contraire que les salariés ne renoncent en rien à leurs revendications, lors qu'en France et en Allemagne, surtout, ils ont su se montrer plus raisonnables.

Quant à la baisse des matières premières et de l'énergie, elle est inévitablement répétée dans les prix sans intervention éditoriale des pouvoirs publics. Enfin, phénomène nouveau, valable parfois dans l'industrie mais plus généralement dans la distribution et les services, les entrepreneurs cherchent leur salut dans une hausse des prix. Au lieu de chercher à baisser ceux-ci pour vendre plus, ils se contentent d'espérer gagner plus, même s'ils vendent moins.

C'est l'attitude anti-économique et, à la limite, suicidaire pour eux-mêmes qu'ont adoptée les constructeurs automobiles et le plupart des prestataires de services (nous pensons en particulier aux restaurateurs). On aurait aimé que dans ces domaines M. Fourcade intervienne plus énergiquement et sanctionne sans faiblesse ces attitudes scandaleuses.

Le comportement de certains agents économiques est néanmoins intéressant pour l'avenir. S'il apparaît, en effet, que la dépression n'est pas inévitablement un facteur de baisse des prix, pourquoi la reprise devrait-elle systématiquement accélérer l'inflation ?

Beaucoup d'hommes sont sans emploi : l'appareil productif ne tourne souvent qu'à 70 % de ses capacités. Les risques de surchauffe de ce côté-là sont inexistants pour plusieurs mois. Si, de surcroît, un effort supplémentaire d'investissements était rapidement accompli par les industriels, le risque pourrait être écarté pour plus longtemps encore.

Il reste, bien sûr, d'autres menaces inflationnistes. Les unes sont sociales et psychologiques. Les autres relèvent de la conjoncture extérieure. Socialement, il est évident que les revendications ont été freinées depuis un an par le crainte et la réalité du chômage. Un climat meilleur pourrait rendre les syndicats plus agressifs. Mais il ne faut pas trop s'illusionner : le problème de l'emploi n'est pas près d'être réglé, même en cas de reprise. Beaucoup d'entreprises conservent aujourd'hui un personnel excédentaire et pourraient produire beaucoup plus, donc moins cher, sans embauche nouvelle. De plus, beaucoup d'investissements récents ont surtout visé à une meilleure productivité. Il existe donc une bonne marge avant que le marché de l'emploi soit saturé.

Par contre, le climat psychologique pousse très vite à la hausse des prix, suivant une habitude bien française. Si le demande est à nouveau forte, producteurs et distributeurs chercheront à en tirer parti de façon excessive. C'est un domaine dans lequel on ne peut pas faire confiance aux Français, et, à notre sens, le principale erreur de M. J.-P. Fourcade ces derniers mois a été de ne pas avoir été assez sévère dans la voie désagréable du contrôle. Pourquoi ne pas avoir bloqué les prix des principaux produits à l'automne dernier, au moment où le renversement de tendance sur les marchés de matières premières rendait la chose économiquement justifiée ?

Aussi nous pensons qu'une relance devrait s'accompagner de mesures de contrainte assez sévères en matière de prix. La liberté en la matière est un luxe qui n'est pas réservé aux Français.

Reste enfin le grand risque, le plus sévère, celui d'une surchauffe haussière sur le pétrole et les matières premières. Aujourd'hui les menaces des producteurs de pétrole ne sont guère sérieuses, car le marché est manifestement vendeur. Il n'est de même pour les matières premières. Mais il est plus que probable qu'une reprise de l'économie occidentale renverserait assez vite la tendance.

C'est pourquoi il faut souhaiter que les efforts français pour réunir consommateurs et producteurs et pour mettre au point un système monétaire moins bancal trouvent enfin un écho favorable partout.

(*) Membre du comité directeur des clubs Perspectives et Réalités.

Les grandes lignes du projet

(Suite de la première page.)

Les industriels de ces secteurs envisagent une baisse de leur production, alors que la situation de l'automobile demeure mauvaise et que les investisseurs industriels subissent un fléchissement sans précédent depuis la guerre. L'augmentation du chômage ne fait que refléter cette évolution, dont l'INSEE pense maintenant qu'elle peut s'aggraver encore : le dernier pronostic fait état d'une baisse continue de la production. Il est donc logique qu'après les syndicats et le C.N.P.F., M. Peltan ait demandé à M. Fourcade la mise en œuvre rapide de mesures de redressement, notamment un aménagement des taux de la T.V.A. dans les secteurs les plus touchés ; une aide à la construction des logements les plus coûteux ; l'accélération des commandes de l'État et des entreprises nationales ; des encouragements aux sociétés de commerce international pour favoriser les exportations des moyennes entreprises ;

enfin, diverses mesures fiscales pour encourager les investissements des entreprises, spécialement ceux des petites firmes qui manquent souvent de fonds propres.

Que retiendra le gouvernement de ce catalogue ? On ne le saura de façon précise que dans cinq semaines, le président de la République voulant réserver l'effet de surprise pour la période de la rentrée sociale. Le conseil des ministres de ce mardi devait, après un bilan de la situation, entériner les grandes orientations du plan de relance de M. Giscard d'Estaing, que nous avons analysées récemment : gonflement d'un certain nombre d'investissements publics, aide fiscale aux entreprises des entreprises, mesures spécifiques de stimulation de la consommation (préstations accordées aux personnes âgées et aux familles, assouplissement du crédit à la consommation, allègement temporaire de l'impôt sur le revenu).

La hausse des prix demeure supérieure de moitié à l'objectif que s'était fixé M. Fourcade - peut inciter le gouvernement à agir prudemment. Mais la détérioration de la situation et l'inquiétude grandissante de chefs d'entreprise l'engageant logiquement à faire preuve de hardiesse. Entre ces deux voies possibles, c'est - comme à l'accoutumée - M. Giscard d'Estaing qui choisira, aussi bien en ce qui concerne l'ampleur du plan que sa répartition entre l'aide à l'investissement et le soutien à la consommation.

G. M.

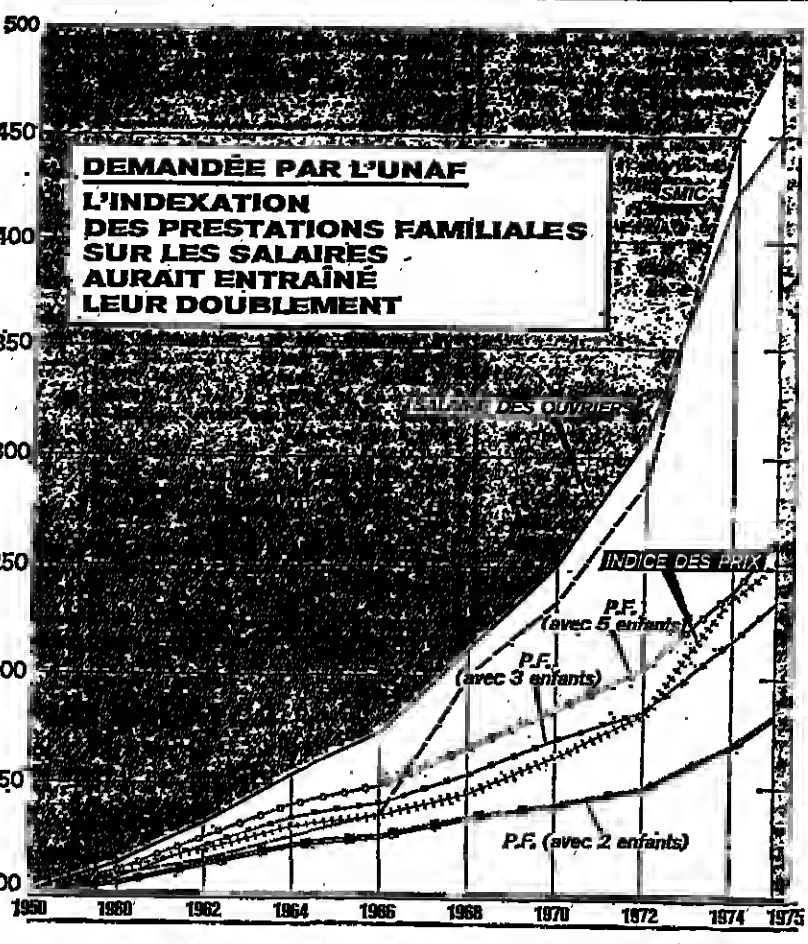
LES EUROPÉENS CONTINUENT À ÉPARGNER. - Le dernier bulletin de l'Association des caisses d'épargne de la C.E.E. note que l'accroissement des dépôts a été élevé, en mai, à 1,6 milliard d'unités de compte européennes, contre 2,7 milliards en avril et 2 milliard un an plus tôt. (A.F.P.)

A la veille de l'augmentation de 6,8 %, au 1^{er} août, des allocations familiales, syndicats et organisations familiales ont protesté contre les retards qui empêchent l'application de la loi. Trois séries de critiques ont été émises, notamment par la C.G.T. et l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

L'augmentation de 6,8 % à laquelle s'ajoute celle de 7 % accordée en avril dernier est fondée sur la hausse des prix entre mars 1974 et mars 1975 ; or, la majoration de 6,8 % appliquée au 1^{er} août sera payée aux familles qu'en septembre. Et, entre mars et septembre, estime l'UNAF, les prix auront encore augmenté de 5 %.

Une deuxième critique porte sur la limitation de cette majoration à quelques allocations familiales alors que le salaire unique est bloqué depuis huit ans. En conséquence, le montant des prestations pour une famille salariée ayant deux enfants à charge et bénéficiaire du salaire unique s'élèvera à 236,86 F par mois, au lieu de 217,86 F, soit une majoration de 8,4 % seulement.

Troisième critique : le retard considérable que prennent les prestations sur les salaires. Comme



Le graphique ci-dessus, une indexation sur les salaires, le décalage ne cesse de s'accroître entre les deux. Si l'UNAF et les syndicats obtenaient - hypothèse d'école, bien sûr - le retour à l'indexation des prestations familiales sur les salaires, c'est un doublement des prestations qui interviendrait. A défaut d'une telle décision, un effort ne pourrait pas être fait pour les familles les plus démunies ?

M. EDOUARD LECLERC REÇU PENDANT TROIS QUARTS D'HEURE PAR M. GISCARD D'ESTAING.

La lutte contre la hausse des prix a été au centre de la conversation de trois quarts d'heure que M. Valéry Giscard d'Estaing a eue avec M. Edouard Leclerc, fondateur et animateur des centres qui portent son nom. Plus précisément les problèmes que posent l'octroi des permis de construire de nouveaux magasins et la commercialisation des textiles ont été abordés.

A sa sortie de l'Élysée, M. Leclerc a déclaré que cette audience avait eu lieu à la demande du président de la République qui « s'intéresse à tous les efforts qui sont faits pour améliorer la vie des Français », et qu'elle constituait pour lui un « signe d'encouragement » à l'action des centres Leclerc.

ÉNERGIE LE DIALOGUE AVEC LES ÉTATS PÉTROLIERS POURRAIT PRENDRE AU DÉBUT D'OCTOBRE

Les dix-huit membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), réunis lundi à Paris en conseil exécutif, ont estimé que le dialogue avec les pays producteurs de pétrole pourrait avoir lieu au début du mois d'octobre. La phase des contacts bilatéraux, entreprise après l'échec de la réunion préparatoire de Paris en avril, entre les pays industrialisés et le tiers-monde serait presque terminée, et « la note serait libre pour composer une nouvelle réunion préparatoire au début du mois d'octobre ».

Deux décisions de principe ont été prises à Paris : 1) La date limite de ratification de l'accord portant création de l'A.I.E. a été repoussée à la fin de l'année, six ou sept pays n'ayant pas le temps matériel d'y procéder avant cette date ; 2) Un accord de principe a été atteint sur l'accroissement de soixante-dix jours des stocks de pétrole des pays membres. Une décision formelle en ce sens devrait être prise le 17 septembre, lors de la prochaine réunion du conseil exécutif de l'A.I.E. Le but de ces mesures est de créer d'ici à 1980 des réserves de pétrole de quatre-vingt-dix jours, pour faire face à l'éventualité d'un nouvel embargo.

LA BAISSÉ DU PRIX DU PÉTROLE NIGÉRIEN, dénoncée publiquement par l'Algérie (le Monde daté 6-7 juillet 1975), serait de 30 à 50 cents par baril.

AGRICULTURE

LES COMITÉS D'ACTION VITICOLE ONT FIXÉ LES MODALITÉS DE LA MANIFESTATION DU 31 JUILLET

Les comités d'action viticole de 14 départements méridionaux s'étaient réunis, dans la soirée du lundi 29 juillet, pour fixer les modalités de la journée d'action des vignerons jeudi 31 juillet. Dans la plupart des cas, les comités ont été très actifs pour donner plus d'impact aux diverses opérations, grâce à l'effet de surprise. On peut penser toutefois que la manifestation du 31 juillet au 1^{er} août sera « chaude ».

Dans le Gard, les responsables du comité d'action ont invité les vignerons à se réunir, à partir de 18 h 30, à Quissac, Arzonnes, Beaumais et Bagols-sur-Cèze. Le président du comité, M. Carle, a indiqué : « Il n'est pas dans nos intentions de gêner les touristes. L'association des vignerons de l'Aude craint, de son côté, que cette journée d'action ne soit marquée par des troubles graves ».

Après le soutien de la Fédération nationale des exploitants agricoles (F.N.E.A.), les vignerons ont reçu celui des chambres d'agriculture (A.P.C.A.), dont le comité permanent réuni mardi 29 juillet, a regretté l'ajournement de la réforme du règlement viticole européen et a demandé le blocage des importations de vin. En outre, l'A.P.C.A. souhaite que, si le 9 septembre prochain les Neuf n'aboutissent pas une nouvelle fois à reformer le règlement vin, le gouvernement français prenne toutes les mesures nécessaires pour équilibrer l'offre et la demande.

L'Humanité du mardi 29 indique que les dirigeants des quatre fédérations du parti communiste de l'Hérault, de l'Aude, du Gard et des Pyrénées-Orientales, qui se sont réunis mardi à Sète, ont apporté leur soutien aux vignerons en lutte, estimant que toute la population est concernée par l'aggravation de la situation dans la viticulture méridionale.

PEPSICO International annonce la formation en Afrique de nouvelles concessions pour mises en bouteilles.

Des concessions de grand avenir, pour la mise en bouteilles de Pepsi-Cola, sont actuellement offertes aux investisseurs locaux dans plusieurs pays d'Afrique. PepsiCo International annonce également l'expansion de ses opérations de marketing pour desservir ces concessions.

Dans 131 pays, des experts en marketing apportent leur aide aux usines de mise en bouteilles de Pepsi-Cola afin d'assurer que ces concessions bénéficient des meilleures méthodes pour obtenir les meilleurs résultats.

Pour épauler les nouvelles concessions, PepsiCo a ouvert en Afrique deux nouveaux bureaux régionaux et a agrandi un troisième. Un nouveau siège social, chargé de presque tout l'ensemble du continent africain, a été ouvert à Nairobi, Kenya, et un nouveau bureau régional pour l'Afrique Occidentale s'est ouvert à Lagos, au Niger. Le bureau régional pour l'Afrique Orientale, également situé à Nairobi, a été agrandi.

Les bureaux de Pepsi en Afrique disposent à l'heure actuelle d'un personnel technique ayant l'expérience du marketing et qui parle couramment le français, l'allemand, le portugais, le hollandais, l'espagnol, l'anglais, de même qu'un grand nombre de langues africaines. Le but de ces bureaux est de travailler de concert avec les usines de mise en bouteilles uniquement destinées aux boissons non alcoolisées ou avec des brasseries qui désirent également mettre en bouteilles et distribuer des boissons non alcoolisées de qualité.

Veuillez adresser toutes demandes de renseignements concernant ces concessions à :
M. Sam Desch
Area Vice-President
PepsiCo International
P.O. Box 49221
Nairobi, Kenya

Téléphone: Nairobi 23677
Adresse télégraphique: PEPSAFRICA
Télex: 22052



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

INDUSTRIE

POUR SAUVER SA FILATURE

Un canton vide ses bas de laine

La Société d'exploitation des textiles (SET) de Neufzille (Ardennes) a repris sa production de laine cardée lundi 28 juillet, plus d'un mois après l'arrêt total de ses activités. Le dépôt de bilan des Industries textiles de Neufzille (I.T.N.) le 21 janvier, après la découverte d'un passif de 8 millions de francs, avait entraîné la constitution d'une société de gestion (la SET) dont le capital appartient au personnel de l'usine et à de nombreux habitants du canton.

Neufzille. — « Dieu pouvait. » Ces deux mots opposés au fronton de la connerie de Neufzille, à l'entrée du village, sont comme un clin d'œil au visiteur. A quelques centaines de mètres de là, l'usine textile et ses cent quarante-six employés connaissent depuis vingt-neuf ans une sorte de « dieu » local : l'ancien patron de cinquante-trois ans, Emile Lepoutre, descendant de la célèbre famille du Nord, venu conquérir la seule industrie de tout le sud des Ardennes aux cours du type Roubais 1890, les Industries textiles de Neufzille (I.T.N.).

Dans cette firme perdue au milieu des champs de blé et des exploitations agricoles, M. Lepoutre maintenait les vertus familiales : « On était gâté chaque année avec nos étrennes et des allocations familiales comme nulle part ailleurs », explique une ouvrière. « Les salaires des tisseurs étaient les

milleux du département ; mais l'ouvrier n'avait jamais rien à dire, ajoute cette femme de quarante ans. On était comme des enfants qui avaient peur de se faire gronder. » « Fatigués par le patron pour autant, met en garde un tisseur, c'était un homme bien ! »

Aujourd'hui tout cela appartient au passé. Les anciennes I.T.N. ont laissé place à la nouvelle Société d'exploitation des textiles (SET). Une société pas comme les autres : les cadres y occupent les fauteuils du directeur, les élus et des personnalités locales animent le conseil de surveillance. C'est que 56 % du capital de la nouvelle firme sont aux mains du personnel, et 44 % possédés par la population du canton de Juniville : agriculteurs, commerçants, cadres, ouvriers, curé et maires compris, ont participé à la création de l'entreprise. Le choix était clair : aider Neufzille ou laisser mourir le canton.

Un « trou » de 8 millions

(F.D.E.S.), et le sous-préfet négocier avec l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (A.G.S.) à propos du report d'un remboursement à l'ASSEDIC. Le conseil général doit, de son côté, donner sa garantie — refusée par les banques — pour un emprunt de 700 000 F. A Neufzille, on n'est pas vraiment convaincu que les ouvriers désirent s'émanciper aux chiffres de la SET. Pour le C.F.D.T. de Charleville — aucun syndicat n'est implanté dans l'usine, — il paraît « dangereux de demander aux ouvriers de renouer le capital, alors qu'ils ne participent pas à la gestion des affaires ».

Une fois mis en place le comité d'entreprise et les délégués du personnel — ces deux instances n'évalent jamais vu le jour en vingt-neuf ans ! — le débat sur la coopérative reprendra autrement. Mais aujourd'hui il faut d'abord faire revivre l'usine. Commencée le 28 juillet, la mise en route progressive devrait permettre l'embauche de cinquante-quatre personnes. Les grilles de salaires et les conventions collectives du textile leur seront appliquées. Et au début de 1976, si l'activité de la laine peignée s'améliore, le personnel restant, actuellement indemnité à 90 % de son salaire, devrait réintégrer l'usine. En attendant, le nombre des salariés répondra strictement aux — faibles — besoins de production, ce qui évite la hausse de chômage technique.

Le nouveau directeur dispose d'un carnet de commandes bien garni jusqu'en octobre. Au-delà, la crise du textile fait planer des menaces. Les nouveaux actionnaires ont trois mois pour gagner leur bataille, en dépit de l'hospitalité évidente des industries textiles. Ils peuvent aussi bien, d'ici là, perdre leur argent et leur emploi. — U. G.

Dans une question écrite au ministre de l'Agriculture

UN DÉPUTÉ COMMUNISTE DÉCRIT L'« EXPLOITATION INTOLÉRABLE » DES APPRENTIS LADS

M. Daniel Le Meur, député communiste de l'Aisne, a adressé au ministre de l'Agriculture une question écrite sur les conditions de fonctionnement des centres de formation des lads et jockeys, en particulier celui de Chantilly (Oise). « Au moins dans ce centre, écrit-il, l'horaire normal d'un lade de quatorze ans est le suivant : lever à 4 h. 30, petit déjeuner de 5 heures à 5 h. 15, début du travail à l'écurie à 5 h. 30, cessation du travail en l'écurie à 11 h. 30, en pratique souvent après midi, déjeuner à 12 h. 30, puis cours scolaires de 14 h. 30 à 18 heures et ce du lundi à l'aide au samedi midi. Pendant les vacances scolaires (les congés proprement dits ne durant qu'une semaine) les cours sont remplacés par un nouveau travail à l'écurie de 17 heures à 19 heures et ce pendant trois jours consécutifs, le congé du samedi et du dimanche n'étant ni prévu ni accordé qu'une fois sur deux. » Des enfants de quatorze et quinze ans, précise M. Le Meur, sont ainsi astreints à un horaire

A L'ÉTRANGER

L'excédent commercial américain a atteint 1,7 milliard de dollars en juin

Washington (A.F.P.). — La balance commerciale des États-Unis a été excédentaire en juin de 1,74 milliard de dollars grâce à la diminution des importations, de pétrole notamment (— 26 % par rapport à juin 1974).

Pour le premier semestre, l'excédent a atteint ainsi 5,4 milliards de dollars, contre un déficit de 2,4 milliards au premier semestre 1974. Cette amélioration spectaculaire a surpris la plupart des experts officiels.

D'autre part, les consommateurs américains semblent avoir repris confiance et manifestent l'intention d'accroître leurs achats au cours des prochains mois, indique une enquête publiée par le *Conference Board*. L'indice de confiance des consommateurs, calculé par cet organisme privé de recherche économique, est passé en juin à 68 (base 100 en 1969), contre 62,5 en avril et 40 en décembre.

Toutefois, les Américains continuent à placer leur argent à un rythme quasi-record dans les institutions d'épargne. Les dépôts dans de telles institutions en juin ont atteint 3,1 milliards de dollars, record pour un mois de juin, mais qui reste cependant inférieur aux 3,7 milliards enregistrés en mai.

Enfin, le déficit du budget fédéral américain a été de 44,2 milliards de dollars pour l'année budgétaire se terminant le 30 juin dernier, a déclaré lundi le directeur du budget, contre seulement 3,5 milliards l'année précédente.

LES ÉTATS-UNIS ACCORDENT LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE A LA ROUMANIE

Washington (A. F. P.). — Le Congrès des États-Unis a approuvé l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à la Roumanie. Un vote en ce sens à une très forte majorité (355 voix contre 41) est intervenu, lundi 28 juillet, à la chambre des représentants. Le Sénat avait déjà donné son approbation (88 voix contre 2) vendredi.

La Roumanie devient ainsi le premier pays communiste à bénéficier aux États-Unis de la clause, depuis l'adoption de la loi commerciale 1974, lant l'octroi de cette clause à une libération politique d'émigration du pays bénéficiaire. Le cas de la Roumanie, estiment les observateurs, pourrait servir de « test » pour l'adoption d'une clause similaire en faveur de l'Union soviétique.

IDEAL-STANDARD-FRANCE DÉPOSE SON BILAN Filiale d'American Standard Inc., la firme française, spécialisée dans les appareils de chauffage et la matière sanitaire, vient d'annoncer la nomination d'un administrateur provisoire à la suite d'importantes pertes subies en 1974 et en 1975.

RETRAITES

REVALORISATION DE 9,6 %

Les pensions et rentes de vieillesse servies par le régime général de sécurité sociale, qui sont maintenant revalorisées au début et en milieu d'année, ont été augmentées de 9,6 % le 1^{er} juillet. Un arrêté du 4 juillet 1975, paru au *Journal officiel* le 19 juillet, a fixé à 1,394 le coefficient de revalorisation applicable à ce moment. Compte tenu de la revalorisation intervenue au 1^{er} janvier 1975 (5,2 %), les retraités bénéficieront en 1975 d'une augmentation globale de leur retraite de 16,50 %.

Une nouvelle revalorisation de 8,3 % interviendra le 1^{er} janvier prochain.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA - EL JADIDA

Bureau des marchés

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL OUVERT N° 63/75

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala lance un concours ouvert international pour la fourniture, l'acheminement sur le lieu des travaux et la mise en service de tout le matériel mobile du réseau d'irrigation par aspersion du secteur Z 1 représentant une superficie de 4.500 ha, dans le casier de Zemmarra situé dans le périmètre Bas-Service des Doukkala.

Les demandes d'admission au concours, établies dans la forme prescrite, devront parvenir à M. le Directeur de l'O.R.M.V.A.D., B.P. 58 à El Jadida, avant le 29 août 1975, à 12 heures.

Renseignements :

à l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala, B.P. 58 - El Jadida.

(PUBLICITE)

ROYAUME DU MAROC OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA - EL JADIDA

Bureau des marchés

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 62/75

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala à El Jadida recevra jusqu'au 29 AOUT 1975 à 12 h., les offres de prix en vue de la fourniture et pose de matériel électromécanique de la station de pompage du secteur Z 1 4.500 ha, destiné à être irrigué par aspersion dans la deuxième branche d'irrigation des Doukkala.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 40.000 DH (quarante mille dirhams).

Le cahier des charges est à retirer à l'O.R.M.V.A.D. (bureau des marchés) contre un chèque barré de 300 DH (trois cents dirhams), libellé au nom de M. l'Agent Comptable de l'O.R.M.V.A.D.

Le pli accompagné des références techniques et administratives devra parvenir au siège de la direction de l'O.R.M.V.A.D., charfi El Jamia à EL JADIDA avant le 29 AOUT 1975 à 12 heures.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 jours	5 1/2	6 1/2	3 1/4
1 mois	6 1/2	7	3 3/4
3 mois	7 1/2	8 1/2	4 1/2

« JEUNES SANS FRONTIÈRES »

association fondée en 1967, offre maintenant les services d'une agence de voyages agréée. Quinze mille adhérents qui sont partis de ce four-à-tout ont pu constater qu'il n'y a pas de frontières à un tourisme jeune, d'un tourisme authentique. Organiser des voyages, c'est le moyen de faire les agences spécialisées, mais leur donner une âme, ce n'est certes pas à la portée de tous. Quelques exemples de voyages disponibles :

TUNISIE : KALBIA — 15 jours — à la Masmoune, réservé aux jeunes de 18 à 35 ans. Hébergement en pension complète. Animation comprise. Visa de Paris (transfert compris) : 1.200 F. Départ possible de LYON, NANTES, TOULOUSE, BORDAUX, MONTPELLIER.

TURQUIE : Transport aérien pour ISTANBUL. Visa obtenu à Paris. Prix : 850 F.

Séjour à ISTANBUL (dans les îles des Princes). Prix, une semaine en pension complète : 1.200 F. La semaine supplémentaire : 310 F.

3 programmes de circuits :

1) Circuit croisière sur la mer Egée. Découverte de la côte égyptienne de la Turquie en 10 jours. Prix : 2.100 F. Paris/Paris. Pension complète.

2) Circuit Anatolie de l'Est. Prix : 2.500 F. Paris/Paris. Pension complète.

EGYPTE : Transport aérien (circuit découverte de l'EGYPTE et séjour au LIBAN). Circuit de 2 semaines. Hébergement en pension complète. Toutes visites comprises : 2.100 F. Du 1^{er} juin au 24 septembre.



Rive Droite, 7, rue de la Banque, PARIS (7^e). Tél. : 261-53-21.
Rive G., 5, rue Monsieur-le-Prince, PARIS (6^e). Tél. : 252-55-35.

JEUNES SANS FRONTIÈRES

UC 0804

(Avis financiers des sociétés)

gimat

emprunt **11,10%**
163 millions de francs
juillet 1975

11,08%

Dureté : 15 ans

Gimat est le service de l'emprunt qui garantit l'opérationnel et permet de bénéficier sans aucune restriction de la prime de remboursement de la GIMAT dans le cadre de leur contrat respectif.

Nominal des obligations : 1 000 F
Prix d'émission : 1 000 F par obligation
Intérêt : 11,10 % net
FMI par obligation
Taux de rendement effectif brut : 11,08 %

Amortissement obligatoire à partir de 2007 1980 et soit par rachats en Bourse et soit par remboursement au pair.

Amortissement anticipé et possible par rachats en Bourse. La GIMAT s'engage à effectuer un remboursement anticipé de 10 % du montant nominal de la GIMAT dès que la cotation de ces obligations sera donnée dans le cadre de la souscription.

Régulé par le décret n° 75-282 du 24-4-75

DMC

LE GROUPE DOLLFUS-MIEG AU SEUIL D'UNE NOUVELLE ÉTAPE DE DÉVELOPPEMENT

Le développement considérable du GROUPE DOLLFUS-MIEG au cours des dernières années — le chiffre d'affaires, actuellement de 2 152 millions de francs, a été multiplié par 10 en dix ans — a conduit, à lui seul, une restructuration partielle de l'industrie textile française.

Afin de poursuivre son expansion et la rénovation de ce secteur, le GROUPE DOLLFUS-MIEG émet

un emprunt obligataire de 100 millions de francs,

d'une durée de 15 ans, représenté par 100 000 obligations de 1 000 F nominal (taux nominal : 11,10 % — taux de rendement effectif brut : 11,08 %).

Le Groupe prévoit de consacrer 300 millions de francs à ses investissements au cours des années 1975-1977. Cet effort, comparable au rythme passé, a pour objectif de renforcer l'implantation du Groupe sur ses principaux marchés et notamment à l'étranger et de constituer la diversification de ses produits.

Cet emprunt obligataire est donc à la fois le symbole de la confiance du GROUPE DOLLFUS-MIEG dans l'avenir et un élément important de son expansion future.

VUE C08 N° 75-282 du 24-4-75

مركز العمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 28 JUILLET

Vive reprise

La semaine a commencé sur un ton positif à la Bourse de Paris. Le mouvement de reprise, qui s'est amorcé à la veille du week-end, s'est poursuivi tout au long de la semaine et ce avec un volume d'affaires accru.

LONDRES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

NEW YORK

Nouveau recul. Activité réduite, nouveau et sensible recul des cours à la veille du week-end.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Indicateur, Valeur, Variation. Shows daily index values and changes.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeur, Cours, Dernier cours. Shows dollar exchange rates in Tokyo.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Banque Nationale du Mexique - Bénéfices net du premier trimestre de 1975.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Indicateur, Valeur, Variation. Shows daily index values and changes for New York.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Valeur, Cours, Dernier cours. Shows dollar exchange rates in Tokyo for New York.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

TELEGRAPHES DU NOUD (HOLLANDE) - Bénéfices de l'exercice clos le 30 juin 1975.

Main financial table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Contains multiple columns of market data for various securities.

BOURSE DE PARIS - 28 JUILLET - COMPTANT

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists market data for the Paris stock exchange on July 28.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists market data for the term market.

BOURSE DE PARIS - 28 JUILLET - COMPTANT

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists market data for the Paris stock exchange on July 28.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists gold market prices.



11.08%

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. L'OUVREMENT DE LA CONFÉRENCE D'HELSINKI
- 4. DIPLOMATIE
- 4-5. EUROPE
- 6. AFRIQUE
- 8. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 8. FEUILLETON
- 9. LES RÉGIONS
- 10. DÉFENSE
- 10. ÉDUCATION
- 10. POLICE
- 10. SOCIÉTÉ
- 10. RELIGION

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- Pages 11 et 12
- La causalité en physique.
- Le traitement des ordures ménagères.
- Pour un contrôle politique de la technologie.
- Jeux mathématiques ; livres.

12. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

- 13. SPORTS
- 13. JUSTICE
- 13. FAITS DIVERS
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
- 15. MODE
- 19-20. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (14)
- Annuaire classés (16 à 18) ;
- Annuaire classés (18) ;
- Carnet (13) ;
- Journal officiel (11) ;
- Météorologie (18) ;
- Mots croisés (18) ;
- Finances (21).

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1975 a été tiré à 500 124 exemplaires.

Les Français viennent à la location de voitures. Chez Europcar : 645.21.25.

COURS AZ

Méthode Audio-visuelle
194, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})
Tél. : 508-94-44/53-53
Métro : Palais-Royal

LANGUES

de 15 à 150 h.
Anglais - Italien
Allemand - Espagnol
Français

De 8 h. à 20 h., toute l'année, sauf samedi

EGYPTE:

la route d'Assouan est ouverte!

C'est une offre exclusive : Pour la première fois depuis la Guerre de 6 jours, toute l'Égypte vous est ouverte. Grandes Végétations vous propose de découvrir la Vallée du Nil, du Caire à Assouan par la route paysanne. Vous y vivrez à l'heure des fellahs entre deux découvertes archéologiques rares : les pyramides de Gizeh et le temple de Philae. Le Caire, l'Oasis du Foyoum, Tal-el-Amarna, Beni Assou, Kom-Ombou, Assouan : cités mortes et vivantes, temples, tombes, pyramides et monuments copieux, rien ne manque à votre périples au pays des Pharaons.

Un circuit de 15 jours en car pullman, tout compris Paris/France, en jet... 2 750 F.

GRANDES VACANCES

1, rue du Louvre, Paris 1^{er} - 260.34.35

Pour recevoir notre brochure « Vacances en Égypte », renvoyez ce bon après l'avoir rempli. Lc. 750 F.

Adresse :

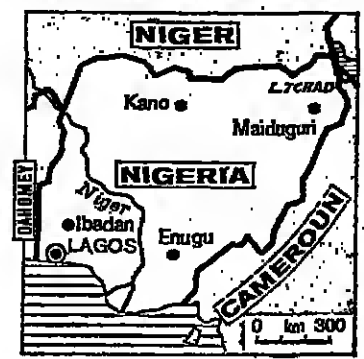
ES 5

Le coup d'État au Nigéria contre le général Gowon

Le champion de l'unité nationale

Le colonel Garba, chef de la garde présidentielle, a annoncé mardi matin 29 juillet à Radio-Lagos, qu'un coup d'État venait d'être déclenché. Le général Gowon était à Kampala, où il assistait à la conférence de l'O.U.A. Le général Gowon était chef de l'État nigérian depuis 1966.

Homme simple, modeste et sobre, chrétien convaincu, le général Gowon, qui n'avait précédemment eu une carrière politique, restera certainement dans l'histoire comme l'homme qui a su sauver l'unité du Nigéria, le pays le plus peuplé d'Afrique. En 1966, lorsqu'à trente-deux ans il accéda à la tête de l'État, il doit affronter une situation grave. Les provinces du Nord menacent de faire sécession. Son prédécesseur, le général Ironsi, un libyen originaire de l'est du pays, porté au pouvoir par un coup de force militaire, était assassiné. Il tenta de substituer un régime unitaire aux



Le Nigéria a une superficie de 923 000 kilomètres carrés. Sa population s'élevait, selon le recensement de 1972, à 79 millions d'habitants. Le 27 mai 1967, la Fédération a été restructurée en douze États (trois États pour la région orientale, six États pour la région septentrionale, deux États pour la région occidentale, le territoire de Lagos devenant de douzième État).

Le Nigéria, avec une production en 1974 de 120 millions de tonnes, est devenu le sixième exportateur mondial de pétrole. Ces richesses représentent 80 % des ressources financières du pays et 85 % de ses exportations contre moins de 3 % en 1964. Le Nigéria est le premier producteur de caoutchouc d'Afrique noire et le sixième producteur d'étain des nations membres de l'accord international sur ce métal.

structures fédérales, et les Nordistes y ont vu une manœuvre dirigée contre eux. Le général Gowon, alors chef d'état-major de l'armée, est originaire d'une petite tribu, celle des Angas, à la frontière du Nord musulman et du Sud chrétien ou animiste. Il est connu pour sa rigueur morale, son sens de l'équité, son efficacité.

Pour toutes ces raisons, ses pairs font appel à lui. Rapidement, il est élu à la tête de l'État. L'opposition des libéraux et de leur chef, le général Ojukwu. Après une tentative de conciliation, la province orientale, rebaptisée « République du Biafra », fait sécession, le 30 mai 1967. Dès lors, le général Gowon va faire preuve de la plus grande fermeté tout en laissant constamment ouvertes les portes de la négociation. Il décréta tout d'abord le blocus des sécessionnistes sans d'ailleurs, le 1^{er} juillet 1967, les hostilités. Elles durèrent trois mois et firent des centaines de milliers de morts, civils et militaires. Elles ne prennent fin qu'en janvier 1970 lorsque le général Ojukwu se réfugia en Côte-d'Ivoire. Son successeur à la tête de la rébellion fut son frère, le général Gowon. Il resta au chef de l'État à penser les plaies et à reconstruire une économie dévastée par la tragédie. Il semble qu'il ait mieux atteint le premier objectif que le second. Il s'est employé, en effet, avec une indéfectible efficacité, à rétablir l'harmonie et l'unité dans le pays. Aucune répression n'a été exercée contre les populations qui avaient appuyé la sécession, et nombre d'officiers « biafristes » ont même été rapidement réintégrés dans l'armée nigérienne.

Le général Gowon n'a pas le physique de l'« homme fort » qu'il a été et qu'il semblait être encore. Cet homme fluide, toujours songé dans un uniforme impeccable, toujours rasé de près, la moustache bien coupée, les cheveux soigneusement peignés, est d'un abord affable et d'une grande courtoisie. Les échecs de son régime ne sont pas son fait. Il est l'antithèse vivante du président Amin.

Il est né le 19 octobre 1924 et vécut à Zaria, son village natal, une enfance paisible. Il était le cinquième fils d'une famille fort pieuse, et son père, catholique protestant, aurait voulu en faire un pasteur. Il devint, à dix-neuf ans, choïr à la carrière des armes.

Après de bonnes études au lycée militaire de Tashira, au Ghana, où les colonisateurs britanniques formaient alors les officiers de l'Ouest africain, il part pour l'Angleterre en 1955 et entre finalement à Sandhurst, le Saint-Cyr britannique. A son retour au Nigéria à la fin de 1958, il est nommé sous-lieutenant. Il poursuit alors une carrière sans histoire jusqu'au coup d'État qui porte le 15 janvier 1966 au pouvoir le général Ironsi. Il rentre tout juste alors d'un voyage au Pakistan et se trouve en congé à Lagos : il n'a donc pas été directement mêlé aux événements. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles il est promu quelques jours plus tard chef d'état-major, avec grade de colonel, et est nommé membre du Conseil militaire suprême. C'est ainsi qu'il commença une carrière politique à laquelle il ne s'attendait guère.

De la politique, le général Gowon n'a d'ailleurs, comme beaucoup de militaires, une image peu flattereuse. Il estime que l'armée est trop délicate pour être confiée aux civils. En 1970, il avait cependant annoncé qu'il passerait le main en 1974. Quatre ans plus tard, en octobre 1974, il est revenu sur cet engagement, estimant qu'un retrait des militaires risquerait de plonger de nouveau le pays dans le chaos. Avant d'arriver à son élimination de la scène politique par le passage à la tête de l'État à exercer les vieux démons qui ont fallu déjà mener le Nigéria à sa perte.

DANIEL JUNQUA.

NOUVELLE HAUSSE DU DOLLAR : 4,37 FRANCS

Le dollar a repris sa marche en avant avec une vigueur renouvelée, à l'occasion d'un récent record de la balance commerciale des États-Unis (voir page 20). A Paris, il est passé brusquement de 4,32 F à plus de 4,37 F, tandis qu'à Francfort, il montait de 2,57 DM à 2,58 DM, et à Zurich, de 2,57 FS à 2,58 FS, retrouvant le niveau du début de décembre 1974.

Ce « redémarrage » a suivi de la monnaie américaine sur les marchés des changes à l'égard des autres monnaies, ce pour le plus s'attendait à un palier de quelques semaines, aux alentours de 4,30 F à Paris et de 2,52 DM à Francfort.

LE VOYAGE DE M. STIRN

La petite île de la Dominique souhaite resserrer ses liens avec la France

De notre envoyé spécial

même si « un gouverneur » — Sir Luis Coombs-Lortie — représente Sa Majesté britannique, et même si la Grande-Bretagne a encore en la Dominique une présence officielle en matière de politique étrangère.

La situation économique de l'île est bien loin d'être florissante. Quelques centaines de kilomètres carrés de forêt tropicale défrichée et à la place des plantations de bananiers, de cocotiers, de citrouilles et de papayes. De nombreux champs de maïs et de deux autres routes de l'île et autour de la capitale, Roseau. Une économie qui est presque de subsistance. Un budget bien équilibré. Des équipements presque inexistant. Peu de médecins, peu de dentistes. La Dominique vit hors de la « vraie » insularité sans doute mais dans une grande pauvreté. Elle a besoin de l'amitié de ses voisins. Près d'elle, les départements français de la Martinique et de la Guadeloupe, malgré leur économie en déséquilibre, font figure de cousins riches.

Ainsi M. Coombs-Lortie et M. John, premier ministre, ont-ils demandé avec insistance à M. Olivier Stirn de resserrer ses liens avec l'île. M. John a même fait valoir que la situation de la Dominique, entre la Martinique et la Guadeloupe, le créole commun et même les souvenirs historiques dont témoignent nombre de noms français, pourraient justifier des rapports particuliers, une sorte d'union à inventer. Le

ministre de l'Agriculture a même pris position en faveur d'une union pure et simple entre les départements français d'Amérique et l'île de la Dominique.

Le secrétaire d'État a répondu, en annonçant à ses hôtes que les citoyens dominicains pourraient désormais se rendre en Guadeloupe sans plus avoir à verser la caution de mille cinq cents francs exigible jusque-là et destinée à protéger la situation de l'emploi (ou seulement de l'emploi local) en cas de départ de l'île pour passer aux visiteurs). Il a promis de faire ce qu'il pourrait pour que ce dentiste français vienne s'installer à Roseau. Deux médecins métropolitains sont déjà, à l'appareil, heureux et appréciés. M. Stirn a enfin promis de suggérer au gouvernement français de s'intéresser à la construction d'un port en eau profonde. Bref, la France n'a pas fait qu'une réponse polie aux Dominicains.

La petite colonie française de l'île s'agrandira donc sans doute bientôt de quelques âmes. D'autant plus que l'installation du poste de radio Jumbo — qui émettra, principalement, en direction de la Guadeloupe et de la Martinique la renforcera encore.

Drôle d'époque, et étranges problèmes pour un secrétaire d'État aux départements d'outre-mer : de Mayotte à la Dominique, c'est le monde à l'envers, son monde à l'envers. On ne cesse plus de lui demander de la présence française.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

RÉNOVÉ PAR LE CHEF DE L'ÉTAT

Le haut comité de l'environnement sera consulté sur tous les grands projets d'intérêt national

Ainsi que nous l'avons signalé dans notre dernière édition de lundi, M. Valéry Giscard d'Estaing a signé le mardi 23 juillet un décret réorganisant le haut comité de l'environnement afin de lui donner plus d'efficacité. Le décret a été publié au Journal officiel du 29 juillet. Le haut comité qui était chargé de conseiller le gouvernement en matière d'environnement aura désormais une compétence écologique beaucoup plus grande. Il pourra notamment donner son avis sur les grands projets d'intérêt national.

Jusqu'ici composé de neuf représentants des ministères et de neuf personnalités choisies en raison de leur compétence, le

haut comité sera élargi : il comptera dix-huit représentants de services et notamment ceux de l'Office national des forêts (O.N.F.) et de l'Institut national de la statistique (I.N.S.T.). Le nombre des personnalités sera porté à vingt et sera représentatif des grandes associations nationales, les autres seront choisies parmi les universitaires et les scientifiques (1).

Enfin, le haut comité travaillera différemment. Il pourra constituer des équipes pour l'étude de problèmes spécifiques comme celui des océans ou des centrales nucléaires. S'il le faut, il renforcera ses équipes de personnalités extérieures.

Promesses tenues

Le haut comité de l'environnement avait été créé en juillet 1970 par M. Jacques Chaban-Delmas alors premier ministre. Prédécesseur de Valéry Giscard d'Estaing, il était alors chargé de conseiller le gouvernement en matière d'environnement et devait assurer la coordination entre les divers organismes publics qui s'intéressaient à ces questions. La création du ministère de l'Environnement en février 1971 avait rendu caduques ses missions de coordination. Le haut comité fut cependant maintenu et on lui donna une mission apparentement fort importante : proposer au gouvernement les lignes générales de la politique de l'environnement. En fait, ce « laboratoire d'idées » n'a pas eu l'efficacité qu'on en attendait. Il était même en passe de tomber dans l'oubli puisque, contrairement à ses statuts, il ne s'est pas réuni depuis un an.

commissions s'occupent de la qualité de la vie. La réforme du haut comité sera donc favorablement accueillie par l'ensemble des défenseurs de la nature et de l'environnement.

(1) Les vingt personnalités nommées pour trois ans au haut comité de l'environnement sont : M. Pierre Aigrain, ancien député général à la recherche scientifique et technique ; Mme Madeleine Allieyrou, pharmacienne, membre de l'Institut national de la recherche scientifique et technique ; M. Pierre Bouchet, professeur de droit à Paris-III ; le docteur Jean-Louis Bouchet, maître de conférences en médecine et toxicologie ; M. Pierre Drouin, journaliste ; André François, directeur de recherches à l'Institut national de la recherche scientifique et technique ; François Guillaume, secrétaire général adjoint de la Fédération nationale des étudiants agricoles (F.N.E.S.A.) ; André Journaux, professeur de lettres à la faculté de Caen ; le docteur Jean Laborit, chirurgien, médecin ; M. François Lapostolle, président de l'Association nationale pour la sauvegarde de la nature ; M. Jean-Marie Pelt, directeur de l'Institut scientifique de l'écologie ; Jean-Claude Pierre, président de l'Association pour la protection et la promotion du patrimoine en Bretagne (A.P.P.B.) ; François Ramade, professeur de zoologie à Paris-Sud et président de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.F.P.N.) ; René Richard, président de l'Union nationale des associations de protection de la nature et de l'environnement (U.N.P.N.) ; M. Jean-Louis Rostand, directeur de la Cour des comptes et animateur du Comité de la charte de la nature ; Jean-Marie Yvrou, président de la Fédération des industries du verre ; Claude de Viane, agriculteur ; Philippe Zanetti, directeur du centre national d'études économiques et sociales C.N.E.S.

Le développement du Massif Central

M. GISCARD D'ESTAING EN SEPTEMBRE A CLERMONT-FERRAND

M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra à Clermont-Ferrand en septembre pour annoncer les premières mesures du programme plurianuel de développement du Massif Central ; c'est ce qu'a indiqué M. Michel Debatisse, président de la F.N.E.R.A., président du comité économique et social d'Auvergne, après avoir été reçu par le chef de l'État, lundi 28 juillet, en compagnie de M. Jean Moreillon, député du Puy-de-Dôme, président du conseil régional d'Auvergne.

C'est le 12 mai dernier que M. Giscard d'Estaing avait demandé la mise au point d'un programme plurianuel de développement du Massif Central (le Monde du 14 mai). Lors de sa visite à la Bourboule et à Mont-Dore, le 12 juillet, il avait souhaité que ce plan soit adopté par le gouvernement à la mi-septembre (le Monde du 15 juillet).

M. Moreillon a indiqué à ce sujet que le « développement du Massif Central est « la priorité des priorités ».

Le Comité interministériel de l'équipement C.C.T. presse et lance, annonce qu'il se réunira mercredi 30 juillet à la Maison du livre pour examiner la situation générale de l'emploi, des salaires et des conditions de travail et pour « dégager des formes d'action pour la période à venir ».

UNE DÉLÉGATION DE LA C.G.T. EST REÇUE PAR UN COLLABORATEUR DE M. ROSSI

Une délégation de la C.G.T. de la région parisienne a été reçue, lundi 28 juillet, durant une heure, par le chef de cabinet de M. André Rossi, porte-parole du gouvernement. Cette démarche avait pour but de présenter aux chaînes de radio et de télévision, la grande presse et les chaînes de télévision au sujet des problèmes concernant les usines occupées et la montée du chômage en France » (le Monde du 28 juillet).

« Nous avons fait part de nos revendications au chef de cabinet de M. Rossi », ont déclaré les membres de la délégation à l'issue de la visite, « nous lui avons cité des exemples concrets : celui des manifestations des travailleurs du Parisien libéré sur la route du Tour de France, que les télespectateurs ont pu entendre mais n'ont pu voir, et celui des combats des lycéens, personne n'a donné la parole ».

« Apparemment, le gouvernement rejette toute la responsabilité sur les directions des chaînes de radio et de télévision, qui sont autonomes. En aucun cas nous ne rendons les journalistes responsables de cet état de choses. Nous voulons que soit diffusée une information complète et honnête ».

« Cela laisse supposer qu'il faudra retourner à Cognac-Jay pour de nouvelles manifestations », a ajouté M. Roger Lanery, secrétaire du Comité interministériel du Livre parisien C.G.T., devant une cinquantaine d'ouvriers du Livre venus apporter leur soutien à la délégation.

BANDOL GOTE D'AZUR VAROISE

A 3 MINUTES DU CENTRE ET DE LA MER SUR LA COLLINE, TRÈS CALME

« LES CYCLADES »

ENSEMBLE RESIDENTIEL DE CINQ PETITS IMMEUBLES AUTOUR D'UN JARDIN ET D'UNE PISCINE STUDIOS, 2 ET 3 PIÈCES

Documentation : « Les Cyclades », chemin de la Plaine de Gailard 83150 BANDOL - Tél. : (04) 29-53-51

CLINIQUE DES CHARMETTES S.A.

Chemin de Morange 10 CE-403 Lezoux (Nièvre)

Tél. : 021/20-41-21

GYNECOLOGIE, OBSTÉTRIQUE ET MATERNITÉ

Ouverte toute l'année

Le massage thaïlandais à Paris

Dès son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thaïlandais. Un massage très raffiné, pratiqué dans un bain d'eau tiède et parfumée, avec relaxation et cérémonie du thé au jasmin.

Prenez un rendez-vous personnel en téléphonant à l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix. Et offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi, toutes les subtilités du merveilleux massage thaïlandais.

- Massages sportifs par masseurs expérimentés
- Ionisation - Oxygénation - Bronzage
- Traitements spéciaux
- Massages thaïlandais

Institut Corporel Claude Massard

6, rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 261.27.25/261.27.26

